



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.444/2
du 2 juillet 2018

advies 63.444/2
van 2 juli 2018

sur

over

un avant-projet de loi ‘portant
dispositions diverses en
matière de droit civil et portant
simplification des dispositions
du Code civil et du Code
judiciaire en matière
d’incapacité, et de la loi du
17 mars 2013 réformant les
régimes d’incapacité et
instaurant un nouveau statut de
protection conforme à la
dignité humaine’

een voorontwerp van wet
‘houdende diverse bepalingen
inzake burgerlijk recht en tot
vereenvoudiging van de
bepalingen van het Burgerlijk
Wetboek en het Gerechtelijk
Wetboek betreffende de
onbekwaamheid, en van de wet
van 17 maart 2013 tot
hervorming van de regelingen
inzake onbekwaamheid en tot
instelling van een nieuwe
beschermingsstatus die strookt
met de menselijke
waardigheid’

Le 3 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé jusqu'au 4 juillet 2018 *, sur un avant-projet de loi 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et portant simplification des dispositions du Code civil et du Code judiciaire en matière d'incapacité, et de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 juin 2018 et le 2 juillet 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur. François DEGUEL, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, a également présenté un rapport.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE, président du conseil d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juillet 2018.

* Par courriel du 14 mai 2018.

*

Op 3 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 4 juli 2018 *, een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en tot vereenvoudiging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek betreffende de onbekwaamheid, en van de wet van 17 maart 2013 tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 juni 2018 en op 2 juli 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur. François DEGUEL, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerde op 12 januari 1973, heeft eveneens verslag uitgebracht.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juli 2018.

* Bij e-mail van 14 mei 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

En tant que plusieurs dispositions de l'avant-projet portent sur la création d'un registre de données personnelles ou sur le traitement de pareilles données, spécialement ses articles 59 et 86 à 91, la consultation de l'Autorité de protection des données est requise en vertu de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »)¹, disposition revêtue d'un effet direct. Il s'agit d'une « formalité prescrite » au sens de l'article 84, § 3, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

Depuis le 25 mai 2018, date à laquelle, en vertu de son article 110, la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' est complètement entrée en vigueur, l'Autorité de protection des données a succédé à la Commission de la protection de la vie privée (article 3, alinéa 2, de cette loi) et c'est donc cette Autorité qui doit être consultée².

Si, au terme de cette consultation, l'avant-projet devait être modifié sur le fond sur des points indépendants de ceux résultant du présent avis, il devrait à nouveau faire l'objet d'une demande d'avis auprès de la section de législation du Conseil d'État.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Ce règlement est applicable depuis le 25 mai 2018 (article 99, paragraphe 1, du RGPD).

² En vertu de l'article 114, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 3 décembre 2017, tel que remplacé par l'article 2 de la loi du 25 mai 2018 'modifiant la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données', en attendant la date à laquelle les membres du Comité de direction de l'autorité de protection des données auront prêté le serment visé à l'article 12, alinéa 3, de cette loi et signé la déclaration d'absence de conflits d'intérêts visée à l'article 44, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, « les membres de la Commission de la protection de la vie privée exercent les missions et les compétences de l'Autorité de protection des données ».

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs dispositions de l'avant-projet tendent à modifier des articles du Code civil afin d'adapter celui-ci à l'informatisation en supprimant toute référence à la notion d'« écrit » ou à l'utilisation du verbe « remettre » (voir par exemple les articles 27, 29, 31, 33, etc., de l'avant-projet).

Ces adaptations sont dépourvues de pertinence. La notion d'écrit n'est nullement incompatible avec l'informatisation de la procédure ou des documents.

La section de législation renvoie d'ailleurs aux définitions de la notion d'« écrit » qui sont introduites dans les livres 5 et 8 du nouveau Code civil en projet³. Celles-ci n'impliquent pas nécessairement l'existence d'un support papier ou matériel.

Du reste, l'administrateur désigné pourrait refuser de s'inscrire dans le nouveau registre créé par le projet, de telle sorte que les documents ne passeront pas par la voie informatique. Il est préférable que le terme « écrit » soit présent dans la loi pour éviter que l'administrateur ne demande à pouvoir rendre un rapport oral au juge de paix, ce qui surchargerait les justices de paix.

Ces difficultés illustrent de manière particulière celles, plus générales, qui résultent de ce que les différentes réformes en cours du Code civil sont menées parallèlement, sans toujours faire l'objet d'une coordination suffisante.

Il est notamment renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 3 formulée dans l'avis n° 63.445/2 donné le 27 juin 2018 sur l'avant-projet de loi 'portant insertion du Livre 8 « La preuve » dans le nouveau Code civil'.

C'est sous cette réserve que le présent avis est donné.

En tout état de cause, l'auteur de l'avant-projet devrait s'interroger sur l'opportunité d'intégrer dès à présent les modifications envisagées par le présent avant-projet au sein du nouveau Code civil en cours de formation, et ce de manière à éviter que se succèdent à bref délai deux législations ayant le même objet sur le fond, pouvant même avoir un contenu identique sur plusieurs de ces aspects.

2. L'avant-projet modifie plusieurs dispositions du Code civil afin de supprimer les références au Code judiciaire. Cependant, dans certains cas, l'avant-projet laisse subsister une partie des références à ce dernier Code qui sont faites par la disposition en projet.

³ Voir l'article 5.34, § 2, du projet de Code civil dans l'avant-projet de loi 'portant création d'un Code civil et y insérant un Livre 5 « Les obligations »', qui a fait l'objet de l'avis n° 63.268/2 du Conseil d'État, donné le 23 mai 2018, et l'article 8.1, 1°, en projet du code civil dans l'avant-projet de loi 'portant insertion du Livre 8 « La preuve » dans le nouveau Code civil' qui a fait l'objet de l'avis n° 63.445/2 du Conseil d'État, donné le 27 juin 2018.

Par exemple,

– à l'article 490/1 du Code civil, tel que modifié par l'article 9 de l'avant-projet, le paragraphe 2, alinéa 3, maintient la référence à « la quatrième partie, livre IV, Chapitre X, Section I^{re} du Code judiciaire » ;

– à l'article 499/10, tel que modifié par l'article 31, 1^o, de l'avant-projet, une référence aux « articles 1238 à 1249/6 du Code judiciaire » est insérée, c'est-à-dire à la même section première de la quatrième partie, livre IV, chapitre X, du Code judiciaire ;

– aux articles 490/2, § 1^{er}, alinéa 6, 497/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 500/3, § 1^{er}, alinéa 3, et 501/3 du Code civil, tels que modifiés ou insérés par les articles 10, 21, 39 et 42 de l'avant-projet, il est fait référence à l'article 1247 du Code judiciaire.

Cela ne paraît pas cohérent avec la ligne de conduite que l'auteur de l'avant-projet s'est fixée, celui-ci vérifiera qu'un tel maintien est bien justifié.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à la cohérence de celui-ci avec la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges'⁴ (ci-après : « la loi du 18 juin 2018 »), qui met notamment en place une banque de données d'actes de l'état civil (BAEC).

La section de législation attire plus particulièrement l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur les articles 117, 118 et 122 de l'avant-projet, qui modifient respectivement les articles 335, 335^{ter} et 1385^{quaterdecies} du Code civil afin de prévoir la « transcription » du dispositif d'un jugement ou d'un arrêt, ou l'inscription d'une « mention marginale ».

Compte tenu de la BAEC mise en place par la loi du 18 juin 2018, cela n'est plus pertinent. En effet, il ne convient plus de parler de « mention marginale » ou de « transcription » de l'acte de l'état civil (voir notamment le nouvel article 31 du Code civil).

Les articles 42 et 43 de la loi du 18 juin 2018 modifient du reste les articles 335⁵ et 335^{ter}⁶ du Code civil en ce sens. De même, l'article 84 de la loi du 18 juin 2018 remplace l'article 1385^{quaterdecies}⁷ du Code civil par une nouvelle version de celui-ci tenant compte de la création de la BAEC.

⁴ M.B., 2 juillet 2018.

⁵ Art. 42 : « Dans l'article 335, § 3, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014 et modifié par la loi du 18 décembre 2014, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : 'L'officier de l'état civil compétent modifie l'acte de naissance de l'enfant suite à la déclaration visée à l'alinéa 2 ou au jugement visé à l'alinéa 4' ».

⁶ Art. 43 : « Dans l'article 335^{ter}, § 2, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2014, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : 'L'officier de l'état civil compétent modifie l'acte de naissance de l'enfant' ».

⁷ Art. 84 : « L'article 1385^{quaterdecies}, inséré par la loi du 10 mai 2007 et modifié par la loi du 25 juin 2017, du même Code est remplacé par ce qui suit :

'Art. 1385^{quaterdecies} § 1^{er}. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt relatif à une modification d'enregistrement du sexe d'une personne est immédiatement communiqué, en copie, au greffier.

§ 2. À l'expiration du délai d'appel ou de pourvoi en cassation ou, le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le greffier transmet immédiatement les données nécessaires à la rédaction de l'acte de

Le dispositif sera dès lors revu au regard de cette observation.

4. De manière générale, la section de législation rappelle qu'il est déconseillé de procéder à une renumérotation d'un article existant, et ce afin de permettre, dans un objectif de sécurité juridique, à tout un chacun d'avoir une meilleure vision de l'évolution du texte dans le temps⁸.

Lorsque l'auteur de l'avant-projet remplace une disposition existante du Code judiciaire par une autre et déplace ladite disposition existante au sein d'un autre article du Code, dont le contenu est alors implicitement abrogé (voir par exemple les articles 63 et 68 de l'avant-projet, qui déplacent l'actuel article 1247 du Code judiciaire pour en faire l'article 1243 en projet du même Code), cela aboutit à une renumérotation implicite de cette disposition du Code judiciaire, qui est déconseillée.

L'observation finale n° 2 illustre par exemple cette erreur de méthode.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Articles 2 à 5 et 43, 48 et 49

Les articles 2, 3, 4, 5, 43, 48 et 49 prévoient des modifications aux articles suivants du Code civil :

– l'article 145/1, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de se marier en vertu de l'actuel article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 2° ;

– l'article 186, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de demander l'annulation de son mariage en vertu de l'actuel article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 3° ;

modification de l'enregistrement du sexe à l'officier de l'état civil du lieu de la déclaration via la BAEC ou l'informe de la décision de refus.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil établit immédiatement l'acte de modification de l'enregistrement du sexe si le dispositif du jugement ou de l'arrêt établit la modification de l'enregistrement du sexe après le recours visé à l'article 135/1, § 7, du Code civil, et associe cet acte à tous les actes de l'état civil de l'intéressé qui mentionnent son sexe.

§ 3. Lorsqu'une décision ou un arrêt passés en force de chose jugée annule une modification de l'enregistrement du sexe ou établit la nouvelle modification de l'enregistrement du sexe, le greffier transmet immédiatement les données nécessaires à l'établissement de l'acte d'annulation ou de l'acte de la nouvelle modification de l'enregistrement du sexe à l'officier de l'état civil compétent via la BAEC, en mentionnant le jour où la décision judiciaire a acquis force de chose jugée.

L'officier de l'état civil établit immédiatement l'acte et l'associe aux actes de l'état civil de l'intéressé qui mentionnent son sexe.

§ 4. Le jugement ou l'arrêt relatif à une modification ou à une nouvelle modification d'enregistrement du sexe d'une personne produit ses effets à partir de l'établissement de l'acte de modification de l'enregistrement de l'acte de modification de l'enregistrement du sexe' ».

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 125.

– l'article 231, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de demander le divorce en vertu de l'actuel article 492/1, § 1^{er} ;

– l'article 328, § 2, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de reconnaître un enfant en vertu de l'actuel article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 7^o ;

– l'article 905, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de disposer, soit par donation entre vifs, soit par testament, en vertu de l'article 492/1 ;

– l'article 1475, § 2, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de faire une déclaration de cohabitation légale, en vertu de l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 10^o ;

– l'article 1476, § 3, qui fixe un régime particulier d'autorisation lorsqu'une personne a été déclarée incapable de faire une déclaration de cohabitation légale en vertu de l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 10^o, et que cette personne souhaite y mettre fin.

Ces sept dispositions du Code civil font référence à l'article 492/1, qui est modifié par l'avant-projet.

Les commentaires desdits articles évoquent une modification d'ordre juridico-technique à la lumière de la réforme des dispositions procédurales.

L'objectif de chaque article en projet est en effet d'abroger la référence faite aux dispositions actuelles du Code judiciaire qui sont modifiées et, plus largement, de supprimer toute référence aux dispositions du Code judiciaire.

Par ailleurs, ces dispositions du Code civil font référence à l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, du Code civil, disposition qui est modifiée par l'article 12 de l'avant-projet. Celui-ci tend dès lors à juste titre à modifier les dispositions du Code civil précitées afin de prendre en compte cette modification.

Par conséquent, et sous réserve de l'observation n° 1.3 formulée sous l'article 12 de l'avant-projet, il convient de compléter l'article 3 de manière à modifier également la référence que fait l'article 186, alinéa 1^{er}, du Code civil à l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3.

Il en va de même pour les articles 5, 48 et 49, qui doivent être complétés de manière à modifier également les articles 328, § 2, alinéa 1^{er}, 1475, § 2, alinéa 2, et 1476, § 2, alinéa 7, du Code civil.

Article 6

1. L'article 6 de l'avant-projet abroge l'article 488/2 du Code civil, qui dispose qu'une personne peut être placée sous protection lorsqu'elle est dans un état de prodigalité.

Selon le commentaire de l'article 6, cette abrogation est justifiée par le fait que le statut est rarement appliqué puisque, dans la majorité des cas, la protection de la personne est possible en raison de son état de santé. En outre, dans les cas où le besoin de protection ne découle pas de l'état de santé mais de la nécessité de protéger la société et des tiers contre un comportement manifestement déraisonnable dont ils sont victimes, il convient d'élaborer une réglementation spécifique.

2. La loi du 17 mars 2013 'réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine' résolvait une controverse qui existait dans le cadre de l'ancienne administration provisoire : l'état de prodigalité est-il un état de santé pouvant justifier une mesure de protection ? Si certaines juridictions l'admettaient, toutes n'étaient pas d'accord. Le commentaire de l'article relève lui-même qu'en cas de prodigalité, « le besoin de protection découle *pratiquement* toujours de l'état de santé » (italiques ajoutés).

La suppression de l'article 488/2 actuel du Code civil marquera un retour en arrière et fera ressurgir l'ancienne controverse.

En effet, en supprimant la référence à l'état de prodigalité visé à l'article 488/2 actuel du Code civil, l'avant-projet crée un vide juridique, que la loi du 17 mars 2013 avait comblé. La sécurité juridique et le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine exigent le maintien d'un mécanisme d'assistance ou de représentation pour les personnes prodigues indépendamment d'un problème de santé au sens de l'article 488/1 du Code civil. La seule évocation, dans le commentaire de l'article, du fait qu'une réglementation spécifique devra être élaborée ne suffit pas. Celle-ci doit être élaborée concomitamment à la suppression de l'article 488/2 du Code civil.

À défaut d'élaborer pareille réglementation spécifique, le dispositif crée une discrimination entre, d'une part, les personnes qui se trouvent dans une situation de prodigalité et qui, en raison de leur état de santé, peuvent bénéficier des mesures de protection, et, d'autre part, les personnes prodigues pour lesquelles l'état de santé ne pourra plus être invoqué pour leur octroyer un régime de protection.

Le recul législatif qui en résulte est contraire au principe de *standstill*, lié au droit de mener une vie conforme à la dignité humaine inscrit à l'article 23 de la Constitution.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, lorsqu'une personne bénéficie d'une mesure de protection en raison de son état de prodigalité, certaines règles spécifiques existent (exemple : une mission uniquement d'assistance de l'administrateur, limitée aux biens). Ces règles spécifiques ne sont pas toujours nécessaires, le juge conservant la possibilité de moduler le régime de protection. Cela étant, la suppression de ces règles spécifiques (réalisée par

l'avant-projet) ne doit pas nécessairement entraîner la suppression pure et simple de l'état de prodigalité.

3. L'abrogation de l'article 488/2 du Code civil est d'autant plus problématique que l'avant-projet ne prévoit aucune mesure transitoire pour les personnes actuellement protégées en raison de leur état de prodigalité : la mesure de protection continue-t-elle de produire ses effets ou la mesure de protection doit-elle cesser puisque la personne est dans un état de prodigalité et non dans un état de santé au sens de l'article 488/1 du Code civil ?

4. Le texte sera fondamentalement revu ou complété au regard de ces observations.

Article 7

1. L'article 489 en projet du Code civil prévoit que les dispositions de la présente section (soit les dispositions de la section 2, « De la protection extrajudiciaire ») s'appliquent exclusivement aux actes de représentation et de gestion.

2. L'objectif de la disposition en projet est double.

Le premier consiste à ne plus limiter la protection extrajudiciaire aux actes patrimoniaux, en abrogeant les termes « relatifs aux biens » dans l'article 489 actuel du Code civil, de telle sorte que la protection extrajudiciaire sera étendue aux actes personnels.

Le second objectif consiste à étendre la protection extrajudiciaire aux actes de gestion.

La notion de « gestion » est actuellement définie à l'article 494, g), du Code civil. Cette disposition fait cependant partie du chapitre II/1, qui concerne exclusivement la protection judiciaire.

Il convient dès lors de renvoyer expressément à la définition de cet article 494, g), du Code civil afin de rendre celle-ci applicable à la protection extrajudiciaire.

3. Dans un souci de clarté et de sécurité juridique, il serait préférable, dans l'article 489 du Code civil, de remplacer les mots « aux actes de représentation relatifs aux biens » par les mots « aux actes de représentation relatifs aux biens et aux personnes et aux actes de gestion, au sens de l'article 494, g) ».

Article 8

Le 1° doit être rédigé comme suit :

« 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots 'est enregistré' sont remplacés par les mots 'et la fin de ce mandat en vertu de l'alinéa 5 sont enregistrés' ».

Article 9

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 9, 4°, de l'avant-projet doit uniquement supprimer l'alinéa 2 de l'article 490/1, § 3, du Code civil et non l'ensemble du paragraphe 3 de cet article 490/1.

Le dispositif sera revu en ce sens.

Article 10

1. L'article 10 de l'avant-projet tend notamment au remplacement du paragraphe 2 de l'article 490/2 du Code civil.

Le commentaire de l'article précise que la modification a pour but d'améliorer la lisibilité de l'article 490/2, § 2, du Code civil et de préciser que « les modalités d'exécution du mandat » concernent les attributions du mandataire. Il est également précisé qu'en cas de non-respect des modalités d'exécution des mesures de protection extrajudiciaire ou des attributions du mandataire, les mêmes sanctions que celles prévues pour une mesure de protection judiciaire sont d'application.

La nouvelle formulation est toutefois source d'insécurité juridique.

L'actuel article 490/2, § 2, du Code civil précise par exemple que le juge de paix peut mettre fin au mandat, alors que la même disposition en projet se contente d'énoncer que le juge de paix peut mettre fin à la mesure de protection extrajudiciaire.

Toutefois, la fin du mandat est à distinguer de la fin de la mesure de protection extrajudiciaire. Le contrat de mandat est avant tout un contrat conclu par les parties. Si la mesure de protection extrajudiciaire prend fin, par exemple pour être remplacé par une mesure de protection judiciaire, le contrat de mandat pourrait subsister et coexister avec la nouvelle mesure de protection judiciaire. Des difficultés pratiques vont naître si une personne se déclare mandataire d'une personne protégée, tandis qu'une autre se verrait être son administrateur.

L'article 2003 du Code civil (également soumis à modification par l'article 50 de l'avant-projet) ne suffit pas pour mettre un terme à l'insécurité juridique. Cette disposition en projet précise qu'en ce qui concerne les mandats généraux visés à l'article 1987 ou les mandats visés à l'article 489, le mandat finit lorsque le mandant se retrouve dans l'état visé à l'article 488/1 et que le mandat ne répond pas aux exigences prévues aux articles 490 et 490/1, § 1^{er}.

Les exigences de l'article 490 sont des exigences de forme (contrat écrit, enregistrement, etc.).

Les exigences de l'article 490/1 concernent la mise en œuvre de la mesure de protection extrajudiciaire.

Il se pourrait toutefois qu'un contrat de mandat respecte toutes les exigences des articles 490 et 490/1 du Code civil mais que son exécution ne respecte pas les intérêts du mandant.

Il serait dès lors préférable qu'il soit indiqué que le juge de paix puisse également mettre fin au mandat, outre la possibilité qu'il a de mettre fin à la mesure de protection extrajudiciaire.

2. L'article 490 en projet du Code civil prévoit l'hypothèse de l'enregistrement, dans le registre tenu par la Fédération royale du notariat belge, de la décision de mettre fin au contrat de mandat.

L'article 490/2, § 3, 2° et 3°, actuel du Code civil vise la « notification » soit de la renonciation du mandataire au mandat, soit de la révocation du mandat par le mandant.

Désormais, la décision de mettre fin de commun accord au mandat, celle d'y renoncer ou celle de le révoquer devra être enregistrée.

L'article 10 de l'avant-projet prévoit la suppression des termes « suite à la notification de la » et leur remplacement par les termes « en cas de ». Une modification des termes de l'article 490/2, § 3, 2° et 3°, est préférable pour faire référence à cet « enregistrement » conformément à l'article 490, alinéa 5, en projet du Code civil.

Article 12

1.1. L'article 492/1, § 1^{er}, en projet du Code civil établit la liste des actes personnels pour lesquels le juge a l'obligation de statuer quant à la capacité ou non de la personne protégée au moment de sa mise sous protection judiciaire. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les 2°, 3° et 4° sont modifiés, tandis que les 5° à 8° et les 10° à 19° sont abrogés.

La liste sera la suivante, s'agissant pour la personne protégée de la capacité :

« 1° de choisir sa résidence [inchangé] ;

2° d'accomplir tous les actes liés à la modification de l'état de la personne de la personne protégée ;

3° d'accomplir tous les actes liés à l'exercice d'un des droits de la personnalité de la personne protégée visés notamment dans les lois du 23 juin 1961, du 13 juin 1986, du 8 décembre 1992, du 7 mai 2004, du 26 mars 2003 et du 19 décembre 2008 ;

4° de signer ou de s'authentifier au moyen de la carte d'identité électronique, conformément à l'article 6, § 7, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques' ;

[...]

9° d'exercer l'autorité parentale visée au livre I^{er}, titre IX, sur la personne du mineur et les prérogatives parentales [inchangé] ;

[...]

20° d'exercer des activités d'armurier, d'intermédiaire, de collectionneur d'armes ou des autres personnes visées au chapitre IV de la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques et individuelles avec des armes' ».

Cette nouvelle formulation appelle différentes remarques.

1.2. La seule référence aux dates des lois dans le 3° n'est pas conforme aux bonnes pratiques légistiques et il est préférable de mentionner l'intitulé complet de chaque loi (comme c'est d'ailleurs le cas au 4°, ou encore dans les actuels 12°, 13°, 16°, 17°, 18°, 19° et 20° de l'article 492/1, § 1^{er}, du Code civil).

1.3. Enfin, et surtout, la nouvelle formulation du 2° est source d'insécurité juridique et marque un net recul par rapport à la législation actuelle.

Le commentaire de l'article indique que la modification cherche « à reformuler plus simplement l'évaluation par le juge de paix de la capacité juridique de la personne concernée en regroupant tous les actes de même nature sous un seul point. Cela ne s'oppose pas à ce qu'un juge de paix puisse encore établir une liste plus nuancée des actes que la personne protégée est incapable d'accomplir ».

La simple référence aux « actes liés à la modification de l'état de la personne de la personne protégée » ne suffit pas pour viser l'ensemble des actes actuellement visés dans l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3 du Code civil. Les actes suivants sont notamment visés à l'heure actuelle :

« [...]

2° de consentir au mariage, comme prévu aux articles 75 et 146 ;

3° d'intenter une action en annulation du mariage visée aux articles 180, 184 et 192 et de se défendre contre une telle action ;

4° d'introduire une demande de divorce pour désunion irrémédiable, visée à l'article 229, et de se défendre contre une telle demande ;

5° d'introduire une demande de divorce par consentement mutuel, visée à l'article 230 ;

6° d'introduire une demande de séparation de corps, visée à l'article 311*bis* et de se défendre contre une telle demande ;

7° de reconnaître un enfant conformément à l'article 328 ;

8° d'exercer, soit en demandant, soit en défendant, des actions relatives à sa filiation visée au livre I^{er}, titre VII ;

[...]

10° de faire une déclaration de cohabitation légale visée à l'article 1476, § 1^{er}, et d'y mettre fin conformément à l'article 1476, § 2 ;

11° le cas échéant, de faire une déclaration en vue d'acquérir la nationalité belge, visée au chapitre III du Code de la nationalité belge du 28 juin 1984 ;

12° d'exercer les droits visés par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

13° d'exercer le droit visé par la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse ;

14° d'adresser une demande de changement de nom ou de prénom, prévue à l'article 2 de la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

15° d'exercer les droits du patient prévus par la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ;

16° de consentir à une expérimentation sur la personne humaine conformément à l'article 6 de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine ;

17° de consentir à un prélèvement d'organes, visé à l'article 5 ou 10 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;

18° d'exercer le droit de refuser la réalisation d'une autopsie sur son enfant de moins de dix-huit mois, conformément à l'article 3 de la loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexpliqué d'un enfant de moins de dix-huit mois ;

19° de consentir à un prélèvement de matériel corporel sur des personnes vivantes, visé à l'article 10 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique ;

20° d'exercer des activités d'armurier, d'intermédiaire, de collectionneur d'armes ou des autres personnes visées au chapitre IV de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes ».

Si les actuels 12°, 13°, 16°, 17°, 18° et 19° sont repris dans le 3° en projet⁹, les 11° (nationalité) et 14° (changement de nom ou de prénom) ne sont pas repris, mais peuvent être considérés comme des actes modifiant l'état de la personne de la personne protégée.

De même, peuvent être considérés comme modifiant l'état de la personne le mariage (2°), l'annulation du mariage (3°), le divorce (4° et 5°) ou la séparation de corps (6°).

Par contre, le fait, pour la personne protégée, de reconnaître un enfant (7°) n'est pas un acte qui modifie l'état de l'auteur de la reconnaissance.

De même, le fait de faire une déclaration de cohabitation légale ou d'y mettre fin (10°) n'est pas un acte qui modifie l'état de la personne de la personne protégée.

⁹ Ce 3° en projet contient encore une référence à la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel', alors que cette loi est remplacée, et donc abrogée matériellement, par le RGPD, qui a un effet direct, et qu'en droit belge elle est formellement appelée à être remplacée par la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' et par la loi faisant l'objet du projet de loi 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3126/1), l'article 275, alinéa 1^{er}, de ce projet tendant à abroger la loi du 8 décembre 1992 (voir aussi l'article 109 de la loi du 3 décembre 2017). Il est également renvoyé aux observations formulées sur les articles 86 à 91 de l'avant-projet.

Tous les actes actuels ne sont donc pas visés dans la disposition en projet.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est réellement, comme indiqué dans le commentaire de l'article 12 de l'avant-projet, d'uniquement « reformuler plus simplement » sans modifier le droit actuel, la formulation du 2° est déconseillée, et ce d'autant plus que, dans un souci de compréhension des mesures prises dans le chef des intéressés, il est préférable de maintenir une liste explicite et détaillée de celles-ci.

Cette intention de ne pas modifier le droit actuel semble confirmée puisque les principes repris dans les articles 328, 1475, § 2, et 1476, § 2, du Code civil ne sont pas remis en cause.

Par ailleurs, une référence à des actes trop larges est à proscrire pour éviter les insécurités juridiques et les controverses qui en découleront.

Puisque l'objectif de l'auteur de l'avant-projet n'est pas de modifier la liste des actes concernés, il est préférable de ne pas la modifier en la forme.

Les actes en cause seront d'ailleurs toujours interdits si la personne en a été déclarée incapable car les articles 328, 1475 et 1476 du Code civil prévoient toujours un mécanisme d'autorisation préalable. L'administrateur ne peut pas intervenir pour ce type d'acte (article 497/2 du Code civil).

2. L'article 12 de l'avant-projet tend à l'insertion d'un nouvel alinéa pour les droits du patient afin de prévoir que le juge de paix se prononce également sur la compétence de l'administrateur de « représenter » la personne protégée dans l'exercice des droits du patient visé à l'article 14, § 2, de la loi du 22 août 2002 'relative aux droits du patient' si la personne n'est pas en mesure d'exercer elle-même ces droits selon la loi précitée.

Le terme « représenter » n'est toutefois pas opportun puisque l'article 492/1 se trouve dans les dispositions générales « De l'incapacité », qui s'appliquent aussi bien lorsque l'administrateur a une mission d'assistance que lorsqu'il a une mission de représentation.

3.1. L'article 12 de l'avant-projet modifie également la liste des actes patrimoniaux pour lesquels le juge de paix a l'obligation de se prononcer, en « aggravant » l'incapacité de la personne protégée en lui interdisant de conclure un contrat de bail (comme c'était déjà le cas en cas de mesure d'administration provisoire) et en ajoutant deux nouveaux actes.

3.2. L'avant-projet ajoute d'abord un 18° à l'article 492/1, § 2, alinéa 3, du Code civil.

La loi du 31 juillet 2017 'modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions et les libéralités et modifiant diverses autres dispositions en cette matière' insère déjà un 18° à cette même disposition pour viser la capacité ou non de la personne protégée de conclure un pacte successoral autorisé par la loi.

3.3. Ensuite, en vertu de l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 19°, sur la base de l'avant-projet, le juge de paix devra désormais déterminer si la personne protégée peut ou non contracter des « dettes périodiques ».

Le commentaire de l'article 12 précise que ces dettes lient la personne protégée pour longtemps. À titre d'exemple, il peut s'agir de la conclusion d'abonnements avec des opérateurs télécom ou des fournisseurs de services collectifs ou de toutes formes d'achat à crédit.

Dans un souci de sécurité juridique, il conviendrait de définir cette notion de « dette périodique » au sein du dispositif tout en précisant expressément que celle-ci ne recouvre par la notion d'emprunt déjà visée par l'article 492/1, § 2, alinéa 3, 2°, du Code civil.

Article 17

La règle relative à la communication de la copie conforme de la déclaration de préférence, prévue par l'article 496, alinéa 6, deuxième phrase, en projet du Code civil, fait double emploi avec l'article 1242 en projet du Code judiciaire (tel que modifié par l'article 61 de l'avant-projet), qui dispose que le greffe vérifie, notamment, si une déclaration contenant le choix de l'administrateur et d'une personne de confiance a été enregistrée dans le registre central tenu par la Fédération royale du notariat belge et demande, le cas échéant, au notaire ou au greffier de la justice de paix devant laquelle l'acte de désignation d'un administrateur et d'une personne de confiance a été passé, de lui en « renvoyer » une copie certifiée conforme.

L'article 17 sera donc omis.

Article 20

L'avant-projet ajoute un 27° à l'article 497/2 du Code civil.

La loi du 31 juillet 2017 insère déjà un 27° à cette même disposition pour viser la conclusion d'un pacte successoral.

Le dispositif sera revu en conséquence.

Article 21

L'article 497/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code civil est réécrit afin de préciser que les litiges entre l'administrateur de la personne et l'administrateur des biens sont réglés dans l'intérêt de la personne protégée, après avoir tenté de rapprocher le point de vue des parties conformément à l'article 1247 du Code judiciaire. Il en va de même pour les litiges entre l'administrateur de la personne ou l'administrateur des biens, d'une part, et la personne protégée, d'autre part.

Le commentaire de l'article indique que l'objectif de la disposition est de rendre le juge de paix compétent pour résoudre les conflits entre tous les acteurs de l'administration.

Toutefois, les éventuels conflits entre les éventuels administrateurs des biens (l'article 496/4, § 2, du Code civil permet au juge de paix de désigner plusieurs administrateurs des biens dans l'intérêt de la personne protégée et, le cas échéant, le juge de paix précise les compétences des différents administrateurs et la manière dont ils exercent ces compétences) ne sont pas visés légalement.

Selon les travaux préparatoires de la loi du 17 mars 2013, un tel conflit n'est pas possible puisque le juge de paix doit préciser les compétences des différents administrateurs et la manière dont ils exercent ces compétences. De nombreux auteurs estiment toutefois que la procédure de l'article 497/3 peut trouver à s'appliquer en cas de conflits entre les administrateurs des biens puisque, malgré les précisions apportées par le juge de paix lorsqu'il désigne lesdits administrateurs, des conflits sont toujours possibles¹⁰.

Par souci de sécurité juridique, il convient de préciser légalement que les litiges entre les administrateurs – peu importe leurs missions – sont réglés dans l'intérêt de la personne protégée.

De cette manière, le souhait exprimé de l'auteur de l'avant-projet – compétence du juge de paix pour résoudre les conflits entre *tous* les acteurs de l'administration – sera atteint.

Articles 23 et 25

1. L'article 497/5, alinéa 1^{er}, en projet du Code civil dispose que, par décision spécialement motivée, le juge de paix peut allouer à l'administrateur, après vérification du rapport visé aux articles 498/3, 498/4, 499/14 ou 499/17, conformément à l'article 497/8 et approbation de celui-ci, une rémunération dont le montant ne peut pas dépasser trois pour cent des revenus de la personne protégée.

¹⁰ Y.-H. LELEU, *Droit des personnes et des familles*, 3^e éd., Bruxelles, Larcier, 2016, p. 263, n° 200-3 ; K. ROTTHIER, « De nieuwe wet tot hervorming van het statuut van onbekwamen : Een overzicht vanuit vogelperspectief », *Not. Fisc. M.*, 2013, p. 194 ; D. SCHEERS et T. WUYTSUYTS, *De vrederechter en het bewind. Procedure na de wet van 17 maart 2013*, Antwerpen, Intersentia, 2014, p. 46.

L'article 497/8 du Code civil mentionné est remplacé par l'article 25 de l'avant-projet. Cette disposition précise que le juge de paix examine les rapports visés aux articles 498/3, 498/4, 499/14 ou 499/17 et vérifie au moins certains éléments énumérés dans cet article.

L'article 497/8 du Code civil ne prévoit toutefois pas d'approbation de la part du juge de paix.

Ce sont les dispositions spécifiques à chaque rapport qui prévoient cette approbation par le juge de paix, à savoir les articles 498/3, § 3, 498/4, alinéa 2, 499/14, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, alinéa 5, et 499/17, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, alinéa 5.

Si, conformément à l'article 497/5, alinéa 1^{er}, du Code civil, la rémunération de l'administrateur n'est possible qu'après examen, vérification et approbation du rapport par le juge de paix, l'article 497/8 du Code civil devrait préciser cette approbation du juge de paix.

Cet article 497/8 nouveau du Code civil synthétise d'ailleurs les pouvoirs du juge de paix à l'égard des rapports qui sont rendus.

2. Dans le commentaire de l'article 23, il est fait référence, dans un premier temps, à l'article 497/8 nouveau du Code civil et, ensuite, à l'article 497/9 nouveau du même Code.

Il n'existe cependant pas d'article 497/9 nouveau du Code civil. La référence à cette disposition sera donc corrigée.

Article 29

L'article 499/6 en projet du Code civil allonge non seulement le délai endéans lequel l'administrateur qui exerce une mission de représentation doit rendre son premier rapport (d'un mois, le délai passe à six semaines) mais modifie également le point de départ de ce délai.

Le point de départ ne sera plus la date de l'acceptation de sa mission par l'administrateur (date certaine pour lui) mais sera désormais celle de la décision dans laquelle une mesure de protection de la personne a été ordonnée.

Se référer au seul prononcé d'une décision pour faire courir un délai n'est pas opportun. Le délai commence en effet à courir alors que l'administrateur n'est pas encore informé de la décision.

L'article 1249/2, § 1^{er}, en projet du Code judiciaire dispose d'ailleurs que, dans les trois jours du prononcé, le greffier notifie les ordonnances aux parties et, le cas échéant, aux administrateurs, ainsi qu'à la personne de confiance. Compte tenu du délai de la notification en tant que telle, l'administrateur peut donc être informé plus de trois jours après le prononcé de la décision, alors pourtant qu'un délai qui s'impose à lui a d'ores et déjà débuté.

Au lieu du simple prononcé de la décision, il serait opportun que le point de départ du délai de six semaines soit la notification de la décision : cela permettra à l'administrateur d'avoir une connaissance complète de la décision, tout en donnant une date certaine au début de ce délai.

Par conséquent, les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 499/6 en projet seront revus au regard de ces observations.

Article 30

L'article 499/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o, du Code civil prévoit un mécanisme d'autorisation préalable du juge de paix que l'administrateur de la personne doit obtenir pour accomplir deux actes, au nom et pour compte de la personne protégée, soit pour changer la résidence de la personne protégée, soit pour représenter la personne protégée en justice en demandant dans les procédures et actes. Ces règles sont maintenues par l'article 30 de l'avant-projet.

Actuellement, en vertu de l'article 499/7, § 1^{er}, 2^o, du Code civil, une autorisation préalable est également nécessaire pour exercer les droits prévus par la loi du 22 août 2002, conformément à l'article 14, § 2, de ladite loi. Il résulte de l'article 30, a), de l'avant-projet que cette autorisation ne sera plus nécessaire.

Le commentaire de l'article expose, pour expliquer cette modification, qu'un mécanisme de contrôle existe déjà dans la loi du 22 août 2002 'relative aux droits du patient' (article 15, § 2, de cette loi).

Néanmoins, le contrôle de l'article 15, § 2, de la loi du 22 août 2002 est un contrôle exercé par le praticien, tandis que le contrôle prévu à l'actuel article 499/7, § 1^{er}, 2^o, du Code civil est un contrôle exercé par le juge de paix.

La nature et l'étendue de ces contrôles n'étant pas identiques, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de mieux justifier la suppression du contrôle par le juge de paix au regard de l'objectif de la protection des personnes.

Article 33

L'article 499/14 en projet du Code civil adapte l'actuel article 499/14, quant au rapport annuel que doit rendre l'administrateur, de la personne ou des biens, qui exerce une mission de représentation, en fonction des objectifs poursuivis par l'auteur de l'avant-projet.

L'alinéa 3 de l'article 499/14, § 2, en projet du Code civil prévoit qu'une copie du premier et du dernier extrait de compte de la période concernée par le rapport, destinés à étayer les soldes qui y sont mentionnés, ainsi que, le cas échéant, une attestation de l'organisme financier relative aux capitaux placés sont « déposés » en même temps que le rapport.

Ledit rapport étant « communiqué », le même terme peut être utilisé pour les documents bancaires à produire avec le rapport.

Article 35

1. L'article 499/17 en projet du Code civil adapte l'actuel article 499/17, quant au rapport final que doit rendre l'administrateur, de la personne ou des biens, qui exerce une mission de représentation, en fonction des objectifs poursuivis par le législateur.

L'alinéa 1^{er} prévoit une communication du rapport au juge de paix, à la personne à l'égard de laquelle la mesure de protection judiciaire a pris fin ou au nouvel administrateur. Dans le dernier cas, le rapport est également communiqué à la personne protégée et à sa personne de confiance.

L'alinéa 4 prévoit pour sa part une communication, selon le cas, d'une copie du rapport à la personne protégée, à la personne à l'égard de laquelle la mesure de protection a pris fin, à l'administrateur de la personne ou au nouvel administrateur de la personne, à l'administrateur des biens ou au nouvel administrateur des biens, ou à la personne de confiance.

Il y a double emploi entre les deux alinéas, puisque les personnes sont les mêmes.

Toutefois, l'alinéa 1^{er} en projet prévoit une communication du rapport, tandis que l'alinéa 4 en projet prévoit une communication d'une copie du rapport.

Il convient dès lors de supprimer l'un des deux alinéas en veillant à conserver la version qui paraît la plus idoine.

2. Par ailleurs, l'article 499/17 en projet du Code civil ne prévoit plus, contrairement à l'article 499/17 actuel ou à l'article 499/19, § 2, nouvel alinéa 4, que cette disposition s'applique sans préjudice de l'application des articles 1358 et suivants du Code judiciaire relatifs à la reddition des comptes.

Les renvois aux articles 1358 et suivants du Code judiciaire paraissent d'autant plus s'imposer que, contrairement au texte actuel de l'article 499/17 du Code civil, les parties intéressées ne sont plus convoquées devant le juge de paix en vue de l'approbation du rapport.

Article 36

L'article 499/18 en projet du Code civil dispose que, tant que le rapport visé à l'article 499/17, alinéa 1^{er}, n'a pas été communiqué conformément à cette disposition, aucun contrat valable ne peut être conclu entre la personne à l'égard de laquelle la mesure de protection judiciaire a pris fin et l'ancien administrateur de ses biens, et que l'article 908 reste d'application. En outre, le nouvel administrateur des biens ou la personne anciennement protégée ne peut donner la mainlevée de la garantie fournie par l'administrateur pour sûreté de sa gestion au plus tôt qu'après la communication du rapport visé à l'article 499/17, alinéa 1^{er}, conformément à cet article 499/18.

Le commentaire de l'article précise que ce n'est pas l'approbation mais la communication qui est importante pour la conclusion de contrats entre l'ancien administrateur et la personne à l'égard de laquelle la mesure de protection judiciaire a pris fin.

Ce faisant, l'auteur de l'avant-projet laisse sous-entendre que l'approbation par le juge de paix n'aurait pas d'utilité.

Le principe de l'approbation par le juge est cependant maintenu, même si le contrôle du juge devient un contrôle formel (voir l'article 497/8 en projet du Code civil).

Il est dès lors préférable d'attendre que le contrôle soit opéré avant que des contrats soient conclus, mais que surtout les garanties éventuelles soient levées.

Article 37

L'article 499/19 en projet vise l'hypothèse de la fin de la mesure de protection judiciaire, en particulier en cas de décès de la personne protégée en cours de mesure. L'administrateur des biens peut voir sa mission prolongée pour une durée de six mois (il s'agit d'un allongement par rapport au droit actuel), sa mission étant toutefois limitée à l'accomplissement de certains actes. En outre, il est prévu que la mission de l'administrateur prend fin en tous les cas au moment où le curateur entame sa mission sur la succession vacante ou au moment où un héritier se manifeste. L'administrateur communique cette information au juge de paix.

Conformément aux nouvelles règles mises en place, l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, du paragraphe 2 de l'article 499/19 du Code civil devrait prévoir que l'administrateur « communique » et non plus « dépose », au cours de la période visée à l'alinéa 1^{er}, son rapport et son compte définitifs au greffe.

Par ailleurs, la simple manifestation d'un héritier auprès de l'administrateur ne paraît pas suffisante pour mettre un terme à sa mission. Pour que l'héritier puisse valablement

accomplir des actes, il lui est nécessaire d'accepter, purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire, une succession. Si l'héritier qui se manifeste, refuse par après la succession, les créanciers, qui sont protégés par l'article 499/19 du Code civil, se verraient bloqués. Si l'on devait appliquer les dispositions en projet, l'administrateur ne pourrait plus intervenir.

Il convient dès lors de revoir le dispositif au regard de cette observation.

Article 42

L'objectif de l'auteur de l'avant-projet est de rendre le juge de paix compétent pour la résolution de litiges entre tous les acteurs de l'administration. Mais l'hypothèse du conflit entre les administrateurs des biens n'est toujours pas visée légalement alors pourtant que, si plusieurs personnes de confiance sont désignées, le juge de paix précise les compétences des différentes personnes de confiance ainsi que les modalités d'exercice de leur compétence (article 501, alinéa 10, du Code civil). Malgré ces précisions, des conflits sont donc possibles puisqu'une procédure pour les résoudre est désormais prévue.

Or, le juge doit également préciser les compétences des différents administrateurs et la manière dont ils exercent ces compétences lorsqu'il désigne plusieurs administrateurs des biens (article 496/4, § 2, du Code civil). Des conflits sont tout autant possibles de sorte que l'hypothèse des litiges entre les administrateurs des biens devrait aussi être visée légalement.

Article 44

L'article 908 en projet du Code civil signale que l'administrateur qui intervient dans le cadre d'une mesure de protection judiciaire et toute personne qui exerce un mandat judiciaire ne pourront profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires que la personne protégée ou la personne à l'égard de laquelle ce mandat est exercé aurait pu faire en leur faveur au cours de la protection judiciaire ou de ce mandat. Il est en outre précisé que cette règle n'est pas applicable aux personnes mentionnées à l'article 496, alinéa 1^{er}, du Code civil et à l'article 909, alinéa 3, 2^o et 3^o, du même Code (exception déjà présente dans l'article 908 actuel).

Le commentaire de l'article précise que l'objectif est de viser les dispositions entre vifs ou testamentaires que la personne aurait pu faire au cours de la protection judiciaire ou au cours du mandat. C'est à ce moment-là que la personne protégée ou à l'égard de laquelle ce mandat est exercé est vulnérable.

La formulation de l'article 908 est reprise de celle de l'alinéa 2 de l'article 909 du Code civil.

L'article en projet ajoute toutefois que ne seront pas concernés par cette exclusion les administrateurs visés par l'article 496, alinéa 1^{er}, du Code civil, soit les

administrateurs qui auraient été désignés sur la base d'une déclaration de préférence réalisée par la personne protégée, à une époque où elle exprimait valablement sa volonté.

L'exclusion est donc élargie par rapport au droit actuel, qui ne vise que les personnes mentionnées à l'article 909, alinéa 3, 2° et 3°, du Code civil, soit les hypothèses suivantes :

« 2° les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe ; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers ;

3° les dispositions en faveur du conjoint, du cohabitant légal ou de la personne vivant maritalement avec le disposant ».

Avec l'article en projet, l'exception est élargie puisque les administrateurs visés dans l'article 496, alinéa 1^{er}, peuvent être « n'importe qui », et même des administrateurs professionnels. Il arrive en effet qu'une personne « planifie » sa future incapacité en souhaitant que ce soit un professionnel qui intervienne, au détriment de proches familiaux, pour éviter autant que possible des conflits familiaux. Ces administrateurs, professionnels le cas échéant, pourraient désormais bénéficier de dispositions entre vifs ou testamentaires qui seraient par exemple réalisées par la personne qui deviendrait par après protégée.

Dans cette hypothèse, la déclaration de préférence et la disposition entre vifs ou testamentaire sont, il est vrai, rédigées à une époque où la personne est capable, au niveau juridique. Mais rien n'exclut une éventuelle « incapacité factuelle » et une pression éventuelle exercée par un futur administrateur éventuel.

La disposition sera réexaminée à la lumière de cette observation en veillant à justifier la différence de traitement instaurée pour les mandataires professionnels selon que ceux-ci sont désignés ou non sur la base d'une déclaration de préférence.

Article 50

1. L'article 2003, alinéa 2, première phrase, en projet du Code civil dispose que le mandat finit, en ce qui concerne les mandats généraux visés à l'article 1987 ou les mandats visés à l'article 489, lorsque le mandant se retrouve dans l'état visé à l'article 488/1 et que le mandat ne répond pas aux exigences prévues aux articles 490 et 490/1, § 1^{er}.

L'article 2003, alinéa 2, en projet tend en outre à compléter de deux phrases l'alinéa actuel pour prévoir, (1°) dans la nouvelle phrase de cet alinéa, qu'il peut être dérogé à ce qui précède (à savoir la fin du mandat pour les mandats généraux ou les mandats de l'article 489 lorsque le mandant est dans un état visé à l'article 488/1 et que le mandat ne respecte pas les exigences des articles 490 et 490/1, § 1^{er}) si cela est expressément stipulé dans le contrat de mandat dans lequel plusieurs mandants poursuivent un intérêt semblable ou dans le cas où le mandat fait partie indissociablement d'un contrat complexe qui concerne principalement d'autres actes juridiques et, (2°) dans la nouvelle troisième phrase de cet

alinéa, que, dans tous les cas, le mandat prend fin si le mandataire se trouve dans l'état visé à l'article 488/1.

2. Le commentaire de l'article 50 précise ce qui suit :

« Si un mandataire est déclaré incapable alors qu'il assure la protection extrajudiciaire d'un majeur vulnérable, le mandat prend fin (article 2003 du Code civil et 490/1, § 1^{er}, du Code civil *a contrario*). Toutefois, rien n'est prévu dans l'hypothèse où un mandataire titulaire d'un mandat purement de droit commun devient incapable. L'article 2003 du Code civil ne précise plus que cette incapacité met fin au mandat. Compte tenu du caractère *intuitu personae*, cela devrait néanmoins être le cas. Le texte le précise ».

Cette précision figure à la toute fin de l'alinéa 2 en projet de l'article 2003, dans sa nouvelle troisième phrase. Ce faisant, l'alinéa 2 de l'article 2003 visera deux hypothèses différentes : l'incapacité du mandant, dans un premier temps, et ensuite, dans un second temps, l'incapacité du mandataire.

Pour plus de clarté et de lisibilité du texte, il est conseillé de placer la nouvelle troisième phrase de l'alinéa 2 dans un alinéa distinct.

3. La version française du commentaire de l'article 50, en tant qu'elle évoque l'incapacité du « mandataire » pour ce qui concerne l'hypothèse visée par la nouvelle deuxième phrase de l'alinéa 2, doit être alignée sur la version néerlandaise de ce commentaire qui, à bon escient, se réfère à l'hypothèse de l'incapacité du mandant (« lastgever »).

Ceci confirme l'importance, pour éviter toute discussion, de viser dans deux alinéas différents, d'une part, l'incapacité du mandant et, d'autre part, l'incapacité du mandataire.

Article 52

1. L'article 594, 16°, du Code judiciaire précise que le juge de paix, saisi par voie de requête, statue sur toute demande qui lui est adressée en application des articles 490 à 501/2 du Code civil.

Cette disposition est adaptée puisque désormais un nouvel article 501/3 du Code civil est inséré (article 42 de l'avant-projet).

Il convient toutefois de relever – et c'était déjà une erreur dans le cadre de la loi actuelle – que la dernière disposition du Code civil du chapitre consacré aux personnes protégées est l'article 502 du Code civil, qui vise la fin de l'administration et la fin de la mission de l'administrateur. Les 5° et 6° de l'article 502, § 2, du Code civil visent d'ailleurs des décisions prises par le juge de paix.

Il serait préférable que l'article 594, 16°, du Code judiciaire vise donc également cet article 502 du Code civil.

2. En outre, la question se pose de savoir pourquoi, dans le texte actuel non modifié, viser l'article 490 du Code civil, alors que les articles 488/1 et 489 du Code civil concernent également les personnes protégées.

Il serait préférable, par sécurité juridique, que l'ensemble des dispositions pertinentes soient visées.

3. L'article 594, 16°/1, du Code judiciaire, non modifié, vise « les demandes de mesures de protection judiciaire visées aux articles 1238 à 1252 » du Code judiciaire.

Cet article 1252 du Code judiciaire est abrogé par l'article 82 de l'avant-projet.

Enfin, il résulte de l'article 55 de l'avant-projet que l'intitulé de la section 1, du chapitre X, du livre 4, de la quatrième partie du Code judiciaire n'est plus « De la protection judiciaire ».

L'article 594, 16°/1, du Code judiciaire devrait donc être également revu.

Article 54

L'article 54 abroge l'article 765 du Code judiciaire. Cette disposition permet au juge de paix, lorsqu'il statue sur des demandes relatives aux mineurs ou aux personnes protégées, de requérir, même d'office, après instruction de la cause, l'avis écrit du ministère public. La procédure est décrite dans cette disposition.

Le commentaire de l'article 54 précise que cette procédure d'avis écrit est fort lourde et contraignante et ne rencontre pas un grand succès dans la pratique.

Le commentaire poursuit que cela n'exclut pas pour autant toute intervention du ministère public dans une procédure de protection judiciaire. En effet, le juge de paix peut toujours recueillir des renseignements auprès du procureur du Roi – et du service social compétent – en vue de connaître la situation familiale, morale et matérielle, ainsi que les conditions de vie de la personne protégée (article 1246 en projet du Code judiciaire) et, à ce titre, demander un avis écrit du ministère public sur ces points.

Cette disposition et son commentaire appellent les observations suivantes.

D'une part, l'article 1246 en projet du Code judiciaire ne précise pas que le ministère public peut donner son avis sur les renseignements demandés.

D'autre part, l'avis de l'article 765 actuel du Code judiciaire est différent d'un avis sur des renseignements en vue de connaître la situation familiale, morale et matérielle, ainsi que sur les conditions de vie de la personne protégée. L'avis de l'article 765 du Code judiciaire est un avis général sur la situation présentée devant le juge de paix. Cet avis peut ou non porter sur l'opportunité même du prononcé d'une mesure.

Même si la suppression de l'article 765 du Code judiciaire peut se comprendre en pratique, le commentaire de l'article est erroné puisque le champ d'application de l'article 765 actuel du Code judiciaire et de l'article 1246 en projet du même Code n'est pas identique.

Article 57

1. L'article 1238 en projet du Code judiciaire prévoit une nouvelle hypothèse de saisine d'office du juge de paix : celle où il a été saisi conformément au paragraphe 1^{er} (demande de la personne protégée ou à protéger, de toute personne intéressée ou du procureur du Roi) et où ledit juge l'estime utile, lorsque les parties n'ont pas introduit de demande à cette fin.

2. Interrogé sur l'utilité de cette disposition, le délégué a précisé ce qui suit :

« Il fait écho à ce qui est déjà prévu dans l'article 1238, § 1^{er}, alinéa 3, du Code judiciaire selon lequel '[l]e juge qui est saisi conformément à l'alinéa 1^{er}, peut statuer sur toutes les mesures visées dans les articles 490/1, 490/2 et 492/1 du Code civil'. On envisage en fait l'hypothèse où, par exemple, après avoir entendu la personne intéressée ou ses proches ou obtenu le résultat des expertises réclamées, le juge constate que la demande introduite par les parties est incomplète et aurait dû prévoir d'autres mesures nécessaires à la gestion des intérêts patrimoniaux (protection des biens) ou extrapatrimoniaux (protection de la personne) de l'intéressé.

Bien entendu, la saisine d'office d'autres mesures que celles demandées par une partie est légalement encadrée. Elle ne pourra avoir lieu que si le juge estime qu'elle est dans l'intérêt de la personne majeure, précisément parce qu'[elle] se trouve dans un état de santé qui ne lui permet plus d'assumer seul[e] la gestion de ses intérêts patrimoniaux ou extrapatrimoniaux (article 488/1 du Code civil). Il devra veiller à ce que la mesure complémentaire soit nécessaire et proportionnée et ce, parce que le principe de l'autonomie de la personne à gérer ses intérêts est le principe et la mise sous protection judiciaire est l'exception (article 492/1, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, du Code civil) ».

Cette explication devrait être reproduite au sein des travaux préparatoires, dans un souci de clarté.

3. Il convient de relever que la dernière disposition du chapitre du Code civil consacré aux personnes protégées est l'article 502 du Code civil, qui vise la fin de l'administration et la fin de la mission de l'administrateur. Les 5^o et 6^o de l'article 502, § 2, du Code civil, visent d'ailleurs des décisions prises par le juge de paix.

Il serait préférable que l'article 1238 du Code judiciaire vise donc également cet article 502 du Code civil.

En outre, la question se pose de savoir pourquoi viser l'article 490 du Code civil, alors que les articles 488/1 et 489 du Code civil concernent également les personnes protégées.

Il serait préférable, par sécurité juridique, que l'ensemble des dispositions pertinentes soient visées.

Article 58

1. L'article 1239 en projet du Code judiciaire tend à l'uniformisation de la procédure en indiquant que toute demande fondée sur les articles 490 à 501/3 du Code civil ou sur les dispositions du présent chapitre est introduite par requête adressée à la justice de paix compétente. Le Roi établit les modèles de requête.

2. Le commentaire de l'article 58 précise que

« [c]es requêtes ne sont ni des requêtes unilatérales, ni des requêtes contradictoires : il s'agit de requêtes *sui generis* dont les modalités sont intégralement régies par les dispositions du présent chapitre, par dérogation aux articles 1025 et suivants et 1034*bis* et suivants du Code judiciaire ».

On comprend que les particularités de la procédure (inexistence d'un adversaire au sens commun du terme) incitent l'auteur de l'avant-projet à prévoir une requête *ad hoc*.

Pour éviter toute discussion, il conviendrait d'insérer dans le dispositif que cette requête n'est soumise ni au régime des articles 1025 et suivants ni à celui des articles 1034*bis* et suivants mais bien à celui de l'article 1240.

Il convient en outre de préciser, à tout le moins dans le commentaire de l'article, si l'utilisation des modèles de requêtes établies par le Roi dont il est question à la deuxième phrase en projet, constitue ou non une condition de recevabilité de la requête.

3. Comme il a déjà été signalé, il convient de relever que la dernière disposition du chapitre du Code civil consacré aux personnes protégées est l'article 502 du Code civil, qui vise la fin de l'administration et la fin de la mission de l'administrateur. Les 5° et 6° de l'article 502, § 2, du Code civil visent d'ailleurs des décisions prises par le juge de paix.

Il serait préférable que l'article 1239 en projet du Code judiciaire vise donc également cet article 502 du Code civil.

En outre, la question se pose de savoir pourquoi viser l'article 490 du Code civil, alors que les articles 488/1 et 489 du Code civil concernent également les personnes protégées.

Il serait préférable, par sécurité juridique, que l'ensemble des dispositions pertinentes soient visées.

Article 59

1. L'article 1240 en projet du Code judiciaire reprend les mentions que la requête dont il est question à l'article 1239 du Code judiciaire doit contenir. Certaines mentions seront obligatoires (§ 1^{er}), d'autres seront indiquées « dans la mesure du possible » (§ 2), et il sera possible de compléter la requête (§ 3).

La disposition en projet reprend l'actuel article 1240 du Code judiciaire, mais le complète et le précise quant au contenu de la requête puisqu'il ne sera plus fait référence aux dispositions de la requête unilatérale visée aux articles 1026 à 1034 du Code judiciaire.

2. L'article 1240, § 1^{er}, du Code judiciaire reprend les mentions qui doivent obligatoirement figurer dans la requête.

Cela reprend les mentions de l'article 1026, 1° à 3°, actuel du Code judiciaire, et les mentions de l'article 1240, alinéa 3, 1° et 2°, actuel du Code judiciaire.

Les mentions de l'article 1026, 4° (la désignation du juge qui doit connaître de la requête) et 5° (la signature de la requête), du Code judiciaire ne sont pas reprises dans le projet actuel, alors pourtant que de telles mentions font partie « du droit commun judiciaire ». Elles devraient dès lors figurer parmi les mentions obligatoires.

Conformément à l'actuel article 1240, alinéa 2, du Code judiciaire, il pourrait toutefois être prévu que la requête peut être signée par le demandeur ou son avocat.

3. En outre, l'article 1240, § 1^{er}, 2°, en projet du Code judiciaire précise que le demandeur doit mentionner son numéro de registre national.

On n'aperçoit pas la finalité justifiant cette mention.

En revanche, une telle mention n'est pas prévue pour la personne protégée ou à protéger. Il s'agit pourtant d'une mention très utile pour l'administrateur, en ce que ce numéro de registre national permet d'accéder à certaines informations sociales (contact avec les mutualités, les administrations publiques, les débiteurs de revenus, etc.). L'avant-projet pourrait être complété en exigeant du juge de paix, qui peut obtenir le numéro de registre national, qu'il le mentionne dans sa décision.

4. L'article 1240, § 2, en projet du Code civil indique les mentions à faire figurer dans la mesure du possible dans la requête.

Cela reprend les mentions de l'actuel article 1240, alinéa 5, 1° à 5°, et alinéa 7, du Code judiciaire.

Deux nouvelles mentions font toutefois leur apparition : (1°) les nom, prénoms ainsi que la résidence ou le domicile de l'administrateur, des administrateurs et de la personne de confiance, ainsi que (2°) l'adresse électronique et le numéro de téléphone où les personnes concernées peuvent être jointes.

Comme il n'y a pas nécessairement un administrateur ou une personne de confiance, le 7° de l'article 1240, § 2, en projet du Code judiciaire doit débiter par les termes « le cas échéant ».

En outre, le mandataire devrait également être visé par ce 7° puisque les demandes formées sur la base de cette disposition visent également les demandes formulées dans le cadre d'une mesure de protection extrajudiciaire.

5. D'un point de vue terminologique, au lieu d'évoquer la « demande », la disposition en projet gagnerait à faire état de la « requête ».

Article 60

1. Désormais, en vertu de l'article 1241, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire, seul « un médecin agréé ou un psychiatre » pourra rédiger le certificat médical requis par cette disposition. Le Roi est chargé de déterminer les procédures et les conditions de l'agrément des médecins visé à l'alinéa 1^{er}.

Le choix d'imposer de devoir faire appel à un médecin agréé ou à un psychiatre pose question au regard du principe de proportionnalité déduit du droit au respect de la vie privée. L'on peut en effet se demander si une telle exigence ne constituera pas *in fine* un obstacle au prononcé d'une mesure de protection.

Les personnes à protéger sont, par définition, des personnes se trouvant dans une situation de faiblesse. Il importe dès lors que celles-ci puissent solliciter d'elles-mêmes l'aide requise sans que le système mis en place ne les décourage. Or, en l'espèce, le mécanisme d'agrément envisagé pourrait avoir pour conséquence d'écarter l'intervention des médecins généralistes, qui sont pourtant habituellement les premières personnes de contact d'un patient en matière médicale. Que se passerait-il si la personne à protéger ou protégée ne connaît pas de médecin agréé ou n'est pas suivie par un psychiatre (il n'y a pas que les personnes suivies par un psychiatre qui doivent être protégées) ? Que se passerait-il si aucun médecin accessible aux intéressés ne sollicite cet agrément ? Que se passerait-il si la personne à protéger ne souhaite pas se faire « examiner » par une personne qu'elle ne connaît pas car son médecin habituel n'est pas agréé ?

Sous cet angle, la limitation imposée par l'article 1241 en projet du Code judiciaire semble contraire à l'objectif de protection de la loi.

À cet égard, la considération émise par le commentaire de l'article 60 de l'avant-projet selon laquelle, « [v]u l'impact que peut avoir ce certificat sur l'autonomie de la personne, ce document ne peut être délivré que par un médecin qui a des connaissances spécifiques qui éclaireront le juge », ne compense pas, au titre du principe de proportionnalité, les importantes critiques qui viennent d'être exposées, et ce d'autant moins qu'il sera toujours loisible au juge de paix de faire appel à un médecin, le cas échéant spécialiste, s'il devait avoir des doutes quant à la pertinence du certificat médical qui lui est remis à l'appui de la demande.

2. Désormais, le certificat médical ne sera nécessaire que lorsque la demande est susceptible d'affecter la capacité de la personne protégée ou à protéger.

La notion d'« affecter la capacité de la personne protégée ou à protéger » est sujette à interprétation.

Le commentaire de l'article indique que le certificat n'est pas requis, en principe, lorsque la demande n'affecte pas la capacité même de la personne protégée ou à protéger. L'auteur de l'avant-projet, toujours selon ce commentaire, « pense tout particulièrement aux demandes d'autorisation d'accomplir certains actes ».

Le commentaire de l'article fait référence à un arrêt de la Cour constitutionnelle du 11 juin 2015, n° 87/2015. Selon l'interprétation qu'en donne le commentaire, la Cour aurait précisé que la mise sous administration est liée à des motifs médicaux qu'un certificat médical va décrire et qui seront pris en considération dans la décision de placer une personne sous régime de protection. En revanche, la production de ce certificat ne contribue pas à améliorer la protection de la personne en cas de demande d'autorisation. C'est la raison pour laquelle il ne pourrait être exigé dans ce cas.

Il faut toutefois être attentif à la véritable portée de cet arrêt, qui reproche uniquement au législateur d'imposer sous peine d'irrecevabilité la production d'un certificat. Pour la Cour, dans la situation soumise (demande d'autorisation d'une personne placée sous administration provisoire de pouvoir rédiger des dispositions entre vifs ou testamentaires), le défaut de dépôt d'un certificat médical ne doit pas entraîner automatiquement l'irrecevabilité de la demande. En revanche, la Cour constitutionnelle ne reproche pas en tant que tel le fait qu'un certificat puisse être déposé. Elle admet que, dans une telle hypothèse, le juge doit avoir en sa possession des éléments médicaux mais pas nécessairement le certificat médical : ces éléments peuvent être communiqués par après, avec une expertise médicale. L'objectif du certificat médical est de donner des informations et non de rendre plus difficile la possibilité de réaliser une libéralité.

Ainsi, même en cas de demande d'autorisation, la Cour constitutionnelle admet que le juge de paix doit pouvoir disposer d'éléments médicaux, qui se trouvent dans le certificat médical.

Si la capacité de la personne peut être affectée lorsqu'il est question de mise sous protection, d'une modification ou d'une suppression de la mesure, de l'adoption de nouvelles mesures, etc. (voir le commentaire de l'article 64, qui donne des exemples de situations où la capacité de la personne est affectée), il y a d'autres demandes qui n'affectent pas la capacité, mais pour lesquelles il est opportun que le juge détienne certaines informations médicales.

Par exemple, le changement de résidence : cette demande d'autorisation de la part de l'administrateur de la personne ne modifie pas la capacité de la personne mais le juge pourrait estimer que des informations médicales doivent être communiquées, notamment lorsqu'il s'agit de placer la personne protégée en maison de repos ou en maison de repos et de soins.

3. Contrairement à l'actuel article 1241 du Code judiciaire, qui fixe le contenu minimum du certificat médical, l'article 1241 en projet du Code judiciaire ne comporte plus aucune mention minimale, si ce n'est la description de l'état de santé de la personne protégée ou à protéger sur la base des données médicales actualisées du dossier du patient visé à l'article 9 de la loi du 22 août 2002 ou sur la base d'un examen récent de la personne.

Cela reprend l'article 1241, alinéa 2, et alinéa 3, 2°, actuel, du Code judiciaire.

Le commentaire de l'article indique que l'actuel article 1241 du Code judiciaire impose que le certificat médical soit établi selon un formulaire dans lequel le médecin doit mentionner un certain nombre d'éléments, dont certains sont mal compris par les professionnels ou fort peu connus d'eux. Le commentaire cite les mentions de l'article 1241, alinéa 3, 5° et 6°, du Code judiciaire.

Il est exact que la mention du 6° n'a plus d'utilité compte tenu de l'abrogation de l'article 492/5 du Code civil.

La mention du 5° est fort peu connue du monde médical, raison qui a d'ailleurs conduit le législateur à introduire une disposition transitoire dans la loi du 17 mars 2013 à l'article 230/3.

Toutefois, les autres mentions de l'article 1241, alinéa 3, 1° à 4°, actuel, du Code judiciaire ne posent pas de difficulté. Il s'agit des mentions suivantes :

« Ce formulaire type précise au moins :

1° si la personne à protéger peut se déplacer, et, dans l'affirmative, s'il est indiqué qu'elle se déplace, compte tenu de son état ;

2° l'état de santé de la personne à protéger [repris dans l'article 1241, alinéa 1^{er}, seconde phrase, en projet du Code judiciaire] ;

3° l'incidence de cet état de santé sur la bonne gestion de ses intérêts de nature patrimoniale ou autre. En ce qui concerne les intérêts de nature patrimoniale, il est mentionné, en particulier, si la personne à protéger est encore à même de prendre connaissance du compte rendu de la gestion ;

4° les soins qu'implique normalement un tel état de santé ».

Si la suppression des mentions 5° et 6° peut paraître opportune (ou même nécessaire pour le 6°), la suppression de toutes mentions minimales dans la loi ne paraît pas nécessairement proportionnée à l'objectif poursuivi puisque toutes les mentions ne posent pas de difficulté. Un « seuil » minimum pourrait être maintenu dans la loi, le Roi étant, comme actuellement, chargé d'établir un modèle sur la base de ce « seuil » minimum.

4. L'article 1241 en projet du Code judiciaire vise toujours la situation de l'urgence – qui doit être avérée (voir l'article 1241, alinéas 1^{er} et 5, actuel du Code judiciaire) –, ainsi que celle de l'impossibilité absolue de joindre un certificat en raison de motifs que le requérant expose (voir l'article 1241, alinéa 6, actuel, du Code judiciaire).

Toutefois, l'article 1241, alinéa 5, actuel du Code judiciaire indique que, si le motif d'urgence est avéré, le juge de paix désigne un expert médical qui doit émettre un avis sur l'état de santé de la personne à protéger.

De même, l'article 1241, alinéa 6, actuel du Code judiciaire précise que le requérant, outre qu'il doit donner expressément les raisons de l'impossibilité absolue de joindre un certificat médical, justifie pourquoi une mesure de protection judiciaire lui semble indiquée. Le juge de paix qui estime, par une ordonnance expressément motivée, que la condition de l'impossibilité absolue est remplie et que la requête contient suffisamment de raisons sérieuses pouvant justifier une mesure de protection, désigne un expert médical qui émet un avis sur l'état de santé de la personne à protéger.

Ces précisions ne figurent plus dans l'article 1241 en projet du Code judiciaire, qui n'indique dès lors pas la suite de la procédure en cas d'urgence avérée ou d'impossibilité absolue de joindre un certificat médical.

L'article 1241 en projet du Code judiciaire devrait être complété à cet égard sauf à ce que l'auteur de l'avant-projet s'en explique dans le commentaire de l'article.

Article 61

La formulation de l'article 1242 en projet du Code judiciaire, en ce qu'elle prévoit que l'acte sera « renvoyé », est maladroite.

Le terme « renvoyer » a en effet peu de sens puisque l'acte n'a pas encore été envoyé au greffier de la justice de paix saisie d'une demande de mise sous protection.

Article 64

1. L'article 1244 en projet du Code judiciaire indique que le juge vérifie la demande (cf. article 1208, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire) et précise les personnes qui doivent ou peuvent être convoquées.

2. Selon le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'article 1244 en projet, le demandeur est toujours convoqué.

Une convocation et donc une comparution n'est cependant pas toujours utile, par exemple lorsqu'il s'agit d'autoriser l'administrateur à accomplir un acte.

L'administrateur professionnel motive généralement sa demande de manière suffisante, de sorte que la fixation d'une audience n'est pas nécessaire (et retarde d'ailleurs la suite).

Une audience à chaque requête paraît dès lors peu justifiée, d'autant que l'objectif de l'auteur de l'avant-projet est d'alléger la charge de travail des justices de paix.

3. Selon l'alinéa 2 du même paragraphe 2 en projet, le juge de paix convoque la personne protégée ou à protéger lorsque la demande est susceptible d'affecter sa capacité, à moins qu'elle ne soit dans l'incapacité de se déplacer. Il peut également la convoquer dans les autres cas s'il estime utile de l'entendre.

L'auteur de l'avant-projet précise ici que le juge de paix doit avoir l'indication du fait que la personne protégée ou à protéger peut ou non se déplacer. Cela suppose donc que le certificat médical renseigne cet élément.

Comme il a été indiqué dans l'observation n° 3 formulée sur l'article 60 de l'avant-projet, l'exigence de cette mention ne figure plus dans l'article 1241 en projet du Code judiciaire.

L'article 1241 en projet du Code judiciaire devrait dès lors être adapté afin de satisfaire à l'article 1244 en projet du même Code.

4. Aux termes du paragraphe 2, alinéa 3, en projet, le juge peut en outre convoquer le mandant, le mandataire, le ou les administrateurs, la personne de confiance et toute autre personne qu'il estimera utile de convoquer, notamment celles qui sont mentionnées à l'article 1240 du Code judiciaire.

Le « mandant » dont il est question à l'article 1244, § 2, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire, est en principe une personne protégée ou à protéger dans le cadre d'une mesure de protection extrajudiciaire, de sorte qu'il est déjà visé par l'article 1244, § 2, alinéa 2, en projet, du Code judiciaire et est obligatoirement convoqué si la mesure affecte sa capacité.

Actuellement, l'article 1243 du Code judiciaire impose la convocation de la personne à protéger et, le cas échéant, de son père et de sa mère, de son conjoint, de son cohabitant légal, de ses enfants majeurs, pour autant que la personne à protéger vive avec eux, ou de la personne vivant maritalement avec la personne à protéger. En outre, les autres membres de la famille peuvent comparaître en personne à l'audience, demander à être entendus ou communiquer leurs observations au juge de paix, par écrit, jusqu'au jour de l'audience (le greffier informe les membres de la famille mentionnés dans la requête de

l'introduction de celle-ci ainsi que du lieu et du moment où la personne à protéger sera entendue).

Désormais, et mise à part la personne protégée ou à protéger, ces personnes ne seront plus obligatoirement convoquées et donc entendues par le juge de paix qui est amené à statuer.

Ces personnes sont toutefois parfois les mieux à même de renseigner le magistrat appelé à statuer sur le vécu de la personne à protéger.

Au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, ces personnes devraient également être convoquées lorsque la demande est susceptible « d'affecter la capacité de la personne protégée ou à protéger »¹¹.

De cette manière, le magistrat sera correctement informé quant aux intérêts et à la vie privée de la personne concernée.

5. L'article 1244, § 2, alinéa 4, en projet du Code judiciaire indique que les personnes convoquées deviennent des parties à la cause, sauf si elles s'y opposent à l'audience.

Cela reprend le principe des articles 1243, § 1^{er}, alinéa 4, 1246, § 2, alinéa 5, 1250, alinéa 3, et 1252, § 2, alinéa 6, actuels, du Code judiciaire. Toutefois, les dispositions actuelles indiquent que le greffier en avise les parties (dans le pli judiciaire).

Afin de garantir au mieux le respect des droits de la défense de chaque partie, il conviendrait de reproduire cette précision au sein de l'article 1244, § 2, alinéa 4, en projet.

6. Enfin, le texte français de l'article 1244 en projet du Code judiciaire utilise le terme « demandeur » alors que les précédentes dispositions utilisent le terme « requérant ». Le dispositif sera revu à cet égard.

Article 65

1. L'article 1244/1 en projet du Code judiciaire reprend le principe de l'article 1242, alinéa 1^{er}, actuel, du Code judiciaire. Lorsque la demande est susceptible d'affecter la capacité de cette personne, le greffier peut, au moment où la personne protégée ou à protéger devient partie à la cause, demander au bâtonnier ou au bureau d'aide juridique de commettre un avocat d'office. Cette demande d'assistance n'a lieu qu'à la demande de la personne protégée ou à protéger, de tout intéressé ou du procureur du Roi.

2. Il est renvoyé à l'observation n° 3 formulée sous l'article 60 quant à la notion de « demande susceptible d'affecter sa capacité ».

¹¹ Sur cette notion, il est renvoyé à l'observation n° 2 formulée sous l'article 60 de l'avant-projet.

3. Par ailleurs, la disposition en projet comporte une incohérence.

La demande de se voir commettre un avocat d'office doit émaner de la personne protégée ou à protéger. Le greffier doit alors demander la désignation de cet avocat « au moment où la personne protégée ou à protéger devient partie à la cause ».

Selon l'article 1244, § 2, alinéa 3, en projet, les personnes convoquées deviennent parties à la cause par cette convocation.

Toutefois, lorsque la personne protégée ou à protéger n'est pas la partie requérante, il se peut qu'elle apprenne l'existence de la requête par la convocation.

Avant cette convocation, elle n'est pas informée de la procédure, de sorte qu'elle ne peut pas demander au greffier qu'il sollicite la désignation d'un avocat commis d'office.

4. La disposition en projet prévoit par ailleurs la possibilité de faire désigner un avocat d'office au profit de la personne protégée ou à protéger lorsque la demande est susceptible d'affecter sa capacité.

L'article 1244, § 2, alinéa 2, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire indique néanmoins que, même lorsque la demande n'est pas susceptible d'affecter sa capacité, la personne protégée ou à protéger peut être convoquée. Pourquoi, dans cette hypothèse de convocation, la personne protégée ou à protéger n'aurait-elle pas droit à l'assistance d'un avocat ?

Dans le respect des droits de la défense de la personne protégée ou à protéger et du droit de celle-ci de mener une vie conforme à la dignité humaine, l'assistance d'un avocat commis d'office ne devrait pas être limitée aux seules demandes susceptibles d'affecter sa capacité mais devrait avoir lieu à chaque fois que la personne est convoquée.

Le dispositif sera revu en conséquence.

Article 66

L'article 1245, § 1^{er}, en projet du Code judiciaire reprend l'article 1243, § 2, actuel du Code, concernant l'audition de la personne protégée ou à protéger. Jusqu'au jour de l'audience, la personne protégée ou à protéger, accompagnée, si elle le souhaite, de la personne de confiance, peut demander à être entendue individuellement par le juge de paix avant les autres parties à la cause. La personne protégée ou à protéger est entendue dans un lieu approprié. Si la personne protégée ou à protéger est incapable d'exprimer sa volonté et que la personne de confiance demande, au plus tard le jour de l'audience, à être entendue individuellement en chambre du conseil avant les autres parties à la cause, le juge de paix y fait droit à moins de faire connaître son refus par ordonnance motivée.

L'alinéa 1^{er} de l'article en projet ne précise toutefois pas, à la différence de l'actuel article 1243, § 2, du Code judiciaire, que l'audition de la personne protégée ou à protéger a lieu en chambre du conseil, alors pourtant que l'alinéa 3 de la disposition en projet précise que l'audition de la personne de confiance a cette fois lieu en chambre du conseil.

L'audition en chambre du conseil de la personne protégée ou à protéger garantit une absence de pression de la part d'éventuels tiers présents lors de l'audience. L'audition en chambre du conseil permet également une plus grande « intimité », ce qui peut rassurer la personne qui pourra expliquer la situation au juge.

Pour garantir le droit au respect de la vie privée de la personne protégée ou à protéger, l'audition de cette dernière doit se réaliser en chambre du conseil, comme c'est le cas actuellement.

En outre, le principe d'égalité et de non-discrimination ne serait pas respecté si la personne protégée ou à protéger n'est pas entendue en chambre du conseil, alors que la personne de confiance l'est.

Enfin, à l'article 757, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, non modifié par l'avant-projet, parmi les procédures judiciaires qui y sont énumérées comme devant se dérouler en chambre du conseil, tant en première instance qu'en degré d'appel, en ce qui concerne notamment « les plaidoyers [et] rapports », figurent, au 9^o, les procédures judiciaires relatives aux mesures de protection visées à la quatrième partie, livre IV, chapitre X, du Code judiciaire. L'article 757, § 2, alinéa 2, du Code judiciaire précise même que le juge peut, en tout état de cause, en fonction des circonstances, ordonner la publicité des débats soit d'office, soit à la demande du ministère public ou d'une partie à la cause, sauf en ce qui concerne les procédures visées à l'alinéa 1^{er}, 9^o.

Article 67

1. L'article 1246 en projet du Code judiciaire synthétise les pouvoirs du juge de paix et reprend les principes des actuels articles 1244 du Code judiciaire et 497/6 du Code civil.

2. La formulation de l'article 1246, § 2, alinéa 2, en projet du Code judiciaire est toutefois plus contraignante que la formulation actuelle, qui précise que le juge « peut » s'adresser au procureur du Roi (article 497/6, alinéa 2, actuel du Code civil).

Le commentaire de l'article 67 indique également que le juge peut requérir l'assistance d'un service social.

Le même commentaire indique néanmoins que les mesures sont contraignantes lorsque la décision aura un impact sur la capacité de la personne concernée.

L'article 1246, § 3, en projet laisse également à penser que, dans le cadre du paragraphe 2, les mesures sont contraignantes.

L'intention de l'auteur de l'avant-projet devra donc être précisée : l'intervention est-elle obligatoire (voir le texte de l'article 1246, § 2, alinéa 2, en projet) ou bien facultative (voir l'article 497/6, alinéa 2, actuel du Code civil) ?

3. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que le psychiatre visé à l'article 1246, § 2, en projet, du Code judiciaire est « médico-légal », alors que cette précision ne figure pas dans l'article 1241 en projet.

Il est également renvoyé à l'observation n° 1 formulée sous l'article 60.

4. Selon l'article 1246, § 4, en projet du Code judiciaire, le juge de paix peut ou doit se rendre à l'endroit où la personne protégée ou à protéger réside ou se trouve.

Puisque le juge a soit la possibilité soit l'obligation de se rendre à l'endroit où la personne protégée ou à protéger se trouve, il convient de prévoir que le certificat médical, comme c'est le cas actuellement, doit préciser si la personne peut ou non se déplacer. Il est renvoyé sur ce point à l'observation n° 3 formulée sous l'article 60 et à l'observation n° 3 formulée sous l'article 64.

Article 70

L'article 1248 en projet du Code judiciaire prévoit que le juge peut déroger aux règles des frais et dépens visés aux articles 1017 et suivants du Code judiciaire.

Le commentaire de l'article expose que cela se justifie parce qu'« il n'y a pas à proprement parler de partie qui succombe ».

Il faudrait dès lors non pas permettre au juge de « déroger » aux règles des frais et dépens, mais décider que les articles 1017 et suivants ne s'appliquent pas dès lors qu'il n'y a pas de partie succombante. En outre, dès lors que l'article 1242 actuel du Code judiciaire, qui règle la mise à charge des dépens, est abrogé par l'effet de son remplacement par une autre disposition (article 61 de l'avant-projet), l'article 1248 en projet doit énoncer cette règle de prise en charge des frais et des dépens.

L'avant-projet sera complété en ce sens. Il pourrait à cet égard s'inspirer du texte actuel de l'article 1242 du Code judiciaire.

Le commentaire de l'article sera en tout état de cause adapté.

Article 71

L'article 1249 en projet du Code judiciaire dispose qu'à la demande de la personne protégée ou à protéger, l'ordonnance peut être délivrée en chambre du conseil.

Actuellement, les ordonnances sont de plein droit délivrées en chambre du conseil (article 1029 du Code judiciaire applicable par analogie).

Afin de garantir autant que possible le droit au respect de la vie privée de la personne, les ordonnances devraient toujours être prononcées en chambre du conseil, comme actuellement.

Article 72

L'article 1249/1 en projet du Code judiciaire précise que les ordonnances sont exécutoires par provision nonobstant tout recours et sans caution, à moins que le juge n'en ait décidé autrement. Par dérogation à l'article 1047, alinéa 1^{er}, de telles ordonnances ne sont pas susceptibles d'opposition, sauf par la personne protégée lorsque l'ordonnance affecte sa capacité.

L'objectif est de limiter l'opposition à la personne protégée lorsque la décision affecte sa capacité. *A contrario*, lorsque la décision n'affecte pas sa capacité, la personne protégée ne peut pas faire opposition. Elle conserve la possibilité de faire appel (comme les autres parties).

La formulation n'est pas adéquate depuis que l'article 1047, alinéa 1^{er}, a été modifié par la loi du 6 juillet 2017 'portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation des dispositions de droit civil et de procédure civile, ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice'. Désormais, seul le jugement rendu en dernier ressort peut être frappé d'opposition.

Or, les ordonnances rendues par le juge de paix en matière de protection des personnes majeures ne sont jamais rendues en dernier ressort puisqu'un appel est possible. Ainsi, il n'y a pas de « dérogation à l'article 1047, alinéa 1^{er} ».

En réalité, et pour respecter le souhait de l'auteur de l'avant-projet, la formulation doit indiquer que, par dérogation l'article 1047, alinéa 1^{er}, l'ordonnance rendue par défaut qui affecte la capacité de la personne protégée ou à protéger est toujours susceptible d'opposition mais uniquement par la personne protégée ou à protéger.

Article 73

1. L'article 1249/2 en projet du Code judiciaire prévoit la notification de la décision.

Il reprend les principes des articles 1030 et 1245, alinéas 3 et 4, du Code judiciaire.

2. Il est prévu que la décision est notifiée aux administrateurs et à la personne de confiance.

Il est toutefois possible que plusieurs personnes de confiance soient désignées, tout comme il est possible de désigner plusieurs administrateurs.

Puisque la pluralité d'administrateurs est visée, il devrait en être de même de la pluralité des personnes de confiance.

3. Les administrateurs et la personne de confiance se voient notifier les ordonnances, même s'ils n'étaient pas parties à la procédure.

Il est ensuite prévu que le délai pour interjeter appel court à partir de cette notification.

Cela signifie-t-il que les administrateurs et la personne de confiance, bien que n'étant pas parties à la cause, pourraient tout de même faire appel de la décision ?

Par ailleurs, ne devrait-il pas plutôt être prévu que c'est le délai pour exercer les voies de recours (en ce compris donc l'opposition) qui court à partir de cette notification ?

L'intention de l'auteur de l'avant-projet devra être précisée.

4. La question se pose de savoir pourquoi la notification doit intervenir dans les trois jours alors que l'article 32 de la loi du 25 mai 2018 'visant à réduire et redistribuer la charge de travail au sein de l'ordre judiciaire' a modifié l'article 792 du Code judiciaire pour prévoir une notification, sous simple lettre, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, d'une copie non signée de la décision dans les cinq jours de la prononciation de la décision.

5. L'article 1249/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire précise désormais que le délai pour interjeter appel court à partir de cette notification (voir toutefois l'observation n° 3).

Dans le respect des droits de la défense et du principe de transparence, la notification faite par le greffe devrait mentionner cette précision (par analogie au fait que la convocation rend les personnes convoquées parties à la cause, ce qui devrait être mentionné par le greffe).

6. Enfin, actuellement, la personne de confiance reçoit une copie non signée de la décision, alors que, selon l'article en projet, la personne de confiance reçoit l'ordonnance.

À l'inverse, selon l'article en projet, la personne protégée reçoit une copie non signée de la décision.

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier cette différence de traitement. À défaut, le dispositif sera revu.

Article 75

L'article 1249/3 en projet du Code judiciaire indique que les requêtes visées à l'article 1239 sont déposées au moyen du registre visé à l'article 1253/2. Les pièces jointes en annexe aux requêtes sont déposées au greffe ou déposées au moyen du registre.

L'utilisation obligatoire du registre informatisé nouvellement créé pour déposer des requêtes pourrait constituer une contrainte trop importante susceptible d'affecter l'accès au juge.

L'auteur de l'avant-projet est conscient de ce que la généralisation automatique du registre n'est pas opportune pour toutes les situations.

Ainsi, l'utilisation du registre, pour les non-professionnels de la justice, n'est pas obligatoire. Une procédure de convocation et de notification par papier est prévue (article 1249/5 en projet du Code judiciaire).

De même, les pièces jointes pourront encore être déposées au greffe de la justice de paix. Le cas échéant, le greffe devra alors convertir les documents et pièces qui lui sont communiqués ou déposés par d'autres voies que le registre (article 1249/6 en projet du Code judiciaire).

Pour garantir l'accès au juge, il est préférable que le même mécanisme de conversion par le greffe soit également prévu pour les requêtes et non uniquement pour les pièces et documents.

Il ne faut par ailleurs pas oublier que, si l'informatisation de la justice est souhaitée et encouragée, dans le cadre d'une mesure de protection des personnes vulnérables, les capacités et les moyens (humains, financiers et psychologiques) des personnes concernées sont parfois limités. Elles n'ont pas toujours accès à cette informatisation et n'ont pas toujours les connaissances et les compétences requises pour appréhender le fonctionnement d'un ordinateur.

Cela vaut également pour les administrateurs qui seront désignés. La priorité est laissée aux proches de la personne protégée. L'administrateur familial éventuellement désigné, même s'il dispose de sa pleine capacité juridique, n'aura pas nécessairement les compétences requises pour déposer une requête via le registre. À cet égard, l'administrateur familial pourrait refuser de s'inscrire dans le registre. Dans cette hypothèse, il devra ainsi rendre ses rapports par voie papier. Pourquoi, alors qu'il peut déposer ses rapports sous format papier, l'administrateur devrait-il obligatoirement déposer une requête via le registre nouvellement créé ?

Compte tenu du principe de proportionnalité, l'objectif particulier de protection inhérent à l'avant-projet doit l'emporter sur le souhait d'informatisation de la justice, de sorte qu'une alternative à l'utilisation du registre pour le dépôt de la requête doit être prévue, comme pour d'autres situations.

Article 77

L'article 1249/5 en projet du Code judiciaire fixe les règles de notification lorsqu'elle n'a pas lieu par voie électronique et que cette voie n'est pas imposée par les règles du Code judiciaire.

Le commentaire précise que cet article reprend les règles à suivre en matière de notification par le greffe lorsque cette notification n'a pas lieu par voie électronique.

Néanmoins, et comme il a été précisé dans l'observation formulée sous l'article 75, les particuliers ne devront pas obligatoirement utiliser le registre.

Ce sera notamment le cas de l'administrateur familial qui refuserait d'être inscrit dans le registre.

L'article 1249/5 en projet du Code judiciaire devrait fixer les règles applicables aux particuliers, par exemple lorsqu'ils doivent « communiquer » (selon la nouvelle formulation voulue par l'auteur de l'avant-projet) les différents rapports à rendre. Comment cette communication se réalisera-t-elle ? Le droit commun judiciaire sera-t-il applicable ? La communication pourra-t-elle avoir lieu par dépôt obligatoire au greffe, ou par envoi par courrier simple, par courrier recommandé ou encore par courrier électronique ? La communication pourrait-elle même être réalisée de manière orale puisque l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de supprimer le terme « écrit » présent dans chaque disposition consacrée aux rapports à rendre ?

L'auteur du texte est conscient de cette hypothèse puisque les commentaires de l'article 78 indiquent que certains documents et pièces pourront encore être déposés ou envoyés au greffe en format papier, notamment lorsqu'ils émanent de particuliers qui ne sont pas inscrits dans le registre.

Dans un souci de sécurité juridique, des précisions sur ces questions doivent être apportées dans le texte.

Il suffirait sans doute, au paragraphe 4, de remplacer le mot « notifications » par le mot « communications ».

Article 80

L'article 1250 en projet du Code judiciaire reprend l'actuel article 1249 du Code judiciaire concernant la publication de la décision au *Moniteur belge* : toute décision ordonnant une mesure de protection, y mettant fin ou à la modifiant est, à la diligence du greffier, insérée par extrait au *Moniteur belge*.

L'alinéa 2 de la disposition en projet fixe le délai : la publication est faite dans les quinze jours de la décision dans laquelle une mesure de protection a été ordonnée ; les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable sont tenus pour responsables envers les intéressés s'il est prouvé que le retard ou l'omission résulte d'une collusion.

Cela est conforme au droit actuel, si ce n'est que le point de départ du délai de quinze jours n'est plus la date de l'acceptation par l'administrateur.

La référence faite à « la décision dans laquelle une mesure de protection a été ordonnée » n'est pas adéquate puisque la publication concerne également des décisions qui mettent un terme à la mesure de protection. Dans cette hypothèse, il n'y a pas de mesure de protection qui est ordonnée.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

Article 83

1. L'article 1253 du Code judiciaire est adapté afin de tenir compte de l'informatisation de la procédure. Désormais, le dossier administratif ne sera plus tenu au greffe de la justice de paix en version papier mais sera tenu dans le registre central de la protection des personnes.

2. Puisque le registre est « central », pourquoi est-il prévu, à l'alinéa 4 de l'article 1253 en projet du Code judiciaire, que le greffier communique le dossier administratif au nouveau juge de paix compétent conformément à l'article 628, 3° ? Dans la mesure où le registre est « central », la communication est-elle nécessaire ?

3. La suppression des termes « au greffe » en vertu de l'article 83, c), de l'avant-projet confirme que le dossier administratif ne sera plus présent en version papier au greffe. Comment le greffe pourrait-il communiquer un dossier au nouveau greffe ?

Cette remarque dépend de la mise en œuvre concrète du registre central, mise en œuvre qui sera réalisée en vertu d'un arrêté royal non encore adopté.

4. Enfin, par souci de sécurité juridique, les termes « au greffe » de l'alinéa 3 de l'article 1253 du Code judiciaire ne devraient-ils pas être remplacés par « au sein du registre » plutôt qu'abrogés ?

Article 84

L'article 1253/1 du Code judiciaire, qui vise les hypothèses de consultation et de copie du dossier administratif, est adapté compte tenu de l'informatisation du dossier et de l'unification de la procédure.

À noter que le commentaire de l'article 84 de l'avant-projet renvoie au commentaire du même « article 84 ». Le commentaire doit dès lors être adapté.

Plus fondamentalement, pourquoi maintenir un droit à la consultation du dossier administratif si ce dossier administratif est tenu de manière informatisée, auquel chaque intervenant du dossier aurait accès ?

L'article 1253/4, § 1^{er}, en projet du Code judiciaire semble d'ailleurs confirmer que les personnes concernées peuvent accéder aux données du registre qui sont pertinentes pour elles.

Cette remarque dépend de la mise en œuvre concrète du registre central, mise en œuvre qui sera réalisée en vertu d'un arrêté royal non encore adopté.

Articles 86 à 91

1. De toute évidence, l'article 1253/3 en projet du Code judiciaire a été élaboré au regard de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel'. Depuis le 25 mai 2018, cette loi a cependant été abrogée par le RGPD, ce que confirme l'article 275, alinéa 1^{er}, du projet de loi 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel'¹².

Le dispositif devra donc être revu dans son ensemble au regard des nouvelles obligations légales applicables en tenant compte, entre autres, du caractère directement applicable du RGPD.

Il y a lieu notamment de relever que :

– c'est désormais un « délégué à la protection des données » qui doit être désigné par le responsable du traitement et non pas un « préposé à la protection des données » (voir l'article 37, paragraphe 1, a), du RGPD) ; les missions de ce dernier sont, par ailleurs, définies par l'article 39 du RGPD ;

– comme évoqué en tête du présent avis dans le cadre de l'examen des formalités préalables, la Commission de la protection de la vie privée a, du reste, été remplacée par l'Autorité de protection des données ;

– l'obligation d'information de la personne visée par le traitement de ces données à caractère personnel est réglée par les articles 13 et 14 du RGPD ;

– l'indépendance du délégué à la protection des données est réglée par l'article 38, paragraphe 3, du RGPD.

2. En toute hypothèse, le principe de légalité et de prévisibilité¹³ qui sous-tend la protection du droit à la vie privée impose que l'ensemble des catégories de personnes pouvant avoir accès aux données traitées soient définies par une disposition de nature législative.

¹² *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 3126/001 ; voir aussi l'article 109 de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données'.

¹³ Sur ce point, voir notamment l'avis n° 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur l'avant-projet devenu le projet de loi 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des

Par conséquent, l'habilitation faite au Roi par l'article 1253/4, § 1^{er}, alinéa 2, n'est pas admissible.

3. L'article 1253/6 en projet prévoit qu'« à l'expiration de ce délai [de cinq ans], les données sont déposées aux Archives générales du Royaume ».

Quant à la question de l'archivage des données à caractère personnel soumises à un traitement, la Cour constitutionnelle a considéré ce qui suit dans son arrêt n° 108/2016 du 14 juillet 2016 :

« B.113.3. En vertu de l'article 44/10, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police, les données à caractère personnel et les informations doivent être effacées à l'issue du délai de trente ans prévu pour l'archivage, 'sans préjudice de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives'. Compte tenu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme mentionnée en B.110, cette disposition doit être interprétée en ce sens que l'effacement des données à caractère personnel et des informations est la règle et que ce n'est que dans des cas exceptionnels – tenant aux finalités de la loi relative aux archives – que des informations provenant de la B.N.G. peuvent être transmises aux Archives de l'État. Les travaux préparatoires reproduits en B.113.1 font apparaître que des accords doivent être conclus en la matière avec les Archives de l'État.

Après le transfert des informations en cause aux Archives de l'État, les données à caractère personnel qui en font partie ne peuvent plus être considérées comme des données dont le traitement est nécessaire aux fins de police judiciaire ou administrative. Il s'ensuit que le traitement de ces données dans les Archives de l'État n'est possible que dans le respect des règles de la loi relative aux archives et de la loi sur la protection de la vie privée applicables en la matière.

Sous réserve de cette interprétation, il n'est pas dénué de justification raisonnable que des informations provenant de la B.N.G. puissent être transférées aux Archives de l'État.

[...]

B.115.8. Pour les mêmes motifs que ceux qui ont été mentionnés en B.113.3, les termes 'sans préjudice de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives' figurant dans l'article 44/11/2, § 7, de la loi sur la fonction de police doivent être interprétés en ce sens que l'effacement des données à caractère personnel et des informations contenues dans les banques de données de base constitue la règle et que le transfert d'informations aux Archives de l'État n'est possible que dans des cas exceptionnels et en respectant les conditions indiquées en B.113.3 ».

Conformément à cette jurisprudence, l'effacement des données à caractère personnel et des informations est la règle et ce n'est que dans des cas exceptionnels – tenant aux finalités de la loi relative aux archives – que des informations provenant du Registre peuvent être transmises aux Archives de l'État.

L'article 1253/6 en projet du Code judiciaire ne peut dès lors pas prévoir le dépôt systématique des données du registre aux Archives générales du Royaume.

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/001).

La disposition à l'examen sera revue à la lumière de cette observation.

Article 97

L'article 97 abroge l'article 230/3 de la loi du 17 mars 2013.

Cette disposition transitoire indique que, jusqu'au 1^{er} septembre 2017, par dérogation à l'article 1241, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, la mention des données visées dans l'alinéa 3, 5°, du même article, n'est pas prescrite sous peine d'irrecevabilité de la requête.

Cette disposition transitoire ne produit plus ses effets depuis le 1^{er} septembre 2017. L'article 97 de l'avant-projet est dès lors dépourvu de pertinence et sera supprimé.

Article 99

1. L'article 99 de l'avant-projet se présente comme une disposition transitoire pour l'article 19 de l'avant-projet.

2. À la lecture du commentaire et de la disposition même de l'article 99 de l'avant-projet, il semble que la disposition transitoire concerne en réalité l'article 18 de l'avant-projet, soit la disposition qui ajoute une cause d'incompatibilité avec la fonction d'administrateur.

Le dispositif sera rectifié en conséquence.

3. En vertu de cette disposition transitoire présumée, la nouvelle cause d'incompatibilité avec la mission d'administrateur ne sera d'application que pour les administrateurs désignés après l'entrée en vigueur de la loi.

Ainsi, les administrateurs qui sont désignés actuellement et qui ont la qualité d'assistant personnel et dont l'intervention est régie par un contrat d'assistance personnelle visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 2000 'établissant les conditions d'octroi d'un budget d'assistance personnelle aux personnes handicapées', pourront poursuivre leur mission après l'entrée en vigueur de la loi.

À noter que l'article 490/1, § 1^{er}, 2°, du Code civil précise que ne peuvent intervenir en qualité de mandataire extrajudiciaire les personnes qui en vertu de l'article 496/6 ne peuvent être administrateurs.

Par souci de sécurité juridique, la disposition transitoire qu'est l'article 99 doit être étendue aux mandataires extrajudiciaires désignés avant l'entrée en vigueur de la loi et qui ont la qualité d'assistant personnel et dont l'intervention est régie par un contrat d'assistance personnelle visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 2000.

La nouvelle règle d'incompatibilité ne concernerait alors que les cas où un mandataire extrajudiciaire vient à être désigné après l'entrée en vigueur de la loi.

Article 100

1. L'article 100 de l'avant-projet est une disposition transitoire à mettre en lien avec les articles 1241 et 1246 en projet du Code judiciaire.

Tant que l'arrêté royal visé à l'article 1241, alinéa 3, du Code judiciaire n'a pas été adopté, à savoir celui qui déterminera les procédures et les conditions de l'agrément des médecins qui pourront délivrer un certificat médical conforme à cet article 1241 du Code judiciaire, des médecins non agréés peuvent également délivrer un certificat médical circonstancié visé à l'article 1241 et être désignés pour donner un avis visé à l'article 1246, § 2, du Code judiciaire.

Sous réserve de l'importante observation n° 1 formulée sous l'article 60, il y a lieu de considérer ce qui suit.

2. Il conviendrait de laisser également un délai supplémentaire pour permettre aux médecins de solliciter cet agrément. La simple référence à l'adoption de l'arrêté royal implique que, dès que l'arrêté royal est adopté, seuls les médecins agréés (et les psychiatres) pourront rédiger le certificat.

3. Il faut laisser du temps aux médecins pour obtenir cet agrément sous peine de restreindre l'accès au juge et de porter atteinte au droit au respect de la vie privée de la personne concernée.

Article 101

1. L'article 101 de l'avant-projet fixe l'entrée en vigueur des dispositions de l'avant-projet, avec une « double » entrée en vigueur.

2.1. Les articles 76, 77, 79 et 84, a), entrent en vigueur à une date à définir par le Roi et au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

Le commentaire de l'article 101 de l'avant-projet laisse en réalité sous-entendre que les articles concernés sont les articles 75, 76, 78 et 83, a), de l'avant-projet, soit les articles concernant le registre central et l'informatisation de la procédure.

Le dispositif doit être adapté en ce sens.

2.2. Par ailleurs, de nombreuses autres dispositions de l'avant-projet modifient les dispositions du Code civil à la suite de cette informatisation de la procédure (notamment la communication des rapports par les administrateurs).

Par souci de sécurité juridique, une disposition transitoire devrait également être prévue pour ces communications.

L'article 1249/5 en projet du Code judiciaire ne suffit pas puisque cette disposition vise les notifications et convocations réalisées par le greffe de la justice de paix lorsque l'informatisation n'est pas possible.

3. Les autres dispositions de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Compte tenu du fait que cette disposition transitoire se trouve insérée dans le titre II de l'avant-projet, l'intention de l'auteur du texte sera précisée : la disposition transitoire vise-t-elle toutes les dispositions de loi ou bien uniquement les dispositions de ce titre II ?

Article 111

1. L'article 330 du Code civil est complété pour ajouter un nouveau point de départ à l'action en contestation d'une reconnaissance par la personne qui revendique la paternité, la maternité ou la comaternité.

L'action pourra être intentée dans l'année de la découverte du fait « qu'il ou elle » est le père ou la mère de l'enfant ou, nouveauté en projet, dans l'année après « qu'il ou elle » a appris la reconnaissance, si celle-ci a lieu après la découverte du fait « qu'il ou elle » est le père ou la mère de l'enfant ou la coparente de l'enfant.

2. Au niveau grammatical, les mots « qu'il ou elle » de la version française se réfèrent à « la personne qui revendique », de sorte que, dans un souci de correction terminologique, ce sont les mots « qu'elle » qui devraient être employés.

3. Par ailleurs, l'article 111, 2°, en projet, tend à compléter « l'alinéa 5 » de l'article 330, § 1^{er}, du Code civil.

Il n'y a toutefois pas d'alinéa 5 dans l'article 330, § 1^{er}, de sorte que l'article 111 de l'avant-projet doit être adapté pour viser en réalité l'alinéa 4, seconde phrase, de l'article 330, § 1^{er}, du Code civil.

Article 113

L'article 25, § 1^{er}, en projet, de la loi du 1^{er} juillet 2006 'modifiant des dispositions du Code civil relatives à l'établissement de la filiation et aux effets de celle-ci', tend à permettre de contester une reconnaissance ou une présomption de paternité dans l'année après que la personne a appris la reconnaissance, si celle-ci a lieu « après l'entrée en vigueur ».

La disposition transitoire ne précise toutefois pas de quelle entrée en vigueur il s'agit.

S'agit-il de l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 2006 ? Dans cette hypothèse, puisque la loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2007, le délai d'un an est déjà expiré.

Il ne peut s'agir que de l'entrée en vigueur de la loi faisant l'objet du présent avant-projet, lequel sera précisé en ce sens.

Articles 114 à 116

Dans un souci de précision, il convient d'écrire que le délai d'un an dont il est question dans les articles 114 à 116 prend cours à la date d'entrée en vigueur du « Titre 3 » plutôt qu'à l'entrée en vigueur « de la présente loi ».

Article 114

L'article 114 règle le droit transitoire de l'article 318, § 2, alinéa 2, du Code civil, tel qu'il est en projet à l'article 104 de l'avant-projet.

Le commentaire en français et celui en néerlandais de cette disposition ne sont pas identiques. Le commentaire en français vise l'enfant né avant le 1^{er} juillet 2007, alors que le commentaire en néerlandais vise l'enfant né « na 1 juli 2007 ».

Le commentaire sera revu.

Articles 117 et 118

Les articles 117 et 118 tendent à modifier respectivement les articles 335, § 4, et 335ter, § 3, du Code civil pour permettre à un enfant majeur de choisir un nouveau nom de famille en cas de création d'un nouveau lien de filiation. Le régime est similaire à celui prévu pour les enfants mineurs.

Aucune disposition transitoire n'est prévue pour ces deux dispositions, de sorte qu'elles ne seront applicables que pour les situations nées après leur entrée en vigueur.

L'auteur de l'avant-projet vérifiera si telle est bien son intention.

Article 123

L'article 123 tend à modifier l'article 2 de la loi du 15 mai 1987 'relative aux noms et prénoms' afin de préciser les modalités introductives d'instance en cas de demande d'un mineur non-émancipé d'une désignation d'un tuteur *ad hoc* pour l'assister dans la demande de changement de prénom.

La modification ne concerne toutefois pas l'alinéa 3 de cet article comme mentionné dans l'article 123 de l'avant-projet, mais l'alinéa 5 de cet article 2.

Il convient également d'observer que l'article 2 de la loi du 15 mai 1987 sera remplacé par l'article 119 de la loi 18 juin 2018, en vigueur à la date du 1^{er} août 2018. Il serait en conséquence plus logique de prendre dès à présent en compte la nouvelle version de cet article 2.

Il convient de noter à nouveau, concernant les articles 119 à 123 de l'avant-projet, qu'aucune disposition transitoire n'est prévue de sorte que les modifications ne seront applicables que pour les situations nées après leur entrée en vigueur.

L'auteur de l'avant-projet vérifiera si telle est bien son intention.

Articles 124 et 126

1. L'article 164 en projet du Code civil octroie la compétence au tribunal – de la famille – pour lever la prohibition prévue pour les alliés au sens de l'article 161 et la prohibition visée à l'article 163 du Code civil. La procédure est introduite sur une requête unilatérale par un des futurs conjoints.

La disposition prévoit que le tribunal statue après avoir convoqué les parties et avoir recueilli l'avis du procureur du Roi sur le sujet.

2. S'agissant d'une procédure introduite sur requête unilatérale, le terme « parties » n'est pas approprié et devrait être remplacé par « futurs conjoints ».

Une observation similaire peut être faite concernant l'article 353-13 du Code civil, tel que modifié par l'article 126 de l'avant-projet.

3. La deuxième phrase de l'article 164, alinéa 2, en projet du Code civil trouverait plus adéquatement sa place au sein du Code judiciaire dès lors qu'elle règle un aspect de procédure.

Article 127

L'article 629*bis*, § 2/2, en projet du Code civil détermine la compétence territoriale du tribunal de la famille pour les demandes de levée de la prohibition de contracter un mariage visées aux articles 164 et 353-13 du Code civil. Il s'agira du tribunal de la famille du domicile ou, à défaut, de la résidence d'un des futurs conjoints. En l'absence de domicile ou de résidence des futurs conjoints en Belgique, le tribunal de la famille de Bruxelles est compétent pour connaître de la demande.

Selon le commentaire de cette disposition, l'auteur de l'avant-projet s'est inspiré de l'article 629*bis*, § 2/1, du Code judiciaire. Cette disposition précise toutefois que la notion de « résidence habituelle » s'entend au sens de l'article 4, § 2, du Code de droit international privé.

Par souci de sécurité juridique, il serait préférable que l'article 629*bis*, § 2/2, en projet du Code judiciaire soit complété afin de faire cette même référence à la notion « de résidence » habituelle au sens de l'article 4, § 2, du Code de droit international privé.

Article 131

1. L'auteur de l'avant-projet ne peut autoriser la notification de la demande d'accord relative à des frais extraordinaires « par voie électronique », sans autre précision, tout en limitant l'envoi papier à « la lettre recommandée » ou au « fax ».

Dès lors qu'il est dans l'intérêt des parties de disposer d'une date certaine de la notification, il convient de limiter les envois électroniques à ceux conférant date certaine à l'envoi dans le respect du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 'sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE'.

Plus fondamentalement, la section de législation s'interroge sur la pertinence, au regard du principe de proportionnalité lié au respect du droit à la vie familiale, du mécanisme prévu par la disposition à l'examen qui consiste à préciser l'existence d'un accord préalable sur l'évaluation des frais extraordinaires par le seul effet du silence du parent concerné pendant huit jours, même si ce délai peut être prolongé à trente jours pendant les vacances scolaires d'au moins une semaine ou plus.

Cette question se pose d'autant plus qu'il n'est pas certain que, compte tenu des circonstances concrètes qui accompagneront la mise en œuvre de cette disposition, ce critère des vacances scolaires soit véritablement pertinent.

La disposition sera réexaminée.

2. Conformément au principe d'égalité et de non-discrimination, outre l'envoi d'une lettre recommandée, il convient d'admettre tous les modes d'envoi lui conférant une date certaine.

Article 132

1. L'article 132, 1°, adapte l'article 1321, § 1^{er}, du Code judiciaire afin de prévoir que l'exigence de motivation s'applique aux décisions judiciaires, mais également désormais aux conventions entre parties, en particulier les conventions préalables à divorce par consentement mutuel. La première phrase de cette disposition (« Sauf accord des parties quant au montant de la contribution alimentaire conforme à l'intérêt de l'enfant, toute décision judiciaire, fixant une contribution alimentaire en vertu de l'article 203, § 1^{er}, du Code civil, indique les éléments suivants ») est dès lors remplacée par « Toute décision judiciaire et toute convention, fixant une contribution alimentaire en vertu de l'article 203, § 1^{er}, du Code civil, indique les éléments suivants : ».

2. La version française de l'article 132, 2°, de l'avant-projet fait mention du terme « juge » dans le paragraphe 1^{er}, 1°, de l'article 1321 du Code judiciaire.

Ce terme a toutefois été remplacé par « tribunal de la famille » par la loi du 30 juillet 2013 'portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse'.

La disposition en projet doit être adaptée en ce sens.

3. L'article 132, 3°, de l'avant-projet adapte le paragraphe 2 de l'article 1321 du Code judiciaire afin qu'il soit prévu que « le tribunal de la famille ou la convention précise » les éléments dont il est question dans cette disposition.

Toutefois, l'article 1321, § 2, 1°, du Code judiciaire fait toujours référence au tribunal de la famille lorsqu'il dispose « de quelle manière il a pris en compte les éléments prévus ». Le mot « il » doit être remplacé puisque désormais ce sera soit le tribunal de la famille soit la convention.

4. Il est enfin important de relever que la modification prévue à l'article 132, 5°, doit s'appliquer dans les deux alinéas de l'article 1321, § 3, du Code judiciaire.

Article 141

1. Afin de ne pas exclure les personnes morales concernées de la possibilité d'introduire une action selon un intérêt conforme à l'alinéa 1^{er}, non modifié, de l'article 17 du Code judiciaire, il y a lieu, dans la phrase liminaire de l'article 17, alinéa 2, en projet du Code judiciaire, d'une part, d'omettre le mot et le signe « Toutefois, » et, d'autre part, d'insérer le mot « également » entre les mots « est » et « recevable ».

2. La rédaction de la version française de l'article 17, alinéa 2, 1° et 2°, en projet sera améliorée comme suit :

« 1° que son objet social soit d'une nature particulière, distinct de la poursuite de l'intérêt général ;

2° que seul un intérêt collectif est poursuivi ».

OBSERVATIONS FINALES

1. La présente loi modifie l'incapacité des personnes protégées, notamment quant aux droits personnels, ainsi que sur certains aspects relatifs à leurs biens.

Aucune disposition transitoire n'est prévue sur ces questions. Ainsi, l'intention de l'auteur de l'avant-projet devra être précisée : souhaite-t-il que les nouvelles règles soient applicables aux seules mesures prononcées après l'entrée en vigueur de loi ou bien à toutes les mesures actuelles ?

De même, actuellement, l'article 492/4 du Code civil impose au juge de paix de revoir la mesure prononcée deux ans plus tard. Cette révision d'office est supprimée. La question se pose de savoir si cette suppression est applicable aux seules mesures prononcées après l'entrée en vigueur de loi ou bien également aux mesures prononcées moins de deux ans après l'entrée en vigueur de la loi.

On peut se demander également si les nouvelles règles concernant les rapports seront applicables aux seules mesures prononcées après l'entrée en vigueur de la loi ou également à celles prononcées avant l'entrée en vigueur de la loi.

2. Compte tenu du fait que la publication au *Moniteur belge* de la décision ordonnant une mesure de protection n'est plus prévue à l'article 1249 du Code judiciaire mais à l'article 1250 en projet du Code judiciaire, l'article 3, alinéa 1^{er}, 9°/1, de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques' doit être adapté en ce sens.

3. L'auteur de l'avant-projet est invité à vérifier si les modifications apportées au Code civil et au Code judiciaire à l'avant-projet n'ont pas des incidences sur d'autres textes.

Ainsi par exemple, compte tenu de la suppression envisagée de l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 19°, du Code civil, dont le principe serait repris dans l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 3°, du même Code, l'article 10, §§ 1^{er} et 3, de la loi du 19 décembre 2008 'relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique' doit être adapté en ce que ces deux paragraphes font référence à cet article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, 19°, du Code civil.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

Voor zover verscheidene bepalingen van dit voorontwerp, in het bijzonder de artikelen 59 en 86 tot 91 ervan, betrekking hebben op het aanleggen van een register met persoonsgegevens of op de verwerking van zulke gegevens, dient de Gegevensbeschermingsautoriteit daarover geraadpleegd te worden krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna te noemen: “de AVG”)¹, welke bepaling rechtstreeks toepasselijk is. Die raadpleging is een “voorgeschreven vormvereiste” in de zin van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State’.

Sinds 25 mei 2018, de dag waarop de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ krachtens artikel 110 van die wet volledig in werking getreden is, is de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (artikel 3, tweede lid, van die wet) en is het dan ook die Autoriteit die geraadpleegd moet worden.²

Indien het voorontwerp na die raadpleging inhoudelijke wijzigingen zou ondergaan op punten die losstaan van hetgeen uit dit advies volgt, zou de tekst nogmaals om advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State voorgelegd moeten worden.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

¹ Deze verordening is van toepassing sinds 25 mei 2018 (artikel 99, lid 1, van de AVG).

² Krachtens artikel 114, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 3 december 2017, zoals die bepaling vervangen is bij artikel 2 van de wet van 25 mei 2018 ‘tot wijziging van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ worden, in afwachting van de dag waarop de leden van het directiecomité van de Gegevensbeschermingsautoriteit de in artikel 12, derde lid, van die wet bedoelde eed afgelegd zullen hebben, en de in artikel 44, § 2, eerste lid, van diezelfde wet bedoelde verklaring dat er geen belangenconflicten zijn, ondertekend zullen hebben, “de taken en bevoegdheden van de Gegevensbeschermingsautoriteit” uitgeoefend door “de leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer”.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Verscheidene bepalingen van het voorontwerp strekken ertoe artikelen van het Burgerlijk Wetboek te wijzigen teneinde dat wetboek aan te passen aan de informatisering door het schrappen van elke verwijzing naar het begrip “schriftelijk” of door geen gebruik meer te maken van het werkwoord “overhandigen” (zie bijvoorbeeld de artikelen 27, 29, 31, 33, enz., van het voorontwerp).

Die aanpassingen zijn niet relevant. Het begrip schriftelijk is geenszins onverenigbaar met de informatisering van de procedure of van de documenten.

De afdeling Wetgeving verwijst bovendien naar de definities van het begrip “geschrift” die opgenomen worden in de boeken 5 en 8 van het ontworpen nieuw Burgerlijk Wetboek.³ Die definities impliceren niet noodzakelijk dat het geschrift op een papieren of een materiële drager gesteld wordt.

Overigens zou de bewindvoerder die voor de te beschermen persoon aangesteld is, kunnen weigeren om zich te laten registreren in het nieuwe register dat bij het ontwerp ingevoerd wordt, zodat de documenten niet langs elektronische weg verzonden zouden worden. Het is beter om de term “geschrift” in de wet te gebruiken om te voorkomen dat de bewindvoerder zou vragen om mondeling verslag uit te brengen bij de vrederechter, waardoor de vrederechten overbelast zouden worden.

Deze moeilijkheden vormen een treffende illustratie van de meer algemene moeilijkheden die rijzen doordat de onderscheiden hervormingen van het Burgerlijk Wetboek die aan de gang zijn parallel gevoerd worden, terwijl er niet steeds voor afgestemd gezorgd wordt dat ze onderling op elkaar worden afgestemd.

Op dit punt wordt inzonderheid verwezen naar algemene opmerking 3 die gemaakt is in advies 63.445/2, dat op 27 juni 2018 gegeven is over het voorontwerp van wet ‘houdende invoeging van Boek 8 “Bewijs” in het nieuw Burgerlijk Wetboek’.

Onder dat voorbehoud wordt dit advies gegeven.

Hoe dan ook zou de steller van dit voorontwerp zich moeten afvragen of het opportuun is om de wijzigingen waarin dit voorontwerp voorziet nu reeds op te nemen in het nieuw Burgerlijk Wetboek dat men aan het samenstellen is en of niet voorkomen dient te worden dat twee wetgevingen die inhoudelijk over hetzelfde onderwerp handelen en die zelfs een identieke inhoud kunnen hebben wat verscheidene van die aspecten betreft, elkaar op korte termijn zouden opvolgen.

³ Zie artikel 5.34, § 2, van het ontwerp van Burgerlijk Wetboek in het voorontwerp van wet ‘tot invoering van een Burgerlijk Wetboek en tot invoeging van Boek 5 « Verbintenissen » in dat Wetboek’, waarover de Raad van State op 23 mei 2018 advies 63.268/2 uitgebracht heeft, en het ontworpen artikel 8.1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek in het voorontwerp van wet ‘houdende invoeging van Boek 8 “Bewijs” in het nieuw Burgerlijk Wetboek’, waarover de Raad van State op 27 juni 2018 advies 63.445/2 uitgebracht heeft.

2. Bij het voorontwerp worden in verscheidene bepalingen van het Burgerlijk Wetboek wijzigingen aangebracht teneinde de verwijzingen naar het Gerechtelijk Wetboek te schrappen. In bepaalde gevallen wordt van de verwijzingen naar dat wetboek die in de ontworpen bepaling in kwestie vervat zijn evenwel een deel gehandhaafd.

Zo bijvoorbeeld wordt

– in paragraaf 2, derde lid, van artikel 490/1 van het Burgerlijk Wetboek, zoals dat artikel gewijzigd wordt bij artikel 9 van het voorontwerp, de verwijzing naar “deel IV, boek IV, hoofdstuk X, afdeling I van het Gerechtelijk Wetboek” behouden;

– in artikel 499/10, zoals dat artikel gewijzigd wordt bij artikel 31, 1°, van het voorontwerp, een verwijzing naar de “artikelen 1238 tot 1249/6 van het Gerechtelijk Wetboek” ingevoegd, dat wil zeggen naar datzelfde deel IV, boek IV, hoofdstuk X, van het Gerechtelijk Wetboek;

– in de artikelen 490/2, § 1, zesde lid, 497/3, § 1, eerste lid, 500/3, § 1, derde lid, en 501/3 van het Burgerlijk Wetboek, zoals die bepalingen gewijzigd of ingevoegd worden bij de artikelen 10, 21, 39 en 42 van het voorontwerp, verwezen naar artikel 1247 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dat lijkt niet logisch in het licht van de gedragslijn die de steller van het voorontwerp zichzelf opgelegd heeft. Hij dient dan ook na te gaan of er wel gegronde redenen bestaan om die verwijzingen te behouden.

3. De steller van het voorontwerp dient ervoor te zorgen dat dit voorontwerp afgestemd is op de wet van 18 juni 2018 ‘houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing’⁴ (hierna te noemen: “de wet van 18 juni 2018”), waarbij onder andere een Databank Akten Burgerlijke Stand (DABS) opgericht wordt.

De afdeling Wetgeving wenst de steller van het voorontwerp meer in het bijzonder te wijzen op de artikelen 117, 118 en 122 van dit voorontwerp, waarbij wijzigingen aangebracht worden in respectievelijk de artikelen 335, 335^{ter} en 1385^{quaterdecies} van het Burgerlijk Wetboek teneinde te bepalen dat het *dictum* van een vonnis of arrest “overgeschreven” dient te worden of dat daarvan “melding gemaakt” moet worden “op de kant” van de akte.

Gelet op de DABS, die bij de wet van 18 juni 2018 opgericht is, is dat niet meer relevant. Er behoort immers niet langer gesproken te worden van de “vermelding op de kant” of van de “overschrijving” van de akte van de burgerlijke stand (zie inzonderheid het nieuwe artikel 31 van het Burgerlijk Wetboek).

⁴ B.S., 2 juli 2018.

Overigens worden de artikelen 335⁵ en 335ter⁶ van het Burgerlijk Wetboek in die zin gewijzigd bij de artikelen 42 en 43 van de wet van 18 juni 2018. Zo ook wordt bij artikel 84 van de wet van 18 juni 2018 artikel 1385quaterdecies⁷ van het Burgerlijk Wetboek vervangen door een nieuwe versie van dat artikel waarin rekening gehouden wordt met de oprichting van de DABS.

Het dispositief moet dan ook in het licht van deze opmerking herzien worden.

4. In het algemeen herinnert de afdeling Wetgeving eraan dat het niet raadzaam is een bestaand artikel te vernummeren, teneinde met het oog op de rechtszekerheid eenieder in staat te stellen een beter zicht te krijgen op de evolutie van de tekst door de tijd.⁸

Wanneer de steller van het voorontwerp een bestaande bepaling van het Gerechtelijk Wetboek door een andere bepaling vervangt en de voormelde bestaande bepaling van het Gerechtelijk Wetboek verplaatst naar een ander artikel van hetzelfde Wetboek, waarvan de inhoud in dat geval impliciet opgeheven wordt (zie bijvoorbeeld de artikelen 63 en 68 van het voorontwerp, waarbij het huidige artikel 1247 van het Gerechtelijk Wetboek verplaatst wordt en daarvan het ontworpen artikel 1243 van hetzelfde Wetboek gemaakt wordt), leidt dat tot een impliciete vernummering van die bepaling van het Gerechtelijk Wetboek, wat af te raden is.

⁵ Art. 42: “In artikel 335, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2014, wordt het vijfde lid vervangen als volgt: ‘De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand wijzigt de akte van geboorte van het kind ten gevolge van de in het tweede lid bedoelde verklaring of het in het vierde lid bedoelde vonnis.’ ”

⁶ Art. 43: “In artikel 335ter, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014, wordt het vijfde lid vervangen als volgt: ‘De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand wijzigt de akte van geboorte van het kind.’ ”

⁷ Art. 84: “Artikel 1385quaterdecies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007 en gewijzigd bij de wet van 25 juni 2017, wordt vervangen als volgt:

‘Art. 1385quaterdecies. § 1. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest betreffende de aanpassing van de registratie van het geslacht van een persoon, wordt onmiddellijk in afschrift meegedeeld aan de griffier.

§ 2. Na het verstrijken van de termijn van hoger beroep of van de voorziening in cassatie of, in voorkomend geval, na de uitspraak van het arrest waarbij de voorziening wordt afgewezen, stuurt de griffier onmiddellijk de gegevens nodig voor de opmaak van de akte van aanpassing van de registratie van het geslacht via de DABS aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van aangifte, of stelt

deze in kennis van een negatieve beslissing.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt onmiddellijk de akte van aanpassing van de registratie van het geslacht op indien het beschikkende gedeelte van het vonnis of arrest de aanpassing van de registratie van het geslacht na verhaal zoals bedoeld in artikel 135/1, § 7, van het Burgerlijk Wetboek vaststelt, en verbindt deze met de akten van de burgerlijke stand van de betrokkene die zijn geslacht vermelden.

§ 3. In geval een vonnis of arrest in kracht van gewijsde treedt dat een aanpassing van de registratie van het geslacht nietig verklaart of de nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht vaststelt, stuurt de griffier onmiddellijk de gegevens nodig voor de opmaak van de akte van nietigverklaring of de akte van nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht, met de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden ervan, via de DABS naar de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt onmiddellijk de akte op en verbindt deze met de akten van de burgerlijke stand van de betrokkene die zijn geslacht vermelden.

§ 4. Het vonnis of arrest betreffende de aanpassing of nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht van een persoon heeft zijn gevolgen vanaf de opmaak van de akte van aanpassing van de registratie van het geslacht.’ ”

⁸ *Beginnelen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 125.

Zo vormt slotopmerking 2 een illustratie van deze verkeerde methode.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikelen 2 tot 5 en 43, 48 en 49

Bij de artikelen 2, 3, 4, 5, 43, 48 en 49 worden wijzigingen aangebracht in de volgende artikelen van het Burgerlijk Wetboek:

– artikel 145/1, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die krachtens het huidige artikel 492/1, § 1, derde lid, 2°, onbekwaam verklaard is om een huwelijk aan te gaan, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 186, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die krachtens het huidige artikel 492/1, § 1, derde lid, 3°, onbekwaam verklaard is om de nietigverklaring van zijn huwelijk te vorderen, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 231, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die krachtens het huidige artikel 492/1, § 1, onbekwaam verklaard is om de echtscheiding te vorderen, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 328, § 2, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die op grond van het huidige artikel 492/1, § 1, derde lid, 7°, onbekwaam verklaard is om een kind te erkennen, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 905, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die op grond van het huidige artikel 492/1 onbekwaam verklaard is om te beschikken, hetzij bij schenking onder de levenden hetzij bij testament, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 1475, § 2, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die krachtens het huidige artikel 492/1, § 1, derde lid, 10°, onbekwaam verklaard is om een verklaring van wettelijke samenwoning af te leggen, te machtigen om dat toch te doen;

– artikel 1476, § 3, waarbij een bijzondere regeling vastgesteld wordt om een persoon die krachtens het huidige artikel 492/1, § 1, derde lid, 10°, onbekwaam verklaard is om een verklaring van wettelijke samenwoning af te leggen, te machtigen om die wettelijke samenwoning te beëindigen.

In die zeven bepalingen van het Burgerlijk Wetboek wordt verwezen naar artikel 492/1, dat bij het voorontwerp gewijzigd wordt.

In de bespreking van de voormelde artikelen wordt gewag gemaakt van “een juridisch-technische wijziging in het licht van de hervorming van de procedurebepalingen”.

De bedoeling van elk ontworpen artikel bestaat immers in het schrappen van de verwijzing naar de huidige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die gewijzigd worden en, meer in het algemeen, in het schrappen van alle verwijzingen naar bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarbij komt dat in die bepalingen van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt naar artikel 492/1, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, welke bepaling gewijzigd wordt bij artikel 12 van het voorontwerp. Dit voorontwerp strekt er dan ook terecht toe de voormelde bepalingen van het Burgerlijk Wetboek aldus aan te passen dat met die wijziging rekening gehouden wordt.

Bijgevolg en onder voorbehoud van opmerking 1.3 die bij artikel 12 van het voorontwerp gemaakt wordt, dient artikel 3 aldus aangevuld te worden dat ook de in artikel 186, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek vervatte verwijzing naar artikel 492/1, § 1, derde lid, gewijzigd wordt.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 5, 48 en 49, die aldus aangevuld dienen te worden dat daarbij ook de artikelen 328, § 2, eerste lid, 1475, § 2, tweede lid, en 1476, § 2, zevende lid, van het Burgerlijk Wetboek gewijzigd worden.

Artikel 6

1. Artikel 6 van het voorontwerp strekt tot opheffing van artikel 488/2 van het Burgerlijk Wetboek, naar luid waarvan een persoon “die zich in staat van verkwisting bevindt” onder bescherming geplaatst kan worden.

Volgens de bespreking van artikel 6 is die opheffing ingegeven door de vaststelling dat dit statuut nog zelden toegepast wordt, aangezien voor zulke personen in het merendeel van de gevallen in bescherming voorzien kan worden wegens hun gezondheidstoestand. Voorts moet, voor de gevallen waar de nood aan bescherming niet volgt uit een gezondheidstoestand, maar uit de noodzaak om de samenleving en derden te beschermen tegen manifest onredelijk gedrag waarvan zij het slachtoffer zijn, een specifieke regeling uitgewerkt worden.

2. Met de wet van 17 maart 2013 ‘tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid’ is een einde gemaakt aan een controverse die in het kader van het voormalig “voorlopig bewind” bestond: is de staat van verkwisting een gezondheidstoestand die grond kan opleveren voor een beschermingsmaatregel? Terwijl bepaalde gerechten die mening toegedaan waren, waren niet alle gerechten het daarmee eens. In de bespreking van dit artikel zelf wordt te kennen gegeven dat wanneer er sprake is van een staat van verkwisting “de nood tot bescherming *bijna* altijd voortvloeit uit de gezondheidstoestand” (eigen cursivering).

De opheffing van het huidige artikel 488/2 van het Burgerlijk Wetboek zal een stap terug betekenen en zal de oude controverse opnieuw doen opduiken.

Doordat de verwijzing naar de staat van verkwisting vermeld in het huidige artikel 488/2 van het Burgerlijk Wetboek bij het voorontwerp opgeheven wordt, herleeft immers het juridisch vacuüm dat bij de wet van 17 maart 2013 gevuld was. Met het oog op de rechtszekerheid en op het recht een menswaardig leven te leiden, dient voor verkwisters een mechanisme van bijstand of vertegenwoordiging behouden te worden los van een gezondheidsprobleem in de zin van artikel 488/1 van het Burgerlijk Wetboek. De loutere vermelding, in de bespreking van artikel 6, dat in dat verband een specifieke regeling uitgewerkt dient te worden, volstaat niet. Die specifieke regeling dient tegelijk met de opheffing van artikel 488/2 van het Burgerlijk Wetboek uitgewerkt te worden.

Doordat in het dispositief geen dergelijke specifieke regeling uitgewerkt wordt, geeft het dispositief aanleiding tot een discriminatie tussen, enerzijds, personen die zich in staat van verkwisting bevinden en die wegens hun gezondheidstoestand beschermingsmaatregelen kunnen genieten en, anderzijds, verkwisters, voor wie hun gezondheidstoestand niet langer aangevoerd zal kunnen worden om aan hen een beschermingsregeling toe te kennen.

De daaruit voortvloeiende stap terug in wetgevend opzicht is in strijd met het standstillbeginsel, dat verbonden is aan het recht een menswaardig leven te leiden, welk recht verankerd is in artikel 23 van de Grondwet.

Wanneer een persoon een beschermingsmaatregel geniet wegens de staat van verkwisting waarin hij zich bevindt, is het vandaag de dag zo dat daarbij bepaalde specifieke regels gelden (bijvoorbeeld: de bewindvoerder heeft louter tot taak bijstand te verlenen en alleen met betrekking tot de goederen). Die specifieke regels zijn niet steeds nodig, aangezien de rechter nog altijd over de mogelijkheid beschikt om de beschermingsregeling te moduleren. Los daarvan hoeft de afschaffing van die specifieke regels (ten gevolge van het voorontwerp) er niet noodzakelijk toe te leiden dat de staat van verkwisting gewoon afgeschaft wordt.

3. Dat artikel 488/2 van het Burgerlijk Wetboek opgeheven wordt, doet des te meer problemen rijzen daar het voorontwerp niet voorziet in enige overgangsmaatregel ten behoeve van de personen die thans bescherming genieten wegens de staat van verkwisting waarin ze zich bevinden: heeft die beschermingsmaatregel nog steeds uitwerking of moet aan de uitwerking ervan een einde komen, aangezien die persoon zich in staat van verkwisting bevindt, maar hij geen problemen heeft met zijn gezondheidstoestand in de zin van artikel 488/1 van het Burgerlijk Wetboek?

4. Deze tekst moet in het licht van deze opmerkingen grondig herzien of aangevuld worden.

Artikel 7

1. Volgens het ontworpen artikel 489 van het Burgerlijk Wetboek zijn de bepalingen van deze afdeling (namelijk de bepalingen van afdeling 2, “Buitengerechtelijke bescherming”) uitsluitend van toepassing op daden van vertegenwoordiging en beheer.

2. De ontworpen bepaling heeft een tweeledig doel.

Het eerste doel bestaat erin de buitengerechtelijke bescherming niet langer te beperken tot de vermogensrechtelijke handelingen door in het huidige artikel 489 van het Burgerlijk Wetboek de woorden “die betrekking hebben op de goederen” te schrappen, zodat de buitengerechtelijke bescherming ook betrekking zal hebben op persoonsgerichte handelingen.

Het tweede doel bestaat erin de buitengerechtelijke bescherming uit te breiden tot daden van beheer.

Thans wordt het begrip “beheer” gedefinieerd in artikel 494, g), van het Burgerlijk Wetboek. Die bepaling maakt evenwel deel uit van hoofdstuk II/1, dat alleen betrekking heeft op de rechterlijke bescherming.

Er dient dan ook uitdrukkelijk naar die definitie in dat artikel 494, g), van het Burgerlijk Wetboek verwezen te worden om die definitie ook voor de buitengerechtelijke bescherming te laten gelden.

3. Ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid zou het beter zijn om in artikel 489 van het Burgerlijk Wetboek de woorden “op daden van vertegenwoordiging die betrekking hebben op de goederen” te vervangen door de woorden “op daden van vertegenwoordiging die betrekking hebben op de goederen en de personen, en op daden van beheer in de zin van artikel 494, g)”.

Artikel 8

De bepaling onder 1° dient als volgt gesteld te worden:

“1° in het eerste lid worden de woorden “, wordt geregistreerd” vervangen door de woorden “, en de beëindiging van deze lastgeving krachtens het vijfde lid worden geregistreerd.”

Artikel 9

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat bij artikel 9, 4°, van het voorontwerp alleen het tweede lid van artikel 490/1, § 3, van het Burgerlijk Wetboek opgeheven dient te worden en niet de volledige paragraaf 3 van dat artikel 490/1.

Dit dispositief moet in die zin herzien worden.

Artikel 10

1. Artikel 10 van het voorontwerp strekt onder andere tot de vervanging van paragraaf 2 van artikel 490/2 van het Burgerlijk Wetboek.

In de bespreking van dit artikel wordt erop gewezen dat deze wijziging ertoe strekt de leesbaarheid van artikel 490/2, § 2 van het Burgerlijk Wetboek te verbeteren en te verduidelijken dat met de 'nadere regels tot uitvoering van de lastgeving' de bevoegdheden van de lasthebber bedoeld worden. Tegelijk wordt verduidelijkt dat in geval van niet-naleving van de uitvoeringsmodaliteiten van de buitengerechtelijke beschermingsmaatregelen of van de bevoegdheden van lasthebber dezelfde sancties van toepassing zijn als die welke voor een rechterlijke beschermingsmaatregel gelden.

De nieuwe bewoordingen zijn evenwel een bron van rechtsonzekerheid.

Zo kan de vrederechter volgens het huidige artikel 490/2, § 2, van het Burgerlijk Wetboek een einde maken aan de lastgeving, terwijl in het ontworpen artikel 490/2, § 2, alleen bepaald wordt dat de vrederechter de buitengerechtelijke beschermingsmaatregel(en) kan beëindigen.

Er dient evenwel een onderscheid gemaakt te worden tussen een einde maken aan de lastgeving en het beëindigen van de buitengerechtelijke beschermingsmaatregel. De lastgevingsovereenkomst is in de eerste plaats een contract dat tussen de partijen gesloten is. Indien de buitengerechtelijke beschermingsmaatregel beëindigd wordt en bijvoorbeeld vervangen wordt door een rechterlijke beschermingsmaatregel, zou de lastgevingsovereenkomst kunnen blijven bestaan, naast de nieuwe rechterlijke beschermingsmaatregel. Er zullen praktische problemen rijzen indien een persoon verklaart de lasthebber te zijn van een beschermd persoon, terwijl een andere zijn bewindvoerder zou blijken te zijn.

Louter met artikel 2003 van het Burgerlijk Wetboek (dat, bij artikel 50 van het voorontwerp, eveneens gewijzigd wordt) kan die rechtsonzekerheid niet worden weggenomen. Volgens die ontworpen bepaling eindigt de lastgeving, wat betreft de algemene lastgevingen bedoeld in artikel 1987 of de lastgevingen bedoeld in artikel 489, ingeval de lastgever komt te verkeren in een staat bedoeld in artikel 488/1 en de lastgeving niet voldoet aan de eisen bepaald in de artikelen 490 en 490/1, § 1.

De eisen bepaald in artikel 490 zijn vormvereisten (schriftelijke overeenkomst, registratie, enz.).

De eisen gesteld in artikel 490/1 hebben betrekking op de uitvoering van een buitengerechtelijke beschermingsmaatregel.

De kans bestaat evenwel dat een lastgevingsovereenkomst voldoet aan alle eisen gesteld in de artikelen 490 en 490/1 van het Burgerlijk Wetboek, maar uitgevoerd wordt op een wijze waarbij aan de belangen van de lastgever voorbijgegaan wordt.

Het zou bijgevolg beter zijn te bepalen dat de vrederechter ook aan de lastgeving een einde kan maken, bovenop de mogelijkheid waarover hij beschikt om de buitengerechtelijke beschermingsmaatregel te beëindigen.

2. In het ontworpen artikel 490 van het Burgerlijk Wetboek komt voortaan het geval ter sprake dat de beslissing om de lastgevingsovereenkomst te beëindigen geregistreerd wordt in het register dat bijgehouden wordt door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat.

In het huidige artikel 490/2, § 3, 2° en 3°, van het Burgerlijk Wetboek is sprake van de “kennisgeving”, hetzij van de opzegging van de lastgeving door de lasthebber, hetzij van de herroeping van de lastgeving door de lastgever.

Voortaan zullen de beslissing waarbij in onderlinge overeenstemming een einde gemaakt wordt aan de lastgeving, die waarbij de lastgeving opgezegd wordt en die waarbij ze herroepen wordt, geregistreerd moeten worden.

Volgens artikel 10 van het voorontwerp vervallen de woorden “door de kennisgeving van de” doordat ze vervangen worden door de woorden “in geval van”. Het zou beter zijn de bewoordingen van artikel 490/2, § 3, 2° en 3°, aldus te wijzigen dat daarin naar die “registratie” verwezen wordt overeenkomstig het ontworpen artikel 490, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 12

1.1. Het ontworpen artikel 492/1, § 1^{er}, van het Burgerlijk Wetboek stelt de lijst vast van de persoonsgerichte handelingen waarvoor de rechter verplicht is uitspraak te doen over de vraag of de beschermde persoon op het moment dat deze onder rechterlijke bescherming wordt geplaatst al dan niet bekwaam is om ze te stellen. In paragraaf 1, derde lid, worden de bepalingen onder 2°, 3° en 4° gewijzigd, terwijl de bepalingen onder 5° tot 8° en onder 10° tot 19° opgeheven worden.

Die lijst zal er als volgt uitzien wat de bekwaamheid van de beschermde persoon betreft met betrekking tot:

“1° de keuze van zijn verblijfplaats [ongewijzigd];

2° alle handelingen die verband houden met de wijziging van de staat van de persoon van de beschermde persoon;

3° alle handelingen die verband houden met de uitoefening van de persoonlijkheidsrechten van de beschermde persoon zoals onder meer vervat in de wetten van 23 juni 1961, 13 juni 1986, 8 december 1992, 7 mei 2004, 26 maart 2003 en 19 december 2008;

4° de ondertekening of authenticatie met behulp van de elektronische identiteitskaart overeenkomstig artikel 6, § 7, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’;

(...)

9° de uitoefening van het ouderlijk gezag over de persoon van de minderjarige, bedoeld in boek I, titel IX en van de ouderlijke prerogatieven [ongewijzigd];

(...)

20° de uitoefening van activiteiten van wapenhandelaar, tussenpersoon, wapenverzamelaar of van andere personen bedoeld in hoofdstuk IV van de wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’.

Deze nieuwe bewoordingen geven aanleiding tot verscheidene opmerkingen.

1.2. Dat in de bepaling onder 3° alleen verwezen wordt naar de datum van de wetten, is niet in overeenstemming met de goede praktijken inzake wetgevingstechniek en het is beter om het volledige opschrift van elke wet te vermelden (zoals trouwens het geval is in de bepaling onder 4°, of nog in de huidige bepalingen onder 12°, 13°, 16°, 17°, 18°, 19° en 20° van het artikel 492/1, § 1, van het Burgerlijk Wetboek.

1.3. Ten slotte en vooral zijn de nieuwe bewoordingen van de bepaling onder 2° een bron van rechtsonzekerheid en betekenen ze een grote stap terug ten opzichte van de huidige wetgeving.

In de bespreking van dit artikel wordt vermeld dat de wijziging ertoe strekt “de beoordeling door de vrederechter van de handelingsbekwaamheid op persoonsrechtelijk vlak te vereenvoudigen door alle handelingen van eenzelfde aard te bundelen onder één punt. Dit belet niet dat de vrederechter steeds op een meer genuanceerde wijze de handelingen kan opsommen waarvoor de beschermde persoon handelingsonbekwaam wordt”.

Het louter vermelden van de “handelingen die verband houden met de wijziging van de staat van de persoon van de beschermde persoon” volstaat niet om te verwijzen naar alle handelingen die thans vermeld worden in artikel 492/1, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek. Vandaag de dag worden daarin onder meer de volgende handelingen vermeld:

“(…)

2° het geven van de toestemming tot huwen bedoeld in artikel 75 en 146;

3° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot nietigverklaring van het huwelijk, bedoeld in de artikelen 180, 184 en 192;

4° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot echtscheiding op grond van onherstelbare ontwrichting van het huwelijk, bedoeld in artikel 229;

5° het indienen van een verzoek tot echtscheiding door onderlinge toestemming bedoeld in artikel 230;

6° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot scheiding van tafel en bed bedoeld in artikel 311bis;

7° het erkennen van een kind overeenkomstig artikel 328;

8° het voeren van gedingen als eiser of als verweerder betreffende zijn afstamming bedoeld in boek I, titel VII;

(...)

10° de aflegging van een verklaring van wettelijke samenwoning bedoeld in artikel 1476, § 1, alsook de beëindiging van de wettelijke samenwoning, bedoeld in artikel 1476, § 2;

11° in voorkomend geval, het afleggen van een verklaring tot verkrijging van de Belgische nationaliteit, bedoeld in hoofdstuk III van het Wetboek van de Belgische nationaliteit van 28 juni 1984;

12° de uitoefening van de rechten bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;

13° de uitoefening van het recht bedoeld in de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord;

14° het richten van een verzoek tot naams- of voornaamswijziging, bedoeld in artikel 2 van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen;

15° de uitoefening van de rechten van de patiënt, bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt;

16° het verlenen van de toestemming om een experiment op de menselijke persoon uit te voeren overeenkomstig artikel 6 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon;

17° het verlenen van de toestemming tot het wegnemen van organen zoals bedoeld in artikel 5 of artikel 10 van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen;

18° de uitoefening van het recht op weigering om een autopsie uit te voeren op zijn kind van minder dan achttien maanden, bedoeld in artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 houdende regeling van de autopsie na het onverwachte en medisch onverklaarde overlijden van een kind van minder dan achttien maanden;

19° het verlenen van de toestemming tot het wegnemen van lichaamsmateriaal bij levenden als bedoeld in artikel 10 van de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek;

20° de uitoefening van activiteiten van wapenhandelaar, tussenpersoon, wapenverzamelaar of van andere personen bedoeld in hoofdstuk IV van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.”

Terwijl de huidige bepalingen onder 12°, 13°, 16°, 17°, 18° en 19° vallen onder de ontworpen bepaling onder 3°, ⁹ vallen de bepalingen onder 11° (nationaliteit) en 14° (verandering van naam of voornaam) daar niet onder, maar kunnen ze beschouwd worden als handelingen waarbij de staat van de persoon van de beschermde persoon gewijzigd wordt.

Zo ook kunnen het huwelijk, de nietigverklaring van het huwelijk, de echtscheiding en de scheiding van tafel en bed (respectievelijk de bepalingen onder 2°, 3°, 4° en 5°, en 6°) beschouwd worden als handelingen tot wijziging van de staat van de persoon.

Het feit dat de beschermde persoon een kind erkent (bepaling onder 7°) is daarentegen geen handeling waarbij de staat van de persoon van de erkenner van het kind gewijzigd wordt.

Het afleggen van een verklaring van wettelijke samenwoning en de beëindiging van de wettelijke samenwoning (bepaling onder 10°) zijn evenmin handelingen waarbij de staat van de persoon van de beschermde persoon gewijzigd wordt.

In deze ontworpen bepaling wordt dus niet naar alle thans bedoelde handelingen verwezen.

Als de bedoeling van de steller van het voorontwerp er werkelijk in bestaat om, zoals in de bespreking van artikel 12 van het voorontwerp te kennen gegeven wordt, het huidig recht alleen “te vereenvoudigen” zonder het te wijzigen, is het niet raadzaam de bepaling onder 2° op die wijze te stellen, te meer daar het, met het oog op de bevattelijkheid van de maatregelen voor degenen ten aanzien van wie ze getroffen worden, beter is om vast te houden aan een uitdrukkelijke en gedetailleerde lijst van maatregelen.

Die bedoeling om het huidige recht niet te wijzigen, wordt blijkbaar bevestigd doordat de beginselen vervat in de artikelen 328, 1475, § 2, en 1476, § 2, van het Burgerlijk Wetboek niet ter discussie staan.

Voorts is het niet geoorloofd om op te algemene wijze naar handelingen te verwijzen, ter voorkoming van de rechtsonzekerheid en de controverses die daaruit voortvloeien.

Aangezien het niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp is om de lijst van de betrokken handelingen te wijzigen, is het beter de vorm van die lijst niet te wijzigen.

⁹ Die ontworpen bepaling onder 3° bevat nog een verwijzing naar de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’, terwijl die wet vervangen en dus materieel opgeheven is bij de AVG, die rechtstreeks toepasselijk is, en terwijl het naar Belgisch recht formeel de bedoeling is dat ze vervangen wordt door de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ en door de wet die zou moeten voortspuiten uit het wetsontwerp ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ (*Parl.St.* Kamer, 2017-18, nr. 54-3126/1), aangezien artikel 275, eerste lid, van dat ontwerp ertoe strekt de wet van 8 december 1992 op te heffen (zie eveneens artikel 109 van de wet van 3 december 2017). Tevens wordt verwezen naar de opmerkingen die *infra* gemaakt worden bij de artikelen 86 tot 91 van het voorontwerp.

De handelingen in kwestie zullen trouwens altijd verboden zijn indien de persoon daartoe onbekwaam verklaard is, aangezien de artikelen 328, 1475 en 1476 van het Burgerlijk Wetboek nog steeds in een regeling van voorafgaande machtiging voorzien. Voor de bewindvoerder is in het kader van dat soort handelingen geen rol weggelegd (artikel 497/2 van het Burgerlijk Wetboek).

2. Artikel 12 van het voorontwerp strekt ertoe een nieuw lid inzake de rechten van de patiënt in te voegen, teneinde te bepalen dat de vrederechter zich ook uitspreekt over de bevoegdheid van de bewindvoerder om de beschermde persoon te “vertegenwoordigen” bij de uitoefening van de rechten van de patiënt bedoeld in artikel 14, § 2, van de wet van 22 augustus 2002 ‘betreffende de rechten van de patiënt’, voor het geval dat hij zelf deze rechten volgens voornoemde wet niet kan uitoefenen.

De term “vertegenwoordigen” is evenwel ongeschikt, aangezien artikel 492/1 deel uitmaakt van de algemene bepalingen betreffende “De onbekwaamheid” die zowel gelden wanneer de bewindvoerder de opdracht heeft om de persoon bij te staan als wanneer hij de opdracht heeft hem te vertegenwoordigen.

3.1. Bij artikel 12 van het voorontwerp worden ook in de lijst met vermogensrechtelijke handelingen waarover de vrederechter zich moet uitspreken, wijzigingen aangebracht waarbij de onbekwaamheid van de beschermde persoon “verzwaard wordt” doordat aan hem verboden wordt een huurovereenkomst af te sluiten (zoals reeds het geval was bij een maatregel inzake voorlopig bewind), en aan welke lijst twee nieuwe handelingen toegevoegd worden.

3.2. In de eerste plaats wordt bij het voorontwerp aan artikel 492/1, § 2, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek een bepaling onder 18° toegevoegd.

Bij de wet van 31 juli 2017 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de erfenissen en de giften betreft en tot wijziging van diverse andere bepalingen ter zake’ is in datzelfde artikel reeds een bepaling onder 18° ingevoegd om te verwijzen naar de bekwaamheid of onbekwaamheid van de beschermde persoon om een door de wet toegelaten erfovereenkomst aan te gaan.

3.3. Vervolgens zal de vrederechter volgens het voorontwerp krachtens artikel 492/1, § 1, derde lid, 19°, voortaan moeten bepalen of de beschermde persoon al dan niet “periodieke schulden” mag aangaan.

In de bespreking van artikel 12 wordt erop gewezen dat deze schulden de beschermde persoon voor lange tijd verbinden. Het kan bijvoorbeeld gaan om het afsluiten van abonnementen met telecomoperatoren of leveranciers van nutsvoorzieningen of om alle vormen van aankoop op krediet.

Ter wille van de rechtszekerheid zou dat begrip “periodieke schuld” in het dispositief gedefinieerd moeten worden en zou daarbij uitdrukkelijk bepaald moeten worden dat de “lening” waarvan reeds sprake is in artikel 492/1, § 2, derde lid, 2°, van het Burgerlijk Wetboek, niet onder dat begrip valt.

Artikel 17

De regel betreffende de mededeling van het eensluidend afschrift van de verklaring van voorkeur, waarin het ontworpen artikel 496, zesde lid, tweede zin, van het Burgerlijk Wetboek voorziet, overlapt met het ontworpen artikel 1242 van het Gerechtelijk Wetboek (zoals dat artikel gewijzigd wordt bij artikel 61 van het voorontwerp) naar luid waarvan de griffie onder meer nagaat of in het centraal register, bijgehouden door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, een verklaring houdende keuze van een bewindvoerder en van een vertrouwenspersoon geregistreerd is en, in voorkomend geval, aan de notaris of de griffier van het vredegericht waar de akte tot aanwijzing van een bewindvoerder en van een vertrouwenspersoon verleden is, vraagt om haar een eensluidend verklaard afschrift over te zenden.

Artikel 17 moet bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 20

Bij het voorontwerp wordt in artikel 497/2 van het Burgerlijk Wetboek een bepaling onder 27° ingevoegd.

In datzelfde artikel is bij de wet van 31 juli 2017 evenwel reeds een bepaling onder 27° ingevoegd om te verwijzen naar het aangaan van een erfovereenkomst.

Het dispositief moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 21

Artikel 497/3, § 1, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt aldus herschreven dat bepaald wordt dat geschillen tussen de bewindvoerder over de persoon en de bewindvoerder over de goederen beslecht worden in het belang van de beschermde persoon, na getracht te hebben het standpunt van de partijen dichter bij elkaar te brengen overeenkomstig artikel 1247 van het Gerechtelijk Wetboek. Deze procedure is ook van toepassing op de geschillen tussen enerzijds de bewindvoerder over de persoon of de bewindvoerder over de goederen en anderzijds de beschermde persoon.

In de bespreking van dit artikel wordt te kennen gegeven dat de bedoeling van deze bepaling erin bestaat de vrederechter bevoegd te maken om conflicten tussen alle actoren van het bewind op te lossen.

In de wet wordt echter niet verwezen naar de eventuele conflicten tussen de eventuele bewindvoerders over de goederen (luidens artikel 496/4, § 2, van het Burgerlijk Wetboek kan de vrederechter in het belang van de te beschermen persoon verscheidene bewindvoerders over de goederen aanstellen en verduidelijkt hij in voorkomend geval de bevoegdheden van de onderscheiden bewindvoerders en de wijze waarop zij deze bevoegdheden uitoefenen”).

Volgens de parlementaire voorbereiding van de wet van 17 maart 2013 kan een dergelijk conflict niet rijzen, aangezien de vrederechter moet verduidelijken wat de bevoegdheden van de onderscheiden bewindvoerders zijn en op welke wijze zij deze bevoegdheden uitoefenen. Een groot deel van de rechtsleer is echter van mening dat de procedure van artikel 497/3 toegepast kan worden in geval van conflicten tussen bewindvoerders over de goederen, aangezien conflicten altijd mogelijk blijven, ook al heeft de vrederechter bij het aanwijzen van die bewindvoerders verduidelijkingen verschaft.¹⁰

Ter wille van de rechtszekerheid dient wettelijk bepaald te worden dat de geschillen tussen bewindvoerders - ongeacht hun opdrachten - in het belang van de beschermde persoon opgelost worden.

Aldus zal het doel dat de steller van het voorontwerp zich gesteld heeft - bevoegdheid van de vrederechter om de conflicten tussen *alle* actoren van de bewindvoering op te lossen – bereikt worden.

Artikelen 23 en 25

1. Volgens het ontworpen artikel 497/5, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek kan de vrederechter na onderzoek van het verslag bedoeld in de artikelen 498/3, 498/4, 499/14 of 499/17, overeenkomstig artikel 497/8 en de goedkeuring ervan, de bewindvoerder bij een met bijzondere redenen omklede beslissing een bezoldiging toekennen waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan drie procent van de inkomsten van de beschermde persoon.

Het vermelde artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek wordt bij artikel 25 van het voorontwerp vervangen. Luidens die bepaling onderzoekt de vrederechter de verslagen bedoeld in de artikelen 498/3, 498/4, 499/14 of 499/17 en gaat hij minstens een aantal gegevens na die in dat artikel opgesomd worden.

Artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek voorziet echter niet in een goedkeuring door de vrederechter.

¹⁰ Y.-H. LELEU, *Droit des personnes et des familles*, 3^e ed., Brussel, Larcier, 2016, 263, nr. 200-3; K. ROTTHIER, *De nieuwe wet tot hervorming van het statuut van onbekwamen: Een overzicht vanuit vogelperspectief*, Not. Fisc. M., 2013, 194; D. SCHEERS en T. WUYTSUYTS, *De vrederechter en het bewind*. Procedure na de wet van 17 maart 2013, Antwerpen, Intersentia, 2014, 46.

Die goedkeuring door de vrederechter wordt geregeld bij de bepalingen die specifiek betrekking hebben op elk verslag, te weten de artikelen 498/3, § 3, 498/4, tweede lid, 499/14, § 1, vierde lid, en § 2, vijfde lid, en 499/17, § 1, vierde lid, en § 2, vijfde lid.

Indien de bewindvoerder, overeenkomstig artikel 497/5, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, pas bezoldigd kan worden wanneer de vrederechter het verslag onderzocht heeft, bepaalde zaken nagegaan is en het verslag goedgekeurd heeft, zou die goedkeuring van de vrederechter in artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek nader bepaald moeten worden.

Dat nieuwe artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek geeft trouwens een overzicht van de bevoegdheden waarover de vrederechter beschikt ten aanzien van de verslagen die uitgebracht worden.

2. In de bespreking van artikel 23 wordt eerst verwezen naar het nieuwe artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek en vervolgens naar het nieuwe artikel 497/9 van datzelfde wetboek.

Er bestaat echter geen nieuw artikel 497/9 van het Burgerlijk Wetboek. De verwijzing naar die bepaling moet bijgevolg verbeterd worden.

Artikel 29

Bij het ontworpen artikel 499/6 van het Burgerlijk Wetboek wordt niet alleen de termijn verlengd waarbinnen de bewindvoerder die een vertegenwoordigingsopdracht uitvoert, zijn eerste verslag moet uitbrengen (die termijn wordt van één maand op zes weken gebracht), maar wordt ook bepaald dat die termijn op een andere dag ingaat.

Die dag is niet langer de datum waarop de bewindvoerder zijn opdracht aanvaard heeft (vaste datum voor hem), maar is voortaan de datum van de beslissing waarbij een maatregel ter bescherming van de persoon bevolen is.

Het is niet raadzaam om louter naar het nemen van een beslissing te verwijzen om een termijn te laten ingaan. De termijn gaat dan immers in terwijl de bewindvoerder nog niet van de beslissing op de hoogte gebracht is.

In het ontworpen artikel 1249/2, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek wordt overigens bepaald dat de griffier binnen drie dagen na de uitspraak van de beschikking daarvan kennis geeft aan de partijen en, in voorkomend geval, aan de bewindvoerders en aan de vertrouwenspersoon. Gelet op de kennisgevingstermijn op zich, kan de bewindvoerder dus pas meer dan drie dagen na de uitspraak van de beslissing daarvan in kennis gesteld worden, hoewel een voor hem geldende termijn reeds ingegaan is.

Het zou opportuun zijn te bepalen dat de dag waarop de termijn van zes weken ingaat niet gewoon de dag is waarop de beslissing uitgesproken is, maar wel die waarop van de beslissing kennis gegeven is. Daardoor zou de bewindvoerder volledig op de hoogte kunnen zijn van de beslissing, terwijl ook zekerheid zou bestaan omtrent de datum waarop die termijn ingaat.

Het eerste en het tweede lid van het ontworpen artikel 499/6 moeten bijgevolg in het licht van deze opmerkingen herzien worden.

Artikel 30

Artikel 499/7, § 1, eerste lid, 1° en 3°, van het Burgerlijk Wetboek voorziet in een regeling waarbij de bewindvoerder over de persoon vanwege de vrederechter een voorafgaande machtiging dient te verkrijgen om in naam en voor rekening van de beschermde persoon twee handelingen te kunnen stellen, namelijk om de verblijfplaats van de beschermde persoon te wijzigen, of om de beschermde persoon in rechte te vertegenwoordigen als eiser bij rechtsplegingen en handelingen. Die regels worden gehandhaafd bij artikel 30 van het voorontwerp.

Krachtens artikel 499/7, § 1, 2°, van het Burgerlijk Wetboek is thans eveneens een voorafgaande machtiging vereist om de rechten bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 overeenkomstig artikel 14, § 2, van voornoemde wet te kunnen uitoefenen. Uit artikel 30, a), van het voorontwerp blijkt dat die machtiging niet langer nodig zal zijn.

Om die wijziging te verklaren, wordt in de bespreking van dit artikel uiteengezet dat in de wet van 22 augustus 2002 ‘betreffende de rechten van de patiënt’ reeds een controlemechanisme opgenomen is (artikel 15, § 2, van die wet).

De controle bedoeld in artikel 15, § 2, van de wet van 22 augustus 2002 wordt nochtans door de beroepsbeoefenaar uitgeoefend, terwijl de controle waarin het huidige artikel 499/7, § 1, 2°, van het Burgerlijk Wetboek voorziet, door de vrederechter uitgeoefend wordt.

Aangezien de aard en de omvang van deze controles niet identiek zijn, moet de steller van het voorontwerp in het licht van de doelstelling van de bescherming van personen een betere verantwoording kunnen geven voor het wegvallen van de controle door de vrederechter.

Artikel 33

Bij het ontworpen artikel 499/14 van het Burgerlijk Wetboek wordt het huidige artikel 499/14 aangepast, wat het verslag betreft dat de bewindvoerder, over de persoon of over de goederen, die een vertegenwoordigingsopdracht uitvoert, jaarlijks moet uitbrengen, in het licht van de doelstellingen die door de steller van het voorontwerp nagestreefd worden.

Volgens het derde lid van het ontworpen artikel 499/14, § 2, van het Burgerlijk Wetboek wordt samen met het verslag een kopie “neergelegd” van het eerste en laatste rekeninguittreksel van de periode waarop het verslag betrekking heeft ter staving van de erin vermelde saldi, alsook, in voorkomend geval, de attesten van de financiële instelling betreffende de belegde kapitalen.

Aangezien dat verslag “meegedeeld” wordt, kan dezelfde term gebruikt worden voor de bankdocumenten die samen met het verslag overgezonden moeten worden.

Artikel 35

1. Bij het ontworpen artikel 499/17 van het Burgerlijk Wetboek wordt het huidige artikel 499/17 aangepast, wat het eindverslag betreft dat de bewindvoerder, over de persoon of over de goederen, die een vertegenwoordigingsopdracht uitvoert, moet uitbrengen, in het licht van de doelstellingen die door de wetgever nagestreefd worden.

Volgens het eerste lid moet het verslag meegedeeld worden aan de vrederechter, aan de persoon ten aanzien van wie de rechterlijke beschermingsmaatregel beëindigd is of aan de nieuwe bewindvoerder. In laatstgenoemd geval wordt het verslag eveneens meegedeeld aan de beschermde persoon en diens vertrouwenspersoon.

Het vierde lid, zijnerzijds, voorziet in een mededeling, naargelang van het geval, van een kopie van het verslag aan de beschermde persoon, aan de persoon ten aanzien van wie de beschermingsmaatregel beëindigd is, aan de bewindvoerder over de persoon of aan de nieuwe bewindvoerder over de persoon, aan de bewindvoerder over de goederen of aan de nieuwe bewindvoerder over de goederen, of aan de vertrouwenspersoon.

Die twee leden overlappen elkaar, aangezien ze betrekking hebben op dezelfde personen.

Het ontworpen eerste lid voorziet echter in een mededeling van het verslag, terwijl het ontworpen vierde lid voorziet in een mededeling van een kopie van het verslag.

Bijgevolg dient een van beide leden geschrapt te worden, waarbij ervoor gezorgd dient te worden dat de versie die het meest geschikt lijkt, behouden blijft.

2. Bovendien wordt in het ontworpen artikel 499/17 van het Burgerlijk Wetboek, anders dan in het huidige artikel 499/17 of dan in het nieuwe vierde lid van artikel 499/19, § 2, niet langer bepaald dat dit artikel geldt onverminderd de toepassing van de artikelen 1358 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, die betrekking hebben op het doen van rekening en verantwoording.

De verwijzingen naar de artikelen 1358 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek lijken des te noodzakelijker daar, in tegenstelling tot de tekst van het huidige artikel 499/17 van het Burgerlijk Wetboek, de betrokken partijen niet langer opgeroepen worden om voor de vrederechter te verschijnen met het oog op de goedkeuring van het verslag.

Artikel 36

In het ontworpen artikel 499/18 van het Burgerlijk Wetboek wordt bepaald dat zolang het verslag bedoeld in artikel 499/17, eerste lid, niet meegedeeld is overeenkomstig die bepaling, geen geldige overeenkomsten gesloten kunnen worden tussen de persoon ten aanzien van wie de rechterlijke beschermingsmaatregel beëindigd is en zijn vroegere bewindvoerder over de goederen en dat artikel 908 van toepassing blijft. Bovendien kan de nieuwe bewindvoerder over de goederen of de vroeger beschermde persoon op zijn vroegst opheffing verlenen van de zekerheidstelling die de bewindvoerder inzake zijn beheer gegeven heeft, nadat het verslag bedoeld in artikel 499/17, eerste lid, meegedeeld is overeenkomstig dat artikel 499/18.

In de bespreking van dit artikel wordt verduidelijkt dat niet de goedkeuring, maar wel de mededeling van belang is voor het afsluiten van overeenkomsten tussen de vroegere bewindvoerder en de persoon ten aanzien van wie de rechterlijke beschermingsmaatregel beëindigd is.

Aldus geeft de steller van het voorontwerp te kennen gegeven dat de goedkeuring door de vrederechter van geen nut zou zijn.

Het principe van de goedkeuring door de rechter blijft evenwel behouden, ook al wordt de controle door de rechter een formele controle (zie het ontworpen artikel 497/8 van het Burgerlijk Wetboek).

Het is dan ook beter om te wachten tot de controle plaatsgevonden heeft alvorens overeenkomsten te sluiten, maar vooral alvorens opheffing te verlenen van de eventuele zekerheidstellingen.

Artikel 37

Het ontworpen artikel 499/19 heeft betrekking op het geval dat de rechterlijke beschermingsmaatregel beëindigd wordt, in het bijzonder wegens het overlijden van de beschermde persoon terwijl die maatregel nog geldt. De opdracht van de bewindvoerder over de goederen kan verlengd worden voor zes maanden (wat een verlenging is ten opzichte van het huidige recht), maar die opdracht wordt beperkt tot het stellen van bepaalde handelingen. Bovendien wordt bepaald dat de opdracht van de bewindvoerder in ieder geval eindigt op het tijdstip waarop de curator over de onbeheerde nalatenschap zijn opdracht aanvat of op het tijdstip waarop een erfgenaam zich aanmeldt. De bewindvoerder deelt deze informatie mee aan de vrederechter.

Overeenkomstig de nieuwe regels die ingevoerd worden, zou in het derde lid (dat het vierde lid wordt) van paragraaf 2 van artikel 499/19 van het Burgerlijk Wetboek bepaald moeten worden dat de bewindvoerder zijn definitief verslag en zijn definitief rekening “aan de griffie meedeelt”, en niet meer “ter griffie neerlegt” binnen de termijn bedoeld in het eerste lid.

Voorts lijkt het loutere feit dat een erfgenaam zich bij de bewindvoerder aanmeldt, niet te volstaan om aan de opdracht van deze laatste een eind te maken. Opdat de erfgenaam op geldige wijze handelingen kan stellen, moet hij de nalatenschap zuiver of onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarden. Indien de erfgenaam die zich aanmeldt, de nalatenschap achteraf verwerpt, zouden de schuldeisers die bij artikel 499/19 van het Burgerlijk Wetboek beschermd worden, geblokkeerd worden. Indien de ontworpen bepalingen toegepast zouden worden, zou voor de bewindvoerder in dat kader geen rol meer weggelegd zijn.

Het dispositief dient derhalve in het licht van die opmerking herzien te worden.

Artikel 42

Het is de bedoeling van de steller van het voorontwerp om de vrederechter bevoegd te maken voor de oplossing van geschillen tussen alle actoren van het bewind. Maar er wordt nog steeds niet voorzien in een wettelijke regeling in geval van een conflict tussen de bewindvoerders over de goederen, terwijl het nochtans zo is dat, indien verscheidene vertrouwenspersonen aangesteld worden, de bevoegdheden van de verscheidene vertrouwenspersonen door de vrederechter gepreciseerd worden, alsook de wijze waarop zij hun bevoegdheid uitoefenen (artikel 501, tiende lid, van het Burgerlijk Wetboek). Ondanks die preciseringen zijn conflicten dus mogelijk, aangezien nu voorzien wordt in een procedure om ze op te lossen.

De rechter moet de bevoegdheden van de onderscheiden bewindvoerders en de wijze waarop ze die bevoegdheden uitoefenen echter ook preciseren wanneer hij verscheidene bewindvoerders over de goederen aanstelt (artikel 496/4, § 2, van het Burgerlijk Wetboek). Conflicten zijn evenzeer mogelijk zodat ook voorzien zou moeten worden in een wettelijke regeling in geval van geschillen tussen de bewindvoerders over de goederen.

Artikel 44

Het ontworpen artikel 908 van het Burgerlijk Wetboek stelt dat de bewindvoerder die in het kader van een rechterlijke beschermingsmaatregel optreedt en eenieder die een gerechtelijk mandaat uitoefent geen voordeel zullen kunnen genieten van de beschikkingen onder de levenden of bij testament die de beschermde persoon of de persoon ten aanzien van wie dat mandaat uitgeoefend wordt tijdens de rechterlijke bescherming of dat mandaat te hunnen behoefte gemaakt zou kunnen hebben. Er wordt eveneens bepaald dat die regel niet van toepassing is op de personen genoemd in artikel 496, eerste lid, van het

Burgerlijk Wetboek en in artikel 909, derde lid, 2° en 3°, van hetzelfde wetboek (uitzondering reeds opgenomen in het huidige artikel 908).

In de bespreking van het artikel staat dat het de bedoeling is te verwijzen naar de beschikkingen onder de levenden of bij testament die de persoon gemaakt zou kunnen hebben tijdens de rechterlijke bescherming of tijdens het mandaat. Het is op dat ogenblik dat de beschermde persoon of de persoon ten aanzien van wie dat mandaat uitgeoefend wordt kwetsbaar is.

De formulering van artikel 908 is ontleend aan die van het tweede lid van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek.

Het ontworpen artikel voegt er evenwel aan toe dat de in artikel 496, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek bedoelde bewindvoerders niet van dat voordeel uitgesloten zullen worden, dit wil zeggen de bewindvoerders die op basis van een door de beschermde persoon afgelegde verklaring van voorkeur aangesteld zouden zijn op een ogenblik dat hij rechtsgeldig zijn wil te kennen gaf.

De uitsluiting wordt dus ruimer vergeleken bij het huidige recht, dat enkel betrekking heeft op de personen genoemd in artikel 909, derde lid, 2° en 3°, van het Burgerlijk Wetboek, dit wil zeggen in de volgende gevallen:

“2° de algemene beschikkingen ten voordele van bloedverwanten tot en met de vierde graad, mits de overledene geen erfgenamen in de rechte lijn achterlaat; tenzij degene ten voordele van wie de beschikking gemaakt is, zelf tot die erfgenamen behoort;

3° de beschikkingen ten voordele van de echtgenoot, de wettelijk samenwonende of de persoon met wie de beschikker een feitelijk gezin vormt”.

Met het ontworpen artikel wordt de uitzondering uitgebreid, aangezien de in artikel 496, eerste lid, bedoelde bewindvoerders “om het even wie” en zelfs professionele bewindvoerders kunnen zijn. Soms “plant” een persoon immers zijn toekomstige onbekwaamheid door de wens uit te drukken dat door een “professional” opgetreden zou worden, ten nadele van naaste familieleden, om familiale conflicten zoveel mogelijk te vermijden. Die in voorkomend geval professionele bewindvoerders zouden voortaan voordeel kunnen genieten van beschikkingen onder de levenden of bij testament die bijvoorbeeld opgesteld zouden worden door de persoon die later een beschermde persoon zou worden.

In dat geval worden de verklaring van voorkeur en de beschikking onder de levenden of bij testament weliswaar opgesteld op een ogenblik dat de persoon op juridisch vlak handelingsbekwaam is. Maar niets sluit een eventuele “feitelijke onbekwaamheid” uit en niets staat eraan in de weg dat eventueel druk uitgeoefend wordt door een eventuele toekomstige bewindvoerder.

De bepaling moet in het licht van die opmerking herzien worden en daarbij dient erop toegezien te worden dat er redenen opgegeven worden voor het verschil in behandeling dat aldus ontstaat tussen de professionele lasthebbers naargelang deze laatsten al dan niet op basis van een verklaring van voorkeur aangesteld worden.

Artikel 50

1. Het ontworpen artikel 2003, tweede lid, eerste zin, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat, wat de algemene lastgevingen bedoeld in artikel 1987 of de lastgevingen bedoeld in artikel 489 betreft, de lastgeving eindigt wanneer de lastgever in de in artikel 488/1 bedoelde staat komt te verkeren en de lastgeving niet voldoet aan de vereisten bepaald in de artikelen 490 en 490/1, § 1.

Het ontworpen artikel 2003, tweede lid, strekt er bovendien toe het huidige lid met twee zinnen aldus aan te vullen dat (1°) in de nieuwe zin van dat lid bepaald wordt dat afgeweken kan worden van het voorgaande (namelijk wat de algemene lastgevingen of de lastgevingen bedoeld in artikel 489 betreft, eindigt de lastgeving wanneer de lastgever in de in artikel 488/1 bedoelde staat verkeert en de lastgeving niet voldoet aan de vereisten bepaald in de artikelen 490 en 490/1, § 1) indien dat uitdrukkelijk bedongen wordt in de lastgevingsovereenkomst waarbij meerdere lastgevers eenzelfde belang nastreven of ingeval de lastgeving onlosmakelijk deel uitmaakt van een complexe overeenkomst die hoofdzakelijk andere rechtshandelingen tot voorwerp heeft, en dat (2°) in de nieuwe derde zin van dat lid bepaald wordt dat de lastgeving in alle gevallen eindigt indien de lasthebber in de staat verkeert bedoeld in artikel 488/1.

2. In de bespreking van artikel 50 staat het volgende:

“Ingeval een lasthebber handelingsonbekwaam wordt verklaard, terwijl hij instaat voor de buitengerechtelijke bescherming van een kwetsbare meerderjarige dan eindigt de lastgeving (art. 2003 BW en art. 490/1, § 1 BW *a contrario*). Er is evenwel niets bepaald voor het geval een lasthebber van een louter gemeenrechtelijke lastgeving handelingsonbekwaam wordt. Artikel 2003 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt niet langer dat deze handelingsonbekwaamheid een einde maakt aan de lastgeving. Gelet op het *intuitu personae* karakter zou dit wel het geval moeten zijn. Dit wordt verduidelijkt in de tekst.”

Dat wordt verduidelijkt helemaal op het einde van het ontworpen tweede lid van artikel 2003, in de nieuwe derde zin van dat lid. Zodoende zal het tweede lid van artikel 2003 op twee verschillende gevallen betrekking hebben: in eerste instantie op de onbekwaamheid van de lastgever en vervolgens in tweede instantie op de onbekwaamheid van de lasthebber.

Met het oog op de duidelijkheid en een betere leesbaarheid van de tekst is het raadzaam om de nieuwe derde zin van het tweede lid in een afzonderlijk lid op te nemen.

3. In zoverre de Franse tekst van de bespreking van artikel 50 gewag maakt van de onbekwaamheid van de “lasthebber” wat het geval betreft waarnaar in de nieuwe tweede zin van het tweede lid verwezen wordt, moet hij in overeenstemming gebracht worden met de Nederlandse tekst van die bespreking waarin terecht verwezen wordt naar het geval waarin de “lastgever” onbekwaam is.

Dat bevestigt dat het om elke discussie te voorkomen van belang is dat in twee verschillende leden enerzijds naar de onbekwaamheid van de lastgever en anderzijds naar de onbekwaamheid van de lasthebber verwezen wordt.

Artikel 52

1. Artikel 594, 16°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de vrederechter op verzoekschrift uitspraak doet over elk verzoek dat tot hem gericht is met toepassing van de artikelen 490 tot 501/2 van het Burgerlijk Wetboek.

Die bepaling wordt aangepast, aangezien thans een nieuw artikel 501/3 van het Burgerlijk Wetboek ingevoegd wordt (artikel 42 van het voorontwerp).

Er dient evenwel opgemerkt te worden – en dat stond reeds verkeerdelijk vermeld in de huidige wet – dat de laatste bepaling van het hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek betreffende de beschermde personen artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek is, welk artikel betrekking heeft op de beëindiging van het bewind en het einde van de opdracht van de bewindvoerder. In artikel 502, § 2, 5° en 6°, van het Burgerlijk Wetboek wordt trouwens verwezen naar door de vrederechter genomen beslissingen.

Het zou beter zijn dat in artikel 594, 16°, van het Gerechtelijk Wetboek dus ook naar dat artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt.

2. Bovendien rijst de vraag waarom in de huidige niet-gewijzigde tekst naar artikel 490 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt, terwijl de artikelen 488/1 en 489 van het Burgerlijk Wetboek eveneens betrekking hebben op de beschermde personen.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn dat naar alle relevante bepalingen verwezen wordt.

3. In het niet-gewijzigde artikel 594, 16°/1, van het Gerechtelijk Wetboek wordt verwezen naar “de vorderingen om maatregelen tot gerechtelijke bescherming, als bedoeld in de artikelen 1238 tot 1252” van het Gerechtelijk Wetboek.

Dat artikel 1252 van het Gerechtelijk Wetboek wordt opgeheven bij artikel 82 van het voorontwerp.

Ten slotte volgt uit artikel 55 van het voorontwerp dat het opschrift van boek 4, hoofdstuk X, afdeling 1, van deel IV van het Gerechtelijk Wetboek niet langer “Rechterlijke bescherming” luidt.

Artikel 594, 16°/1, van het Gerechtelijk Wetboek zou dus ook herzien moeten worden.

Artikel 54

Bij artikel 54 wordt artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek opgeheven. Op grond van dat laatste artikel kan de vrederechter, wanneer hij uitspraak doet over vorderingen met betrekking tot minderjarigen of beschermde personen, zelfs ambtshalve, na onderzoek van de zaak, het schriftelijk advies van het openbaar ministerie eisen. De procedure wordt in die bepaling beschreven.

In de bespreking van artikel 54 staat dat die procedure van het schriftelijk advies zeer zwaar en dwingend is en geen groot succes blijkt te zijn in de praktijk.

In de bespreking staat voorts dat dat toch niet elke tussenkomst van het openbaar ministerie uitsluit in een gerechtelijke beschermingsprocedure. De vrederechter kan immers altijd inlichtingen inwinnen bij de procureur des Konings – en bij de bevoegde sociale dienst - teneinde zowel de familiale, morele en materiële toestand als de levensomstandigheden van de beschermde persoon te kennen (ontworpen artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek) en in dat opzicht een schriftelijk advies van het openbaar ministerie vragen over die aspecten.

Die bepaling en de bespreking ervan geven aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Enerzijds wordt in het ontworpen artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek niet vermeld dat het openbaar ministerie zijn advies kan geven over de gevraagde inlichtingen.

Anderzijds is het advies waarvan sprake is in het huidige artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek iets anders dan een advies over het inwinnen van inlichtingen teneinde de familiale, morele en materiële toestand te kennen, alsook over de levensomstandigheden van de beschermde persoon. Het advies waarvan sprake is in artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek is een algemeen advies over de aan de vrederechter voorgestelde toestand. Dat advies kan al dan niet betrekking hebben op de wenselijkheid om tot een maatregel te besluiten.

Ook al valt de opheffing van artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek in de praktijk te begrijpen, is de bespreking van het artikel verkeerd gesteld, aangezien het huidige artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek en het ontworpen artikel 1246 van hetzelfde wetboek niet hetzelfde toepassingsgebied hebben.

Artikel 57

1. Het ontworpen artikel 1238 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet in een nieuw geval van ambtshalve aanhangigmaking bij de vrederechter: dat waarin “hij gevat is overeenkomstig paragraaf 1” (verzoek van de beschermde of te beschermen persoon, van elke belanghebbende of van de procureur des Konings) en waarin de genoemde rechter dat “nuttig acht, voor zover de partijen geen verzoek in die zin neergelegd hebben.”

2. Gevraagd naar het nut van die bepaling heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Il fait écho à ce qui est déjà prévu dans l'article 1238, § 1^{er}, alinéa 3, du Code judiciaire selon lequel ‘[l]e juge qui est saisi conformément à l’alinéa 1^{er}, peut statuer sur toutes les mesures visées dans les articles 490/1, 490/2 et 492/1 du Code civil’. On envisage en fait l’hypothèse où, par exemple, après avoir entendu la personne intéressée ou ses proches ou obtenu le résultat des expertises réclamées, le juge constate que la demande introduite par les parties est incomplète et aurait dû prévoir d’autres mesures nécessaires à la gestion des intérêts patrimoniaux (protection des biens) ou extrapatrimoniaux (protection de la personne) de l’intéressé.

Bien entendu, la saisine d’office d’autres mesures que celles demandées par une partie est légalement encadrée. Elle ne pourra avoir lieu que si le juge estime qu’elle est dans l’intérêt de la personne majeure, précisément parce qu’[elle] se trouve dans un état de santé qui ne lui permet plus d’assumer seul[e] la gestion de ses intérêts patrimoniaux ou extrapatrimoniaux (article 488/1 du Code civil). Il devra veiller à ce que la mesure complémentaire soit nécessaire et proportionnée et ce, parce que le principe de l’autonomie de la personne à gérer ses intérêts est le principe et la mise sous protection judiciaire est l’exception (article 492/1, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, du Code civil).”

Ter wille van de duidelijkheid zou die toelichting in de parlementaire voorbereiding opgenomen moeten worden.

3. Er dient opgemerkt te worden dat de laatste bepaling van het hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek betreffende de beschermde personen artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek is, welk artikel betrekking heeft op de beëindiging van het bewind en het einde van de opdracht van de bewindvoerder. In artikel 502, § 2, 5° en 6°, van het Burgerlijk Wetboek wordt trouwens verwezen naar door de vrederechter genomen beslissingen.

Het zou beter zijn dat in artikel 1238 van het Gerechtelijk Wetboek dus ook naar dat artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt.

Bovendien rijst de vraag waarom naar artikel 490 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt, terwijl de artikelen 488/1 en 489 van het Burgerlijk Wetboek eveneens betrekking hebben op de beschermde personen.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn dat naar alle relevante bepalingen verwezen wordt.

Artikel 58

1. Het ontworpen artikel 1239 van het Gerechtelijk Wetboek strekt tot uniformisering van de procedure door te bepalen dat elk verzoek op grond van de artikelen 490 tot 501/3 van het Burgerlijk Wetboek of op grond van de bepalingen van onderhavig hoofdstuk ingediend wordt bij verzoekschrift gericht aan het bevoegde vredegerecht. De Koning stelt de modellen van verzoekschriften op.

2. In de bespreking van artikel 58 staat het volgende:

“Deze verzoekschriften zijn noch eenzijdig, noch op tegenspraak: het betreft verzoekschriften *sui generis* waarvan de modaliteiten integraal geregeld worden door de bepalingen van onderhavig hoofdstuk, in afwijking van de artikelen 1025 en volgende en 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.”

Daaruit valt op te maken dat de bijzonderheden van de procedure (geen tegenpartij in de algemene betekenis van het woord) de steller van het voorontwerp ertoe aanzetten om in een verzoekschrift *ad hoc* te voorzien.

Om elke discussie te voorkomen zou in het dispositief vermeld moeten worden dat dat verzoekschrift niet valt onder de regeling van de artikelen 1025 en volgende, noch onder die van de artikelen 1034*bis* en volgende, maar wel onder de regeling van artikel 1240.

Voorts dient op zijn minst in de bespreking van het artikel gepreciseerd te worden of het gebruik van de door de Koning opgestelde modellen van verzoekschriften, waarvan in de tweede ontworpen zin sprake is, al dan niet een vereiste is voor de ontvankelijkheid van het verzoekschrift.

3. Zoals hiervoor reeds opgemerkt is, dient erop gewezen te worden dat de laatste bepaling van het hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek betreffende de beschermde personen artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek is, welk artikel betrekking heeft op de beëindiging van het bewind en het einde van de opdracht van de bewindvoerder. In artikel 502, § 2, 5° en 6°, van het Burgerlijk Wetboek wordt trouwens verwezen naar door de vrederechter genomen beslissingen.

Het zou beter zijn dat in het ontworpen artikel 1239 van het Gerechtelijk Wetboek dus ook naar dat artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt.

Bovendien rijst de vraag waarom naar artikel 490 van het Burgerlijk Wetboek verwezen wordt, terwijl de artikelen 488/1 en 489 van het Burgerlijk Wetboek eveneens betrekking hebben op de beschermde personen.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn dat naar alle relevante bepalingen verwezen wordt.

Artikel 59

1. In het ontworpen artikel 1240 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de vermeldingen opgenomen die het in artikel 1239 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde verzoekschrift moet bevatten. Een aantal ervan zullen verplichte vermeldingen zijn (§ 1), andere zullen “voor zover mogelijk” vermeld moeten worden (§ 2), en het zal mogelijk zijn om het verzoekschrift aan te vullen (§ 3).

De ontworpen bepaling neemt het huidige artikel 1240 van het Gerechtelijk Wetboek over, maar vult het aan en verduidelijkt het wat de inhoud van het verzoekschrift betreft, aangezien niet meer verwezen zal worden naar de bepalingen van het in de artikelen 1026 tot 1034 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde eenzijdig verzoekschrift.

2. In artikel 1240, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek zijn de vermeldingen opgenomen die verplicht in het verzoekschrift vermeld moeten worden.

Het gaat om de vermeldingen in het huidige artikel 1026, 1° tot 3°, van het Gerechtelijk Wetboek en die welke in het huidige artikel 1240, derde lid, 1° en 2°, van het Gerechtelijk Wetboek opgenomen zijn.

De vermeldingen in artikel 1026, 4° (de aanwijzing van de rechter die van het verzoekschrift kennis moet nemen) en 5° (de ondertekening van het verzoekschrift) van het Gerechtelijk Wetboek worden niet in het huidige ontwerp overgenomen, terwijl dergelijke vermeldingen nochtans deel uitmaken van “het gemeen gerechtelijk recht”. Ze zouden dan ook tot de verplichte vermeldingen moeten behoren.

Overeenkomstig het huidige artikel 1240, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek zou evenwel bepaald kunnen worden dat het verzoekschrift door de verzoeker of door diens advocaat ondertekend kan worden.

3. Voorts wordt in het ontworpen artikel 1240, § 1, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaald dat de verzoeker zijn rijksregisternummer moet vermelden.

Het is niet duidelijk waarom dat nummer vermeld moet worden.

Voor de beschermde of te beschermen persoon hoeft dat nummer daarentegen niet vermeld te worden. Het gaat nochtans om een voor de bewindvoerder zeer nuttige vermelding, in zoverre dat rijksregisternummer toegang verleent tot bepaalde sociale gegevens (contact met de ziekenfondsen, de openbare besturen, de debiteurs van de inkomsten, enz.). Het voorontwerp zou aldus aangevuld kunnen worden dat daarin van de vrederechter, die het rijksregisternummer kan verkrijgen, geëist wordt dat hij het nummer vermeldt in zijn beslissing.

4. Het ontworpen artikel 1240, § 2, van het Burgerlijk Wetboek geeft aan welke vermeldingen in de mate van het mogelijke in het verzoekschrift opgenomen moeten worden.

Het gaat om de vermeldingen in het huidige artikel 1240, vijfde lid, 1° tot 5°, en zevende lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Er is evenwel sprake van twee nieuwe vermeldingen: (1°) de naam, de voornamen en de verblijf- of woonplaats van de bewindvoerder, de bewindvoerders en de vertrouwenspersoon, evenals (2°) het elektronisch adres en het telefoonnummer waarop de betrokken personen bereikt kunnen worden.

Aangezien er niet noodzakelijk een bewindvoerder of een vertrouwenspersoon is, moet het ontworpen artikel 1240, § 2, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek beginnen met de woorden “in voorkomend geval”.

Voorts zou in die bepaling onder 7° eveneens melding moeten worden gemaakt van de lasthebber, aangezien met de op grond van die bepaling ingediende verzoeken eveneens de in het kader van een buitengerechtelijke beschermingsmaatregel ingediende verzoeken bedoeld worden.

5. Wat de gebezigde terminologie betreft, zou in de ontworpen bepaling beter de term “verzoekschrift” gebruikt worden in plaats van de term “verzoek”.

Artikel 60

1. Krachtens het ontworpen artikel 1241, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek zal voortaan enkel “een erkende arts of een psychiater” de geneeskundige verklaring kunnen opstellen die voorgeschreven is door die bepaling. De Koning moet de procedures en voorwaarden bepalen voor de erkenning van de artsen bedoeld in het eerste lid.

Dat ervoor gekozen wordt om voor te schrijven dat een beroep gedaan moet worden op een erkende arts of op een psychiater doet vragen rijzen ten aanzien van het evenredigheidsbeginsel dat voortvloeit uit het recht op eerbiediging van het privéleven. Men kan zich immers afvragen of een dergelijk vereiste uiteindelijk geen hinderpaal zal vormen om te besluiten tot een beschermingsmaatregel.

De te beschermen personen zijn per definitie personen die zich in een zwakke toestand bevinden. Het is dan ook van belang dat ze uit zichzelf om de nodige bijstand kunnen vragen zonder dat de ingevoerde regeling hen ontmoedigt. *In casu* zou het beoogde erkenningsmechanisme echter tot gevolg kunnen hebben dat geen rol meer weggelegd is voor de huisarts, die op medisch vlak nochtans doorgaans de eerste contactpersoon van een patiënt is. Wat zou er gebeuren indien de te beschermen of beschermde persoon geen erkende arts kent of niet door een psychiater behandeld wordt (het zijn niet enkel de personen die door een psychiater behandeld worden die beschermd moeten worden)? Wat zou er gebeuren indien geen enkele voor de betrokkenen bereikbare arts die erkenning aanvraagt? Wat zou er gebeuren indien de te beschermen persoon zich niet wenst te laten “onderzoeken” door een hem onbekende persoon omdat zijn vertrouwde arts niet erkend is?

Uit dat oogpunt lijkt de door het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven beperking strijdig met het streven naar bescherming dat de wetgever voor ogen heeft.

In dat opzicht weegt de overweging geformuleerd in de bespreking van artikel 60 van het voorontwerp dat “[g]elet op de mogelijke weerslag van de verklaring op de autonomie van de persoon (...) dit document enkel [mag] worden uitgereikt door een arts met specifieke kennis die de rechter duiding geeft”, wat het evenredigheidsbeginsel betreft, niet op tegen de zware kritieken die zo-even geuit zijn, des te minder daar het de vrederechter steeds vrij staat een beroep te doen op een arts, in voorkomend geval op een specialist, indien hij twijfels zou hebben bij de relevantie van de geneeskundige verklaring die hem bezorgd is tot staving van het verzoek.

2. Voortaan zal de geneeskundige verklaring slechts vereist zijn wanneer het verzoek een weerslag kan hebben op de bekwaamheid van de beschermde of te beschermen persoon.

“Een weerslag hebben op de bekwaamheid van de beschermde of te beschermen persoon” is een concept dat voor interpretatie vatbaar is.

In de bespreking van het artikel staat dat de verklaring in beginsel niet vereist is wanneer het verzoek geen weerslag heeft op de bekwaamheid van de beschermde of te beschermen persoon. In die bespreking staat voorts dat door de steller van het voorontwerp “vooral gedacht [wordt] aan de verzoeken tot machtiging om bepaalde handelingen te stellen”.

In de bespreking van het artikel wordt verwezen naar arrest 87/2015 van het Grondwettelijk Hof van 11 juni 2015. Volgens de in de bespreking gegeven interpretatie van dat arrest zou het Hof gepreciseerd hebben dat de plaatsing onder bewind verband houdt met medische redenen die worden beschreven in een medische verklaring en die in aanmerking worden genomen bij de beslissing om een persoon onder een beschermingsregeling te plaatsen. De voorlegging van die verklaring draagt echter niet bij tot de verbetering van de bescherming van de persoon in geval van een verzoek tot machtiging. Om die reden kan een dergelijke verklaring in dat geval niet worden vereist.

Men dient zich evenwel bewust te zijn van de werkelijke draagwijdte van dat arrest waarin de wetgever enkel verweten wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid voor te schrijven dat een verklaring voorgelegd moet worden. Volgens het Hof moet het niet-voorleggen van een geneeskundige verklaring *in casu* (verzoek tot machtiging van een onder voorlopige bewindvoering geplaatste persoon om beschikkingen onder de levenden of bij testament te kunnen opstellen) niet automatisch tot de niet-ontvankelijkheid van het verzoek leiden. Het Grondwettelijk Hof heeft daarentegen geen kritiek op het feit als zodanig dat een geneeskundige verklaring voorgelegd kan worden. Het Hof erkent dat de rechter in een dergelijk geval over medische gegevens, maar niet noodzakelijk over de geneeskundige verklaring moet beschikken: die gegevens kunnen later naar aanleiding van een medische expertise meegedeeld worden. De bedoeling van de geneeskundige verklaring bestaat in het geven van informatie, niet in het bemoeilijken van de mogelijkheid om een gift te doen.

Zelfs in geval van een verzoek tot machtiging erkent het Grondwettelijk Hof aldus dat de vrederechter moet kunnen beschikken over medische gegevens, die in de geneeskundige verklaring opgenomen zijn.

Hoewel de plaatsing onder rechterlijke bescherming, de wijziging of schrapping van de maatregel, de aanneming van nieuwe maatregelen, enz. een weerslag kunnen hebben op de bekwaamheid van de persoon (zie de bespreking van artikel 64 waarin voorbeelden gegeven worden van situaties waarin er een weerslag is op de bekwaamheid van de persoon), zijn er andere verzoeken die geen weerslag hebben op de bekwaamheid, maar waarvoor het wenselijk is dat de rechter over bepaalde medische gegevens beschikt.

Bijvoorbeeld de verandering van verblijfplaats: dat verzoek om machtiging vanwege de bewindvoerder van de persoon heeft geen weerslag op de bekwaamheid van de persoon, maar de rechter zou kunnen oordelen dat medische gegevens meegedeeld moeten worden, inzonderheid wanneer het erom gaat de beschermde persoon in een rusthuis of in een rust- en verzorgingstehuis op te nemen.

3. In tegenstelling tot het huidige artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt welke gegevens de geneeskundige verklaring minstens moet vermelden, bevat het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek geen enkele minimale vermelding meer, tenzij de beschrijving van “de gezondheidstoestand van de beschermde of te beschermen persoon op grond van de actuele medische gegevens van het patiëntendossier bedoeld in artikel 9 van de wet van 22 augustus 2002 of op grond van een recent onderzoek van de persoon.”

Dat is een overname van het huidige artikel 1241, tweede lid, en derde lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

In de bespreking van het artikel staat dat het huidige artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek vereist dat voor de geneeskundige verklaring “een formulier wordt opgesteld waarin de arts een aantal elementen moet vermelden. Sommige daarvan worden verkeerd begrepen of zijn weinig bekend onder de professionals”. In de bespreking worden de vermeldingen aangehaald die opgenomen zijn in artikel 1241, derde lid, 5° en 6°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Het is juist dat de vermelding in de bepaling onder 6° nutteloos geworden is gelet op de opheffing van artikel 492/5 van het Burgerlijk Wetboek.

De vermelding in de bepaling onder 5° is weinig bekend in de medische wereld. Dat is trouwens de reden die de wetgever ertoe gebracht heeft in artikel 230/3 van de wet van 17 maart 2013 een overgangsbepaling op te nemen.

De andere vermeldingen opgenomen in het huidige artikel 1241, derde lid, 1° tot 4°, van het Gerechtelijk Wetboek doen echter geen problemen rijzen. Het gaat om de volgende vermeldingen:

“Dit standaardformulier vermeldt minstens:

1° of de te beschermen persoon zich kan verplaatsen en, zo ja, indien zulks gelet op zijn toestand aangewezen is;

2° de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon [opgenomen in het ontworpen artikel 1241, eerste lid, tweede zin, van het Gerechtelijk Wetboek];

3° de weerslag van deze gezondheidstoestand op het behoorlijk waarnemen van zijn belangen van vermogensrechtelijke of andere aard. Wat betreft de belangen van vermogensrechtelijke aard, wordt inzonderheid vermeld of de te beschermen persoon nog bij machte is kennis te nemen van de rekenschap van het beheer;

4° de zorgverlening die een dergelijke gezondheidstoestand normaal met zich meebrengt.”

Hoewel het schrappen van de vermeldingen in de bepalingen onder 5° en 6° raadzaam (of voor de bepaling onder 6° zelfs noodzakelijk) kan lijken, lijkt het schrappen van alle minimale vermeldingen in de wet niet noodzakelijk evenredig met het nagestreefte doel, aangezien niet alle vermeldingen problemen doen rijzen. In de wet zou een “minimumdrempel” gehandhaafd kunnen worden, aangezien de Koning, zoals thans het geval is, ermee belast wordt op basis van die “minimumdrempel” een model op te stellen.

4. In het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek gaat het nog steeds om de situatie van spoedeisendheid – die gerechtvaardigd moet zijn (zie het huidige artikel 1241, eerste en vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek) – en om de situatie waarin het absoluut onmogelijk is om een verklaring toe te voegen om redenen die de verzoeker uiteenzet (zie het huidige artikel 1241, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

In het huidige artikel 1241, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek staat evenwel: “als het motief van dringendheid gerechtvaardigd is, (...) stelt de vrederechter een geneesheer-deskundige aan die (...) advies moet uitbrengen over de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon.”

Evenzo preciseert het huidige artikel 1241, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek dat de verzoeker niet alleen uitdrukkelijk moet aangeven waarom hij in de absolute onmogelijkheid verkeert om een geneeskundige verklaring toe te voegen, maar ook moet motiveren waarom een rechterlijke beschermingsmaatregel hem aangewezen lijkt. De vrederechter die bij een uitdrukkelijk met redenen omklede beschikking oordeelt dat aan het vereiste van de absolute onmogelijkheid is voldaan en dat in het verzoekschrift voldoende ernstige redenen worden opgegeven die een beschermingsmaatregel kunnen rechtvaardigen, stelt een geneesheer-deskundige aan die advies uitbrengt over de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon.

Die preciseringen zijn niet meer opgenomen in het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek waarin bijgevolg niet aangegeven wordt wat het vervolg van de procedure is in geval van gerechtvaardigde spoedeisendheid of absolute onmogelijkheid om een geneeskundige verklaring toe te voegen.

Het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek zou in dat opzicht aangevuld moeten worden, tenzij de steller van het voorontwerp daarover nadere uitleg geeft in de bespreking van het artikel.

Artikel 61

Het ontworpen artikel 1242 van het Gerechtelijk Wetboek is onhandig geredigeerd in zoverre daarin bepaald wordt dat de akte “overgezonden” zal worden.

De term “overzenden” heeft immers weinig zin, aangezien de akte nog niet toegezonden is aan de griffier van het vredegerecht waarbij een verzoek tot plaatsing onder bescherming ingediend is.

Artikel 64

1. Het ontworpen artikel 1244 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de rechter het verzoek onderzoekt (cf. artikel 1208, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek) en welke personen opgeroepen kunnen of moeten worden.

2. Luidens paragraaf 2, eerste lid, van het ontworpen artikel 1244 wordt de verzoeker altijd opgeroepen.

Een oproeping, en dus een verschijning, is evenwel niet altijd nuttig, bijvoorbeeld wanneer het erom gaat de bewindvoerder te machtigen een bepaalde handeling te stellen.

De professionele bewindvoerder motiveert in het algemeen zijn verzoek op afdoende wijze, zodat het vaststellen van een zitting niet noodzakelijk is (en bovendien het vervolg vertraagt).

Een zitting bij elk verzoek lijkt derhalve niet echt gerechtvaardigd, des te meer daar het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om de werklast van de vredegerechten te verlichten.

3. Luidens het tweede lid van dezelfde ontworpen paragraaf 2 roept de vrederechter de beschermde of de te beschermen persoon op wanneer het verzoek een mogelijke weerslag heeft op zijn bekwaamheid, tenzij die persoon zich niet kan verplaatsen. Hij kan voornoemde persoon eveneens oproepen in de andere gevallen indien hij het nuttig acht om die persoon te horen.

De steller van het voorontwerp specificeert hier dat de vrederechter weet moet hebben van het feit of de beschermde of de te beschermen persoon zich al dan niet kan verplaatsen. Dat veronderstelt dus dat daarvan in de geneeskundige verklaring gewag wordt gemaakt.

Zoals aangegeven in opmerking 3 bij artikel 60 van het voorontwerp is het vereiste in verband met die vermelding niet langer opgenomen in het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het ontworpen artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek zou dan ook aldus aangepast moeten worden dat het tegemoetkomt aan het ontworpen artikel 1244 van hetzelfde Wetboek.

4. Luidens de ontworpen paragraaf 2, derde lid, kan de rechter de lastgever, de lasthebber, de bewindvoerder of bewindvoerders en de vertrouwenspersoon oproepen, alsook eenieder die hij wenst te horen, inzonderheid de personen die zijn vermeld in artikel 1240 van het Gerechtelijk Wetboek.

De “lastgever” van wie sprake in het ontworpen artikel 1244, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek is in principe een beschermde of te beschermen persoon in het kader van een buitengerechtelijke beschermingsmaatregel, wat betekent dat die al beoogd wordt in het ontworpen artikel 1244, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek en dus verplicht opgeroepen wordt wanneer de maatregel een weerslag heeft op zijn bekwaamheid.

Momenteel bepaalt artikel 1243 van het Gerechtelijk Wetboek dat te beschermen persoon en desgevallend, zijn vader en zijn moeder, zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende en zijn meerderjarige kinderen, voor zover de te beschermen persoon met hen samenleeft, of de persoon met wie de te beschermen persoon een feitelijk gezin vormt opgeroepen worden. Bovendien kunnen de andere familieleden persoonlijk op de zitting verschijnen, kunnen ze vragen gehoord te worden en kunnen ze hun opmerkingen ook schriftelijk tot op de dag van de zitting aan de vrederechter meedelen (de griffier stelt de in het verzoekschrift vermelde familieleden in kennis van de indiening van dat verzoekschrift, alsook van de plaats en het tijdstip waarop de te beschermen persoon zal worden gehoord).

Voortaan zullen die personen, met uitzondering van de beschermde of te beschermen persoon, niet langer verplicht opgeroepen worden en dus ook niet gehoord worden door de vrederechter die uitspraak moet doen.

Die personen zijn evenwel soms het beste geplaatst om de magistraat die uitspraak moet doen, in te lichten over de levenssituatie van de te beschermen persoon.

In het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie zouden die personen eveneens opgeroepen moeten worden wanneer het verzoek “een mogelijke weerslag heeft op de bekwaamheid van de beschermde of de te beschermen persoon”.¹¹

Op die wijze zal de magistraat correct geïnformeerd zijn met betrekking tot de belangen en tot de persoonlijke levenssfeer van de betrokken persoon.

5. Het ontworpen artikel 1244, § 2, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de personen die worden opgeroepen, aldus partij in het geding worden, tenzij zij zich er ter zitting tegen verzetten.

¹¹ In verband met dat begrip wordt verwezen naar opmerking 2 bij artikel 60 van het voorontwerp.

Dat is een weergave van de strekking van de huidige artikelen 1243, § 1, vierde lid, 1246, § 2, vijfde lid, 1250, derde lid, en 1252, § 2, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek. In de huidige bepalingen wordt evenwel vermeld dat de griffier de partijen daarvan in kennis stelt (in de gerechtsbrief).

Teneinde de naleving van de rechten van verdediging van elke partij zo goed mogelijk te waarborgen, zou die verduidelijking overgenomen moeten worden in het ontworpen artikel 1244, § 2, vierde lid.

6. Tot slot wordt in de Franse tekst van het ontworpen artikel 1244 van het Gerechtelijk Wetboek de term “demandeur” gebruikt terwijl in de Franse tekst van de voorgaande bepalingen de term “requérant” wordt gebruikt. Het dispositief moet herzien worden in dat verband.

Artikel 65

1. Het ontworpen artikel 1244/1 van het Gerechtelijk Wetboek heeft dezelfde strekking als het huidige artikel 1242, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Wanneer het verzoek een mogelijke weerslag heeft op de bekwaamheid van de beschermde of de te beschermen persoon kan de griffier, op het tijdstip dat voornoemde persoon partij wordt in het geding, de stafhouder of het bureau voor rechtsbijstand verzoeken om van ambtswege een advocaat aan te wijzen. Dit verzoek om bijstand geschiedt enkel op verzoek van de beschermde of de te beschermen persoon, van elke belanghebbende of van de procureur des Konings.

2. Verwezen wordt naar opmerking 3 bij artikel 60 in verband met het begrip “verzoek dat een mogelijke weerslag heeft op zijn bekwaamheid”.

3. De ontworpen bepaling bevat bovendien een ongerijmdheid.

Het verzoek om een advocaat van ambtswege aan te wijzen, moet uitgaan van de beschermde of te beschermen persoon. De griffier moet vervolgens om de aanwijzing van die advocaat verzoeken “op het tijdstip dat [de beschermde of te beschermen persoon] partij wordt in het geding”.

Luidens het ontworpen artikel 1244, § 2, derde lid, worden de opgeroepen personen door die oproeping partij in het geding.

Wanneer de beschermde of te beschermen persoon evenwel niet de verzoekende partij is, kan het zijn dat hij kennis krijgt van het bestaan van het verzoekschrift middels de oproeping.

Vóór die oproeping wordt hij niet in kennis gesteld van de procedure, zodat hij de griffier niet kan verzoeken om van ambtswege een advocaat aan te wijzen.

4. Bij de ontworpen bepaling wordt bovendien voorzien in de mogelijkheid om voor de beschermde of te beschermen persoon van ambtswege een advocaat aan te wijzen wanneer het verzoek een weerslag kan hebben op diens bekwaamheid.

Het ontworpen artikel 1244, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt nochtans dat, zelfs wanneer het verzoek geen weerslag kan hebben op zijn bekwaamheid, de beschermde of te beschermen persoon opgeroepen kan worden. Waarom zou die in dat geval opgeroepen wordt, geen recht hebben op de bijstand van een advocaat?

Ter naleving van de rechten van verdediging van de beschermde of te beschermen persoon en van zijn recht op een menswaardig leven, zou hij telkens wanneer hij opgeroepen wordt, bijgestaan moeten worden door een van ambtswege aangewezen advocaat en niet uitsluitend wanneer het verzoek een weerslag kan hebben op zijn bekwaamheid.

Het dispositief moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 66

Het ontworpen artikel 1245, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek is een weergave van het huidige artikel 1243, § 2, van het Wetboek in verband met het horen van de beschermde of te beschermen persoon. De beschermde of de te beschermen persoon kan, tot op de dag van de zitting en, indien hij dat wenst, vergezeld van de vertrouwenspersoon, verzoeken om afzonderlijk door de vrederechter te worden gehoord, vóór de andere in het geding betrokken partijen. De beschermde of de te beschermen persoon wordt op een geschikte plaats gehoord. Indien de beschermde persoon of de te beschermen persoon wilsonbekwaam is en de vertrouwenspersoon uiterlijk op de dag van de zitting verzoekt om afzonderlijk in raadkamer te worden gehoord vóór de andere in het geding betrokken partijen, willicht de vrederechter dat verzoek in, tenzij hij bij een met redenen omklede beschikking zijn weigering te kennen geeft.

In het eerste lid van het ontworpen artikel wordt evenwel niet gespecificeerd, in tegenstelling tot in het huidige artikel 1243, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, dat het horen van de beschermde of te beschermen persoon plaatsvindt in raadkamer, terwijl in het derde lid van de ontworpen bepaling nochtans wordt gepreciseerd dat het horen van de vertrouwenspersoon wel plaatsheeft in raadkamer.

Het horen in raadkamer van de beschermde of te beschermen persoon garandeert dat er geen druk kan worden uitgeoefend door eventueel op de zitting aanwezige derden. Het horen in raadkamer kan ook meer “intimiteit” bieden, wat de persoon kan geruiststellen om zijn situatie uit te leggen aan de rechter.

Om het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de beschermde of te beschermen persoon te waarborgen, moet het horen van die persoon gebeuren in raadkamer, zoals dat momenteel het geval is.

Bovendien zou het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie geschonden worden als de beschermde of de te beschermen persoon niet gehoord wordt in raadkamer en de vertrouwenspersoon wel.

Tot slot staan in artikel 757, § 2, eerste lid, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp, als onderdeel van de opgesomde gerechtelijke procedures die moeten plaatsvinden in raadkamer, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, wat inzonderheid “de pleidooien [en] de verslagen” betreft, de gerechtelijke procedures inzake de beschermingsmaatregelen bedoeld in deel IV, boek IV, hoofdstuk X, van het Gerechtelijk Wetboek. Artikel 757, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt zelfs dat de rechter evenwel in elke stand van het geding, naargelang de omstandigheden, de openbaarheid van de debatten kan bevelen, hetzij ambtshalve, hetzij op vraag van het openbaar ministerie of van een partij in het geding, behalve wat de in het eerste lid, 9°, bedoelde procedures betreft.

Artikel 67

1. In het ontworpen artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek worden de bevoegdheden van de vrederechter samengevat en wordt de strekking overgenomen van de huidige artikelen 1244 van het Gerechtelijk Wetboek en 497/6 van het Burgerlijk Wetboek.

2. De formulering van het ontworpen artikel 1246, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek is evenwel stringenter dan de huidige formulering, die zegt dat de rechter zich tot de procureur des Konings “kan” richten (huidig artikel 497/6, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek).

In de bespreking van artikel 67 staat eveneens dat de rechter om de bijstand van een sociale dienst kan verzoeken.

In dezelfde bespreking wordt evenwel vermeld dat de maatregelen dwingend zijn wanneer de beslissing een weerslag zal hebben op de bekwaamheid van de betrokken persoon.

Het ontworpen artikel 1246, § 3, doet eveneens veronderstellen dat, in het kader van paragraaf 2, de maatregelen dwingend zijn.

De steller van het voorontwerp moet zijn bedoeling duidelijker maken: is de tussenkomst verplicht (zie de tekst van het ontworpen artikel 1246, § 2, tweede lid) of facultatief (zie het huidige artikel 497/6, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek)?

3. De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op het feit dat in het ontworpen artikel 1246, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek een “forensisch” psychiater wordt bedoeld, terwijl die precisering niet voorkomt in het ontworpen artikel 1241.

Verwezen wordt eveneens naar opmerking 1 bij artikel 60.

4. Luidens het ontworpen artikel 1246, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek kan of moet de vrederechter zich begeven naar de verblijfplaats van de beschermde of de te beschermen persoon of naar de plaats waar hij zich bevindt.

Aangezien de rechter de mogelijkheid dan wel de verplichting heeft om zich te begeven naar de plaats waar de beschermde of de te beschermen persoon zich bevindt, dient erin te worden voorzien dat, zoals dat momenteel het geval is, in de geneeskundige verklaring opgegeven wordt of de persoon zich kan verplaatsen of niet. Verwezen wordt op dat punt naar opmerking 3 bij artikel 60 en naar opmerking 3 bij artikel 64.

Artikel 70

Het ontworpen artikel 1248 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de rechter kan afwijken van de regels inzake de kosten en uitgaven bedoeld in de artikelen 1017 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

In de bespreking van het artikel staat dat zulks gerechtvaardigd is omdat er “strikt genomen (...) geen sprake [is] van een in het ongelijk gestelde partij”.

Er zou dan ook niet in voorzien mogen worden dat de rechter “kan afwijken” van de regels inzake de kosten en uitgaven. In plaats daarvan zou beslist moeten worden dat de artikelen 1017 en volgende niet van toepassing zijn aangezien er geen in het ongelijk gestelde partij is. Aangezien het huidige artikel 1242 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de tenlasteneming van de kosten regelt, wordt opgeheven door de vervanging ervan bij een andere bepaling (artikel 61 van het voorontwerp), moet bovendien die regel inzake de tenlasteneming van de kosten en uitgaven in het ontworpen artikel 1248 opgenomen worden.

Het voorontwerp moet aangevuld worden in die zin. Men zou zich in dat verband kunnen baseren op de huidige tekst van artikel 1242 van het Gerechtelijk Wetboek.

De bespreking van het artikel moet in ieder geval aangepast worden.

Artikel 71

Het ontworpen artikel 1249 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat op verzoek van de beschermde of de te beschermen persoon de beschikking gegeven wordt in raadkamer.

Momenteel worden de beschikkingen van rechtswege gegeven in raadkamer (artikel 1029 van het Gerechtelijk Wetboek, dat van overeenkomstige toepassing is).

Teneinde het recht op de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van de persoon zoveel mogelijk te garanderen, zouden de beschikkingen, zoals dat momenteel het geval is, altijd in raadkamer uitgesproken moeten worden.

Artikel 72

Het ontworpen artikel 1249/1 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de beschikkingen uitvoerbaar zijn bij voorraad, niettegenstaande voorziening en zonder borgstelling, tenzij de rechter anders heeft beslist. In afwijking van artikel 1047, eerste lid, kan tegen deze beschikkingen geen verzet worden gedaan, behalve door de beschermde persoon wanneer de beschikking een weerslag op zijn bekwaamheid heeft.

Het doel is om het verzet te beperken tot de beschermde persoon wanneer de beslissing een weerslag heeft op diens bekwaamheid. *A contrario* kan de beschermde persoon, wanneer de beslissing geen weerslag heeft op zijn bekwaamheid, geen verzet doen. Hij behoudt de mogelijkheid om in hoger beroep te gaan (zoals de andere partijen).

De formulering is niet adequaat sinds artikel 1047, eerste lid, gewijzigd is bij de wet van 6 juli 2017 ‘houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijke [sic] recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’. Thans kan alleen tegen een in laatste aanleg gewezen vonnis verzet worden gedaan.

De beschikkingen inzake de bescherming van meerderjarige personen die gewezen worden door de vrederechter, worden echter nooit gewezen in laatste aanleg, aangezien hoger beroep mogelijk is. Zodoende is er geen “afwijking van artikel 1047, eerste lid”.

In werkelijkheid, en om de wens van de steller van het voorontwerp in acht te nemen, moet uit de formulering naar voren komen dat, in afwijking van artikel 1047, eerste lid, tegen de bij verstek gewezen beschikking die een weerslag heeft op de bekwaamheid van de beschermde of de te beschermen persoon, altijd verzet kan worden gedaan, maar uitsluitend door de beschermde of de te beschermen persoon.

Artikel 73

1. Het ontworpen artikel 1249/2 van het Gerechtelijk Wetboek regelt de kennisgeving van de beslissing.

Het neemt de strekking over van de artikelen 1030 en 1245, derde en vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Bepaald wordt dat de beslissing ter kennis wordt gebracht van de bewindvoerders en van de vertrouwenspersoon.

Het is echter mogelijk dat meerdere vertrouwenspersonen aangewezen zijn, net zoals het mogelijk is om meerdere bewindvoerders aan te wijzen.

Aangezien er uitgegaan wordt van meerdere bewindvoerders, zou er ook sprake moeten zijn van meerdere vertrouwenspersonen.

3. De bewindvoerders en de vertrouwenspersoon worden in kennis gesteld van de beschikkingen, zelfs wanneer ze geen partij zijn in het geding.

Vervolgens wordt bepaald dat de termijn om beroep aan te tekenen loopt vanaf deze kennisgeving.

Betekent dit dat de bewindvoerders en de vertrouwenspersoon, hoewel ze geen partij zijn in het geding, toch beroep zouden kunnen instellen tegen de beslissing?

Zou er overigens niet eerder moeten worden bepaald dat het de termijn is om de rechtsmiddelen aan te wenden (met inbegrip van het verzet) die loopt vanaf die kennisgeving?

De steller van het voorontwerp moet zijn bedoeling verduidelijken.

4. De vraag rijst waarom de kennisgeving moet gebeuren binnen de drie dagen, terwijl bij artikel 32 van de wet van 25 mei 2018 'tot vermindering en herverdeling van de werklust binnen de rechterlijke orde' artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek aldus gewijzigd is dat daarin voorzien wordt in een kennisgeving, bij gewone brief, aan elke partij, of, in voorkomend geval, aan hun advocaten, een niet ondertekend afschrift van de beslissing binnen vijf dagen na de uitspraak van de beslissing.

5. Het ontworpen artikel 1249/2, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt thans dat de termijn om beroep in te stellen loopt vanaf deze kennisgeving (zie evenwel opmerking 3).

Ter naleving van de rechten van de verdediging en om het transparantiebeginsel in acht te nemen, zou door de griffie in de kennisgeving melding gemaakt moeten worden van die precisering (naar analogie met het feit dat door de oproeping de opgeroepen personen partij worden in het geding, wat vermeld zou moeten worden door de griffie).

6. Ten slotte ontvangt de vertrouwenspersoon, momenteel, een niet ondertekend afschrift van de beslissing terwijl, luidens het ontworpen artikel, de vertrouwenspersoon de beschikking ontvangt.

Omgekeerd ontvangt de beschermde persoon, luidens het ontworpen artikel, een niet ondertekend afschrift van de beslissing.

De steller van het voorontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen rechtvaardigen, anders moet het dispositief herzien worden.

Artikel 75

Het ontworpen artikel 1249/3 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de in artikel 1239 bedoelde verzoekschriften neergelegd worden via het in artikel 1253/2 bedoelde register. De als bijlage bijgevoegde stukken bij de verzoekschriften worden neergelegd ter griffie of neergelegd via het register.

Zo zou het verplicht gebruik van het pas gecreëerde geïnformatiseerd register om de verzoekschriften in te dienen, een te groot obstakel kunnen vormen dat de toegang tot de rechter zou kunnen belemmeren.

De steller van het voorontwerp is er zich van bewust dat de automatische veralgemening van het register niet geschikt is voor alle situaties.

Zo is het gebruik van het register niet verplicht voor wie geen juridisch beroep beoefent. Er is voorzien in een oproepings- en kennisgevingsprocedure op papier (ontworpen artikel 1249/5 van het Gerechtelijk Wetboek).

Zo zullen ook de bijlagen nog altijd ingediend kunnen worden bij de griffie van het vredegerecht. In voorkomend geval zal de griffie de documenten en stukken die worden meegedeeld of die worden neergelegd langs een andere weg dan het register, moeten converteren (ontworpen artikel 1249/6 van het Gerechtelijk Wetboek).

Om de toegang tot de rechter te waarborgen, verdient het voorkeur om niet alleen voor de stukken en documenten maar ook voor de verzoekschriften te voorzien in hetzelfde conversiemechanisme door de griffie.

Hoewel de informatisering van justitie wenselijk is en aangemoedigd wordt, mag echter niet uit het oog worden verloren dat, in het kader van een beschermingsmaatregel van kwetsbare personen, de (menselijke, financiële en psychologische) capaciteiten en middelen van de betrokken personen soms beperkt zijn. Ze hebben niet altijd toegang tot die informatisering en beschikken niet altijd over de vereiste kennis en competenties om met een computer overweg te kunnen.

Dat geldt eveneens voor de bewindvoerders die aangewezen zullen worden. Er wordt voorrang gegeven aan de naaste omgeving van de beschermde persoon. De eventueel aangewezen familiale bewindvoerder zal niet noodzakelijkerwijs over de vereiste competenties beschikken om een verzoekschrift via het register in te dienen, zelfs al is hij volledig handelingsbekwaam. In dat verband zou de familiale bewindvoerder kunnen weigeren zich in te schrijven in het register. In dat geval zal hij zijn verslagen moeten indienen op papier. Waarom zou de bewindvoerder een verzoekschrift verplicht via het recent gecreëerde register moeten indienen, terwijl hij zijn verslagen mag indienen op papier?

Gelet op het evenredigheidsbeginsel moet de bijzondere beschermingsdoelstelling, die inherent is aan het voorontwerp, voorrang hebben op de wens om het rechtswezen te informatiseren, zodat voorzien moet worden in een alternatief voor het gebruik van het register voor het indienen van het verzoekschrift, net als voor andere situaties.

Artikel 77

Bij het ontworpen artikel 1249/5 van het Gerechtelijk Wetboek worden de regels inzake kennisgeving vastgelegd wanneer die niet op elektronische wijze gebeurt en deze wijze niet is opgelegd overeenkomstig de regels van het Gerechtelijk Wetboek.

In de bespreking wordt vermeld dat dit artikel de te volgen regels voor de kennisgeving door de griffie omvat, wanneer die kennisgeving niet via de elektronische weg gebeurt.

Zoals reeds opgemerkt is met betrekking tot artikel 75, zullen particulieren nochtans niet verplicht zijn om het register te gebruiken.

Dat zal met name het geval zijn indien de familiale bewindvoerder zich niet zou willen inschrijven in het register.

In het ontworpen artikel 1249/5 van het Gerechtelijk Wetboek zouden de op de particulieren toepasselijke regels vastgelegd moeten worden, bijvoorbeeld wanneer ze de verschillende in te dienen verslagen moeten “mededelen” (volgens de nieuwe, door de steller van het voorontwerp gehanteerde formulering). Hoe zal die mededeling tot stand komen? Zal het gemeen gerechtelijk recht van toepassing zijn? Zal de mededeling kunnen geschieden middels verplichte indiening bij de griffie, per gewone post, bij aangetekende brief of per e-mail? Zou de mededeling misschien zelfs mondeling kunnen geschieden, aangezien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om de term “schriftelijk” te weren uit alle bepalingen met betrekking tot de in te dienen verslagen?

De steller van de tekst is zich bewust van die mogelijkheid, aangezien in de bespreking van artikel 78 vermeld wordt dat bepaalde documenten of stukken nog steeds in papieren vorm kunnen worden neergelegd ter of verzonden aan de griffie, inzonderheid wanneer zij afkomstig zijn van particulieren die niet zijn ingeschreven in het register.

Ter wille van de rechtszekerheid moet de tekst met betrekking tot die kwesties verduidelijkt worden.

Wellicht zou het volstaan om, in paragraaf 4, het woord “kennisgevingen” te vervangen door het woord “mededelingen”.

Artikel 80

Het ontworpen artikel 1250 van het Gerechtelijk Wetboek is een weergave van het huidige artikel 1249 van het Gerechtelijk Wetboek inzake de bekendmaking van de beslissing in het *Belgisch Staatsblad*: elke beslissing waarbij een beschermingsmaatregel wordt bevolen, beëindigd of gewijzigd, wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* door toedoen van de griffier.

In het tweede lid van de ontworpen bepaling wordt de termijn vastgesteld: de bekendmaking geschiedt binnen vijftien dagen na de beslissing waarbij een beschermingsmaatregel wordt bevolen; de ambtenaren aan wie het verzuim of de vertraging te wijten is, worden aansprakelijk gesteld ten aanzien van de betrokkenen indien vaststaat dat het verzuim of de vertraging te wijten is aan een collusie.

Dat is conform het huidig recht, behalve wat de aanvang van de termijn van 15 dagen betreft, die niet langer de datum van de aanvaarding door de bewindvoerder is.

De verwijzing naar “de beslissing waarbij een beschermingsmaatregel wordt bevolen” is niet adequaat, aangezien de bekendmaking eveneens de beslissingen betreft die een einde maken aan de beschermingsmaatregel. In dat geval wordt geen beschermingsmaatregel bevolen.

Het dispositief moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 83

1. Artikel 1253 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangepast teneinde rekening te houden met de informatisering van de procedure. Voortaan zal het administratief dossier niet langer op papier bijgehouden worden op de griffie van het vrederecht, maar wel in het centraal register van de bescherming van de personen.

2. Aangezien het register “centraal” is, waarom wordt dan in het vierde lid van het ontworpen artikel 1253 van het Gerechtelijk Wetboek bepaald dat de griffier het administratief dossier meedeelt aan de nieuw bevoegde vrederechter overeenkomstig artikel 628, 3°? Is die mededeling in dit geval wel noodzakelijk, aangezien het register “centraal” is?

3. De opheffing van de woorden “op de griffie” bij artikel 83, c), van het voorontwerp bevestigt dat het administratief dossier niet meer op papier aanwezig zal zijn op de griffie. Hoe kan de griffie in dat geval een dossier meedelen aan de nieuwe griffie?

Die opmerking hangt af van de concrete uitwerking van het centraal register, die zal gebeuren krachtens een nog niet vastgesteld koninklijk besluit.

4. Moeten, ter wille van de rechtszekerheid, de woorden “op de griffie” in het derde lid van artikel 1253 van het Gerechtelijk Wetboek ten slotte niet vervangen worden door de woorden “in het register”, in plaats van deze op te heffen?

Artikel 84

Artikel 1253/1 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de gevallen beschrijft waarbij inzage in het administratief dossier wordt verleend en afschriften van het administratief dossier kunnen bekomen worden, wordt aangepast rekening houdend met de informatisering van het dossier en het eenvormig maken van de procedure.

Er wordt op gewezen dat in de bespreking van artikel 84 van het voorontwerp verwezen wordt naar de bespreking van datzelfde “artikel 84”. De bespreking moet derhalve herzien worden.

Meer fundamenteel, waarom een recht op inzage van het administratief dossier behouden als dat administratief dossier bijgehouden wordt in elektronische vorm en dus door elke betrokkene bij het dossier ingezien zou kunnen worden?

Het ontworpen artikel 1253/4, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek lijkt overigens te bevestigen dat de betrokken personen toegang hebben tot de voor hen relevante gegevens van het register.

Die opmerking hangt af van de concrete uitwerking van het centraal register, die zal gebeuren krachtens een nog niet aangenomen koninklijk besluit.

Artikelen 86 tot 91

1. Het ontworpen artikel 1253/3 van het Gerechtelijk Wetboek is klaarblijkelijk uitgewerkt in het licht van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’. Sedert 25 mei 2018 is die wet evenwel opgeheven door de AVG, hetgeen ook bevestigd wordt in artikel 275, eerste lid, van het ontwerp van wet ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’.¹²

Het dispositief behoort derhalve in zijn geheel te worden herzien in het licht van de nieuwe toepasselijke wettelijke verplichtingen. Daarbij moet onder andere rekening gehouden worden met het feit dat de AVG onmiddellijk van toepassing is.

Er moet inzonderheid op gewezen worden dat:

– voortaan een “functionaris voor gegevensbescherming” en niet een “aangestelde voor de gegevensbescherming” moet worden aangewezen door de verwerkingsverantwoordelijke (zie artikel 37, lid 1, a), van de AVG); de taken van laatstgenoemde worden overigens gedefinieerd in artikel 39 van de AVG;

¹² Parl. St. Kamer, 2017-18, nr. 3126/001 ; zie ook artikel 109 van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’.

– zoals al gesteld is aan het begin van dit advies in het kader van het onderzoek van de voorafgaande vormvereisten, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer overigens vervangen is door de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

– de verplichting om de persoon in te lichten wier persoonsgegevens verwerkt worden, geregeld is bij de artikelen 13 en 14 van de AVG;

– de onafhankelijkheid van de functionaris voor de gegevensbescherming wordt geregeld bij artikel 38, lid 3, van de AVG.

2. Het beginsel van wettelijkheid en voorzienbaarheid¹³ dat ten grondslag ligt aan de bescherming van het recht op eerbiediging van het privéleven, vereist hoe dan ook in de verplichting dat alle categorieën van personen die toegang kunnen hebben tot de verwerkte gegevens gedefinieerd moeten worden bij een wetgevende bepaling.

Bijgevolg is de machtiging die bij artikel 1253/4, § 1, tweede lid, aan de Koning wordt verleend, niet aanvaardbaar.

3. In het ontworpen artikel 1253/6 wordt het volgende bepaald: “Na afloop van deze termijn (van vijf jaar) worden de gegevens naar het Rijksarchief overgebracht”.

In verband met de archivering van persoonsgegevens die voor verwerking in aanmerking komen heeft het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 108/2016 van 14 juli 2016, het volgende geoordeeld:

“B.113.3. Krachtens artikel 44/10, § 1, tweede lid, van de wet op het politieambt, dienen de persoonsgegevens en de informatie te worden gewist na afloop van de voor archivering voorgeschreven termijn van 30 jaar “onverminderd de archiefwet van 24 juni 1955” . Rekening houdend met de in B.110 vermelde rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, moet die bepaling in die zin worden geïnterpreteerd dat de uitwissing van de persoonsgegevens en informatie de regel is en dat slechts in uitzonderlijke gevallen - ingegeven door de doelstellingen die met de Archiefwet worden nagestreefd - kan worden overgegaan tot het verzenden van informatie uit de A.N.G. aan het Rijksarchief. Uit de in B.113.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat ter zake met het Rijksarchief akkoorden dienen te worden gesloten.

Na het verzenden van de desbetreffende informatie aan het Rijksarchief, kunnen de persoonsgegevens die daarvan deel uitmaken, niet langer worden beschouwd als gegevens waarvan de verwerking noodzakelijk is voor doeleinden van gerechtelijke of bestuurlijke politie. Dit brengt met zich mee dat de verwerking ervan in het Rijksarchief slechts mogelijk is in zoverre de ter zake geldende regels van de Archiefwet en de Privacywet worden nageleefd.

¹³ Zie in dat verband, inzonderheid advies 63.202/2, op 26 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het wetsontwerp ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG’ (Parl. St. Kamer 2017-18, nr. 54-3185/001).

Onder voorbehoud van die interpretatie, is het niet zonder redelijke verantwoording dat informatie uit de A.N.G. kan worden overgezonden aan het Rijksarchief.

[...]

B.115.8. Om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in B.113.3, moeten de in artikel 44/11/2, § 7, van de wet op het politieambt vervatte woorden “onverminderd de archiefwet van 24 juni 1955” in die zin worden begrepen dat de uitwissing van de in de basisgegevensbanken vervatte persoonsgegevens en informatie de regel is en een overzending van informatie aan het Rijksarchief slechts mogelijk is in uitzonderlijke gevallen en met naleving van de in B.113.3 vermelde voorwaarden”.

Overeenkomstig die rechtspraak is het uitwissen van persoonsgegevens en informatie de regel en is het slechts in uitzonderlijke gevallen – die te maken hebben met de doelstellingen die met de Archiefwet worden nagestreefd – mogelijk informatie van het register naar het Rijksarchief over te zenden.

In het ontworpen artikel 1253/6 van het Gerechtelijk Wetboek mag derhalve niet worden voorzien in de systematische overbrenging van gegevens van het register naar het Rijksarchief.

De voorliggende bepaling dient in het licht van deze opmerking herzien te worden.

Artikel 97

Bij artikel 97 wordt artikel 230/ 3, van de wet van 17 maart 2013 opgeheven.

In die overgangsbepaling wordt het volgende gesteld: “Tot 1 september 2017, is, in afwijking van artikel 1241, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de vermelding van de in het derde lid, 5°, van hetzelfde artikel bedoelde gegevens niet voorgeschreven op straffe van niet-ontvankelijkheid van het verzoekschrift”.

Die overgangsbepaling heeft geen uitwerking meer sedert 1 september 2017. Artikel 97 van het voorontwerp is derhalve niet relevant en moet vervallen.

Artikel 99

1. Artikel 99 van het voorontwerp dient zich aan als een overgangsbepaling voor artikel 19 van het voorontwerp.

2. Bij het lezen van de bespreking en van de bepaling zelf van artikel 99 van het voorontwerp laat het zich aanzien dat de overgangsbepaling in feite betrekking heeft op artikel 18 van het voorontwerp, dat is de bepaling waarin een grond voor onverenigbaarheid wordt toegevoegd wat de functies van de bewindvoerder betreft.

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden verbeterd.

3. Krachtens die vooropgestelde overgangsbepaling zal die nieuwe grond voor onverenigbaarheid wat de functies van de bewindvoerder betreft enkel van toepassing zijn voor de bewindvoerders “aangesteld na de inwerkingtreding van de wet”.

Aldus kunnen de bewindvoerders die thans aangesteld zijn en “die de hoedanigheid hebben van persoonlijk assistent en waarvan de tussenkomst geregeld werd door een persoonlijk-assistentiecontract overeenkomstig artikel 12 van het Besluit van de Vlaamse regering van 15 december 2000 ‘houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning van een persoonlijke-assistentiebudget aan personen met een handicap’,” hun taken blijven vervullen na de inwerkingtreding van de wet.

Er behoort opgemerkt te worden dat in artikel 490/1, §1, 2°, van het Burgerlijk Wetboek gepreciseerd wordt dat personen die krachtens artikel 496/6 geen bewindvoerder mogen zijn, niet als buitengerechtelijke lasthebbers mogen optreden.

Ter wille van de rechtszekerheid behoort de overgangsbepaling die vervat ligt in artikel 99 uitgebreid te worden tot de buitengerechtelijke lasthebbers die aangesteld zijn vóór de inwerkingtreding van de wet en “die de hoedanigheid hebben van persoonlijk assistent en waarvan de tussenkomst geregeld werd door een persoonlijk-assistentiecontract overeenkomstig artikel 12 van het Besluit van de Vlaamse regering van 15 december 2000”.

De nieuwe regel inzake onverenigbaarheid zou aldus enkel betrekking hebben op de gevallen waarbij een buitengerechtelijke lasthebber aangesteld wordt na de inwerkingtreding van de wet.

Artikel 100

1. Artikel 100 van het voorontwerp is een overgangsbepaling die in verband moet worden gebracht met de ontworpen artikelen 1241 en 1246 van het Gerechtelijk Wetboek.

Zolang het koninklijk besluit waarvan sprake is in artikel 1241, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek niet vastgesteld is, welk besluit de procedures en de voorwaarden vastlegt voor de erkenning van de artsen die een geneeskundige verklaring kunnen afgeven overeenkomstig dat artikel 1241 van het Gerechtelijk Wetboek, kunnen niet erkende artsen eveneens een omstandige geneeskundige verklaring afgeven als bedoeld in artikel 1241 en aangewezen worden om een advies uit te brengen als bedoeld in artikel 1246, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

Onder voorbehoud van de belangrijke opmerking nr. 1 met betrekking tot artikel 60, behoort het volgende te worden opgemerkt.

2. Het verdient aanbeveling om te voorzien in een extra termijn die de artsen de mogelijkheid biedt om die erkenning aan te vragen. Door louter te verwijzen naar de vaststelling van het koninklijk besluit impliceert dat zodra het koninklijk besluit is vastgesteld, alleen de erkende artsen (en psychiaters) de verklaring kunnen opstellen.

3. De artsen moet de tijd gegeven worden om die erkenning te verkrijgen omdat anders de toegang tot de rechter beperkt wordt en het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken persoon geschonden wordt.

Artikel 101

1. In artikel 101 van het voorontwerp wordt voorzien in een “dubbele” inwerkingtreding van de bepalingen van het voorontwerp.

2.1. De artikelen 76, 77, 79 en 84, a), treden in werking “op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2020”.

Uit de bespreking van artikel 101 van het voorontwerp valt af te leiden dat het in feite gaat om de artikelen 75, 76, 78 en 83, a), van het voorontwerp, met andere woorden de artikelen die handelen over het centraal register en over de informatisering van de procedure.

Het dispositief moet in die zin worden aangepast.

2.2. Naar aanleiding van die informatisering van de procedure brengen heel wat andere bepalingen van het voorontwerp bovendien wijzigingen aan in de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek (onder andere de mededeling van de verslagen door de bewindvoerders).

Ter wille van de rechtszekerheid zou er ook in een overgangsmaatregel moeten worden voorzien met betrekking tot die mededelingen.

Het ontworpen artikel 1249/5 van het Gerechtelijk Wetboek is niet voldoende, aangezien deze bepaling betrekking heeft op de kennisgevingen en oproepingen door de griffie van het vrederecht wanneer dit niet langs elektronische weg kan gebeuren.

3. De andere bepalingen van deze wet treden in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gelet op het feit dat die overgangsbepaling ingevoegd is in titel II van het voorontwerp, moet de bedoeling van de steller van de tekst nader toegelicht te worden: heeft de overgangsbepaling betrekking op alle bepalingen van de wet of slechts op de bepalingen van die titel II ?

Artikel 111

1. Artikel 330 van het Burgerlijk Wetboek wordt aangevuld teneinde te voorzien in een nieuwe aanvangsdatum voor de vordering tot betwisting van een erkenning door de persoon die het vaderschap, het moederschap of het meemoederschap opeist.

De vordering kan worden ingesteld binnen één jaar na de ontdekking van het feit dat die persoon de vader of de moeder van het kind is. Een nieuwigheid in het ontwerp bestaat erin dat die vordering ook kan worden ingesteld binnen het jaar nadat die persoon

kennis heeft genomen van de erkenning, indien deze plaatsvindt na de ontdekking van het feit dat hij of zij de vader, de moeder of de meemoeder van het kind is.

2. Grammaticaal zijn de woorden “qu’il ou elle” in de Franse tekst een verwijzing naar “la personne qui revendique”, zodat het terminologisch correcter zou zijn om de woorden “qu’elle” te bezigen.

3. Voorts strekt het ontworpen artikel 111, 2°, ertoe het “vijfde lid” van artikel 330, § 1, van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen.

Er is evenwel geen vijfde lid in artikel 330, § 1, zodat artikel 111 van het voorontwerp aldus aangepast moet worden dat daarin *de facto* verwezen wordt naar het vierde lid, tweede zin, van artikel 330, § 1, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 113

Het ontworpen artikel 25, § 1, van de wet van 1 juli 2006 ‘tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het vaststellen van de afstamming en de gevolgen ervan’ strekt ertoe het betwisten van een erkenning of een vermoeden van vaderschap mogelijk te maken binnen het jaar nadat de persoon kennis genomen heeft van de erkenning, indien deze plaatsvindt “na de inwerkingtreding”.

In de overgangsbepaling wordt evenwel niet gepreciseerd over welke inwerkingtreding het gaat.

Gaat het om de inwerkingtreding van de wet van 1 juli 2006 ? In dat geval is de termijn van een jaar reeds verlopen, aangezien de wet in werking getreden is op 1 juli 2007.

Het kan slechts gaan om de inwerkingtreding van de wet waarop dit voorontwerp betrekking heeft. De tekst moet in die zin aangepast worden.

Artikelen 114 tot 116

Duidelijkheidshalve dient geschreven te worden dat de termijn van een jaar, waarvan sprake is in de artikelen 114 tot 116 een aanvang neemt op de datum van de inwerkingtreding van “Titel 3” in plaats van op de datum van inwerkingtreding “van deze wet”.

Artikel 114

Artikel 114 regelt het overgangsrecht van artikel 318, §2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals het ontworpen is in artikel 104 van het voorontwerp.

De bespreking van deze bepaling in de Nederlandse en in de Franse tekst van het voorontwerp loopt niet gelijk. In de Franse tekst van de bespreking is er sprake van “un enfant né avant le 1^{er} juillet 2007”, terwijl in de Nederlandse tekst een “kind geboren na 1 juli 2007” staat.

De bespreking moet worden herzien.

Artikelen 117 en 118

De artikelen 117 en 118 strekken tot wijziging respectievelijk van de artikelen 335, § 4, en 335ter, § 3, van het Burgerlijk Wetboek teneinde een meerderjarig kind de mogelijkheid te bieden om een nieuwe familienaam te kiezen bij de vaststelling van een nieuwe afstammingsband. De regeling is vergelijkbaar met die welke geldt voor de minderjarige kinderen.

Voor beide bepalingen is in geen enkele overgangsbepaling voorzien, zodat die bepalingen enkel van toepassing zullen zijn in de gevallen die zich voordoen nadat die bepalingen in werking getreden zullen zijn.

De steller van het voorontwerp dient zich ervan te vergewissen of dit wel de bedoeling is.

Artikel 123

Artikel 123 strekt tot wijziging van artikel 2 van de wet van 15 mei 1987 ‘betreffende de namen en voornamen’ teneinde de regels te verduidelijken voor het instellen van een vordering wanneer een niet-ontvoogde minderjarige verzoekt om een voogd *ad hoc* aan te stellen die hem kan bijstaan bij het verzoek tot voornaamswijziging.

De wijziging heeft evenwel geen betrekking op het derde lid van dat artikel zoals vermeld wordt in artikel 123 van het voorontwerp, maar wel op het vijfde lid van dat artikel 2.

Er behoort eveneens opgemerkt te worden dat artikel 2 van de wet van 15 mei 1987 zal vervangen worden door artikel 119 van de wet van 18 juni 2018, dat in werking treedt op 1 augustus 2018. Het zou bijgevolg logischer zijn nu al met deze nieuwe versie van dit artikel 2 rekening te houden.

Er dient opnieuw opgemerkt te worden dat, wat de artikelen 119 tot 123 van het voorontwerp betreft, er in geen enkele overgangsbepaling voorzien wordt, zodat de wijzigingen enkel van toepassing zullen zijn voor de gevallen die zich voordoen nadat die bepalingen in werking getreden zijn.

De steller van het voorontwerp dient zich ervan te vergewissen of dit wel de bedoeling is.

Artikelen 124 en 126

1. Het ontworpen artikel 164 van het Burgerlijk Wetboek verleent de familierechtbank de bevoegdheid om het verbod voor aanverwanten als bedoeld in artikel 161 alsmede het in artikel 163 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde verbod op te heffen. De procedure wordt op eenzijdig verzoekschrift ingesteld door een van de toekomstige echtgenoten.

In de bepaling wordt gesteld dat de rechtbank uitspraak doet na de partijen te hebben opgeroepen en na het advies van de procureur des Konings ter zake te hebben ingewonnen.

2. Aangezien het gaat om een op eenzijdig verzoekschrift ingestelde procedure, is het begrip “partijen” hier niet op zijn plaats en dient dit vervangen te worden door “toekomstige echtgenoten”.

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt met betrekking tot artikel 353-13 van het Burgerlijk Wetboek zoals het gewijzigd is bij artikel 126 van het voorontwerp.

3. De tweede zin van het ontworpen artikel 164, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek hoort veeleer thuis in het Gerechtelijk Wetboek, aangezien deze een procedurekwestie regelt.

Artikel 127

Het ontworpen artikel 629*bis*, § 2/2, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt de territoriale bevoegdheid van de familierechtbank wat betreft de vorderingen tot opheffing van het verbod een huwelijk aan te gaan bedoeld in de artikelen 164 en 353-13 van het Burgerlijk Wetboek. Het betreft de familierechtbank van de woonplaats, of bij ontstentenis daarvan, van de verblijfplaats van een van de toekomstige echtgenoten. Indien de toekomstige echtgenoten geen woonplaats of verblijfplaats hebben in België, is de familierechtbank te Brussel bevoegd om kennis te nemen van de vordering.

Volgens de bespreking van die bepaling heeft de steller van het voorontwerp gesteund op artikel 629*bis*, § 2/1, van het Gerechtelijk Wetboek. In die bepaling wordt evenwel gepreciseerd dat het begrip “gewone verblijfplaats” moet worden opgevat in de zin van artikel 4, § 2, van het Wetboek van Internationaal privaatrecht.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn om het ontworpen artikel 629*bis*, § 2/2, van het Gerechtelijk Wetboek aldus aan te vullen dat daarin op dezelfde wijze verwezen wordt naar het begrip “gewone verblijfplaats” als bedoeld in artikel 4, § 2, van het Wetboek van internationaal privaatrecht.

Artikel 131

1. De steller van het voorontwerp mag zonder nadere toelichting niet voorzien in een machtiging om van het verzoek om akkoord met betrekking tot de buitengewone kosten “op elektronische wijze” kennis te geven, waarbij bovendien alleen de “aangetekende brief” of het “faxbericht” in aanmerking genomen wordt als papieren verzending.

Daar het in het belang van de partijen is om te beschikken over een zekere datum van kennisgeving, dienen de elektronische verzendingen beperkt te worden tot die waaraan een vaste datum van verzending gekoppeld is met inachtneming van verordening nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 ‘betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG’.

Fundamentele stelt de afdeling Wetgeving zich, in het licht van het evenredigheidsbeginsel en van het recht op eerbiediging van het familie- en gezinsleven, vragen bij de relevantie van de regeling waarin de voorliggende bepaling voorziet en die erin bestaat te preciseren dat er sprake is van een voorafgaand akkoord inzake de evaluatie van de buitengewone kosten enkel en alleen door het stilzwijgen van de betrokken ouder gedurende acht dagen, zelfs al kan die termijn verlengd worden tot dertig dagen tijdens de schoolvakanties van minstens één week of meer.

Deze vraag is des te prangender daar het niet zeker is dat, gelet op de concrete omstandigheden die gepaard gaan met de uitvoering van die bepaling, dat criterium van de schoolvakanties wel echt relevant is.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht.

2. Overeenkomstig het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dienen, naast de verzending van een aangetekende brief, alle mogelijke verzendingswijzen in aanmerking genomen te worden waarbij een vaste datum opgegeven wordt.

Artikel 132

1. Artikel 132, 1°, past artikel 1321, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek aldus aan dat daarin bepaald wordt dat de motiveringsplicht van toepassing is op de rechterlijke beslissingen, maar voortaan ook op de overeenkomsten tussen partijen, meer in het bijzonder de overeenkomsten die voorafgaan aan een echtscheiding door onderlinge toestemming. De eerste zin van die bepaling (“Behoudens akkoord van de partijen over het bedrag van de onderhoudsbijdrage in het belang van het kind, vermeldt elke rechterlijke beslissing die de onderhoudsbijdrage vaststelt op grond van artikel 203, § 1, van het Burgerlijk Wetboek volgende elementen”) wordt derhalve vervangen door “Elke rechterlijke beslissing en elke overeenkomst die een onderhoudsbijdrage vaststelt op grond van artikel 203, § 1, van het Burgerlijk Wetboek vermeldt volgende elementen :”.

2. In de Franse tekst van artikel 132, 2°, van het voorontwerp is er sprake van de term “juge” die gebezigd zou worden in paragraaf 1, 1°, van artikel 1321 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die term is evenwel bij de wet van 30 juli 2013 ‘betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank’ vervangen door de bewoordingen “le tribunal de la famille”.

De ontworpen bepaling moet in die zin worden aangepast.

3. Artikel 132, 3°, van het voorontwerp past paragraaf 2 van artikel 1321 van het Gerechtelijk Wetboek aldus aan dat daarin wordt bepaald: “de familierechtbank of de overeenkomst verduidelijkt” de elementen waarvan sprake is in die bepaling.

In artikel 1321, § 2, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, is er evenwel nog steeds sprake van de familierechtbank wanneer bepaald wordt “op welke manier zij de in § 1 bedoelde elementen in acht genomen heeft”. Het woord “zij” moet vervangen worden aangezien het voortaan ofwel gaat om de familierechtbank, ofwel om de overeenkomst.

4. Het is tot slot ook van belang op te merken dat de wijziging waarvan sprake is in artikel 132, 5°, toepassing moet vinden op de twee leden van artikel 1321, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 141

1. Teneinde ervoor te zorgen dat de betrokken rechtspersonen niet de mogelijkheid ontnomen wordt om een vordering in te stellen op grond van een belang conform het, niet gewijzigde, eerste lid van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek, behoort de inleidende zin van het ontworpen artikel 17, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, als volgt te worden herschreven: “De vordering van een rechtspersoon die de bescherming beoogt van de fundamentele vrijheden zoals zij zijn erkend in de Grondwet en in de internationale verdragen waarbij België partij is, is eveneens ontvankelijk onder de volgende voorwaarden:”

2. Het ontworpen artikel 17, tweede lid, 1°, in de Nederlandse versie, moet beter geredigeerd worden als volgt:

“1° dat zijn maatschappelijk doel van een bijzondere aard is en losstaat van het nastreven van het algemeen belang”.

De bepaling onder 2° schrijve men in de Franse tekst als volgt: “2° que seul un intérêt collectif est poursuivi”.

SLOTOPMERKINGEN

1. Deze wet brengt wijzigingen aan op het vlak van de onbekwaamheid van de beschermde personen, inzonderheid met betrekking tot hun persoonlijke rechten, alsook met betrekking tot bepaalde aspecten die verband houden met hun goederen.

Met betrekking tot die kwesties wordt in geen enkele overgangsbepaling voorzien. De bedoeling van de steller van het voorontwerp zo dus moeten worden gepreciseerd: wenst hij dat de nieuwe regels enkel van toepassing zijn op de maatregelen uitgevaardigd na de inwerkingtreding van de wet of op alle huidige maatregelen?

Daarbij komt nog dat artikel 492/4 van het Burgerlijk Wetboek de vrederechter thans verplicht om de uitgesproken maatregel na twee jaar te herzien. Die ambtshalve herziening wordt geschrapt. De vraag rijst of die schrapping enkel geldt voor de maatregelen die uitgesproken worden na de inwerkingtreding van de wet of ook voor de maatregelen die uitgesproken worden minder dan twee jaar na de inwerkingtreding van de wet.

Men kan zich ook afvragen of de nieuwe regels inzake de verslagen alleen van toepassing zullen zijn op de maatregelen die uitgesproken worden na de inwerkingtreding van de wet of ook op de maatregelen die uitgesproken worden vóór de inwerkingtreding van de wet.

2. Gelet op het feit dat de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de beslissing waarbij een beschermingsmaatregel wordt bevolen niet meer voorgeschreven wordt in artikel 1249 van het Gerechtelijk Wetboek, moet wel in het ontworpen artikel 1250 van het Gerechtelijk Wetboek, moet artikel 3, eerste lid, 9^o/1, van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen' in die zin worden aangepast.

3. De steller van het voorontwerp wordt verzocht na te gaan of de wijzigingen die aangebracht worden in het Burgerlijk Wetboek en in het Gerechtelijk Wetboek geen gevolgen hebben voor andere teksten.

Zo zal bijvoorbeeld, gelet op de beoogte schrapping van artikel 492/1, § 1, derde lid, 19^o, van het Burgerlijk Wetboek waarvan het principe overgenomen zou worden in artikel 492/1, § 1, derde lid, 3^o, van hetzelfde Wetboek, artikel 10, §§ 1 en 3, van de wet van 19 december 2008 'inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek' moeten worden aangepast in zoverre in die twee paragrafen verwezen wordt naar dat artikel 492/1, § 1, derde lid, 19^o, van het Burgerlijk Wetboek.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT